

UCL

**Université
catholique
de Louvain**

Faculté des sciences économiques, sociales, politiques et de communication (ESPO)
École des Sciences Politiques et Sociales (PSAD)

Obama, l'origine d'une doctrine ?

L'impact des conjonctures internationales sur la politique étrangère américaine, analyse par le cas afghan.

Mémoire réalisé par
DEVREUX Simon

Promoteur(s)
Pr. AIT-CHAALAL A.

Lecteur(s)
Pr. LIÉGEOIS M.

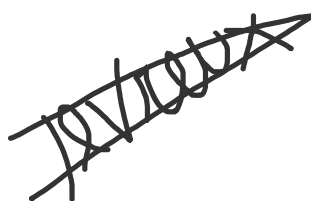
Année académique 2023 - 2024
Master Sciences Politique
Orientation Relations Internationales à finalité Diplomatie & Résolution de Conflits

Déclaration déontologique

« Je déclare sur l'honneur que ce mémoire a été écrit de ma plume, sans avoir sollicité d'aide extérieure illicite, qu'il n'est pas la reprise d'un travail présenté dans une autre institution pour évaluation, et qu'il n'a jamais été publié, en tout ou en partie. Toutes les informations (idées, phrases, graphes, cartes, tableaux, ...) empruntées ou faisant référence à des sources primaires ou secondaires sont référencées adéquatement selon la méthode universitaire en vigueur. Je déclare avoir pris connaissance et adhérer au Code de déontologie pour les étudiants en matière d'emprunts, de citations et d'exploitation de sources diverses et savoir que le plagiat constitue une faute grave. »

Par mesure de transparence, il convient de préciser que l'intelligence artificielle a été utilisée dans ce travail afin de reformuler certaines phrases, pour éviter les répétitions, corriger l'orthographe et respecter la concordance des temps. Elle n'a cependant jamais servi à fournir des éléments de contenu qui auraient été transposés directement dans ce travail. Cet outil a été utilisé conformément au principe général adopté par le Conseil de l'Enseignement et de la Formation (CEFO) du 6 juillet 2023. Le logiciel Antidote, a également été utilisé à la même fin. (Je bénéficie du statu Pep's pour dyslexie).

DEVREUX Simon

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'DEVREUX SIMON', written diagonally across the page.

Avant-propos

Préface

En août 2021, l'actualité internationale est dominée par le retrait des dernières troupes américaines d'Afghanistan. Promis et initié par Obama, poursuivi par Trump et finalisé par Biden, cet événement est passionnant à bien des égards. Au-delà de la perception d'un échec cinglant pour ce que l'on pense être la première puissance mondiale, ce retrait soulève de nombreuses questions.

Un mois plus tard, en septembre 2021, je commence mes études de Sciences Politiques, à orientation Relations Internationales à l'UCLouvain. Rapidement, cette actualité imprègne mes premiers cours, l'apprentissage de mes premiers concepts, de mes premières théories. Intéressé de longue date par la politique étrangère américaine, je me prête au jeu et utilise la situation en Afghanistan comme cadre d'analyse de nombreux travaux. L'intérêt se développe, mes recherches se poursuivent et progressivement, mes premières questions apparaissent.

Ce mémoire est donc l'occasion pour moi de faire la lumière sur certaines d'entre elles, de pousser mon raisonnement et mes recherches afin de comprendre les éléments auxquels je n'ai su répondre jusqu'à présent. Dans l'espoir que ce travail vous permette à vous aussi, lecteurs, de faire la lumière sur certains aspects de la politique étrangère américaine, de son évolution au cours des dernières décennies et plus particulièrement, de ce qui a mené au retrait d'Afghanistan.

Je vous souhaite une bonne lecture.

Remerciements

Le mémoire que vous vous apprêtez à lire marque, je l'espère, la fin de mon cycle universitaire. Dès lors, j'aimerais remercier l'ensemble des personnes qui ont contribué, de près ou de loin, à mon épanouissement et à mon parcours académique.

Avant toute chose, je tiens à remercier le Professeur Amine Ait-Chaalal, mon promoteur, qui m'a suivi et accompagné à travers la rédaction de ce mémoire. Merci à lui pour son temps, ses relectures et ses critiques constructives. Plus généralement, je tiens à remercier l'ensemble du corps professoral de la faculté ESPO pour la qualité de l'enseignement qu'ils dispensent avec une grande motivation. Je tiens aussi à remercier l'Institut des Études Politiques de Paris pour m'avoir permis un échange enrichissant, des rencontres marquantes et intéressantes avec des jeunes du monde entier. Toujours sur le plan académique, je voudrais remercier mes relecteurs : Manu, Colette et Françoise, qui ont passé plusieurs heures à relire ce travail. Étant dyslexique, leurs relectures et leurs conseils à la rédaction furent essentiels.

Sur une note plus personnelle, je souhaite remercier toute ma famille, mon frère et ma sœur pour leurs encouragements, mes parents et beaux-parents pour leur soutien inconditionnel et leur écoute tout au long de mes études. Mes grands-parents également pour leur intérêt tant pour mon mémoire que pour l'actualité tout au long de mon parcours académique, mais aussi pour leurs sagesses dans les moments difficiles. Un merci particulier à mon grand-père paternel, qui nous a quittés quelque temps avant la remise de ce mémoire, mais qui a continué à me soutenir, là-haut, avec toute sa bienveillance. Merci également à mes amis : Félix, Tanguy, William, Pierre-André et Clara, qui m'ont toujours encouragé et qui ont fait preuve de beaucoup de tolérance compte tenu du temps que j'ai consacré à mes études.

Enfin, je voudrais remercier mes camarades de LouvainMUN, une association qui m'a permis un réel développement personnel, mais qui m'a aussi permis de faire de magnifiques rencontres avec des étudiants passionnés, intéressants et intéressés par l'actualité et les affaires internationales. Merci à eux pour les bons moments, les échanges, les conférences à l'étranger et les souvenirs qui ont marqué mes deux dernières années à l'UCLouvain.

MERCI à toutes ces personnes d'avoir contribué tant à ma réussite académique qu'à mon épanouissement personnel au cours des dernières années.

Liste des abréviations

<i>Afghan National Security Forces</i>	ANSF
Afghanistan & Pakistan	AFPAK
<i>Anything but Bush</i>	ABB
Arme de destruction massive	ADM
<i>Bureaucratic Politics Model</i>	BPM
<i>Center for Strategic and International Studies</i>	CSIS
<i>Central Command</i>	CentCom
<i>Central Intelligence Agency</i>	CIA
Conseil de Sécurité des Nations Unies	CSNU
<i>Department of Defense</i>	DOD
<i>Director of National Intelligence</i>	DNI
État islamique	EI
Force Internationale d'Assistance et de Sécurité	FIAS
<i>General-purposed force</i>	GPF
<i>Inter-Services Intelligence (pakistanaï)</i>	ISI
<i>Joint Plan of Action</i>	JPOA
<i>Joint Prioritized Effects List</i>	JPEL
<i>Millennium Development Goals</i>	MDG
<i>National Security Agency</i>	NSA
<i>National Security Council</i>	NSC
<i>NATO Training Mission</i>	NTM
Organisation du traité de l'Atlantique Nord/ North Atlantic Treaty Organization	OTAN/NATO
Organisation non gouvernementale	ONG
Organisation pour l'Interdiction des Armes Chimiques	OIAC
<i>Partiya Karkerên Kurdistan</i>	PKK
<i>President of the United States</i>	POTUS
Produit intérieur brut	PIB
<i>Project for the New American Century</i>	PNAC
<i>Provincial Reconstruction Teams</i>	PRT's
<i>Responsibility to protect</i>	R2P
Union des républiques socialistes soviétiques	URSS
Union européenne	UE
<i>United Nations Supervision Mission in Syria</i>	UNSMIS

Table des matières

AVANT-PROPOS

Préface

Remerciements

Liste des abréviations

TABLE DES MATIÈRES

1. INTRODUCTION	1
1.1. Éléments de contexte : les États-Unis au XXI^{ème} siècle	1
1.1.1. Les États-Unis post guerre froide, de l'hégémonie à l'Afghanistan	1
1.1.2. La fin du statut de gendarme, une constante à nuancer	2
1.2. La présidence d'Obama, une nouvelle approche dans un nouveau contexte ?	4
1.2.1. Le contexte international, élément influent ?	5
1.2.2. La politique étrangère d'Obama, pourquoi s'y intéresser ?	6
1.3. Méthodologie de recherche	7
2. CADRE THÉORIQUE	8
2.1. Analyse de la politique étrangère, le processus décisionnel	8
2.1.1. Les protagonistes de la politique étrangère américaine	9
2.1.1.1. Le Président & le Vice-Président	9
2.1.1.2. Le Département d'État	11
2.1.1.3. Le Département de la Défense	12
2.1.1.4. Le <i>National Security Council</i> (NSC)	13
2.1.1.5. La communauté du renseignement	13
2.1.1.6. Le Congrès	14
2.1.1.7. Les acteurs non officiels (médias, lobbies, laboratoires d'idées)	15
2.1.2. Le processus de décision américain	18
2.1.2.1. Niveau individuel	18
2.1.2.2. Niveau étatique	19
2.1.2.3. Niveau international	20
2.2. Fondements théoriques de la vision leading from behind	21
2.2.1. Origine de l'approche	21
2.2.1.1. Étymologie du terme <i>leading from behind</i> .	21
2.2.2. Élaboration d'une grande stratégie, d'une doctrine Obama ?	22
2.2.3. Implications du concept Leading from behind.	23
2.2.3.1. Repenser la présence militaire	23
2.2.3.2. Développer le multilatéralisme	24
2.2.3.3. Construire des politiques de soutiens et d'appuis	25
2.2.4. Leading from behind & smart power, des concepts distincts	26
3. APERÇU DES CONJONCTURES INTERNATIONALES INFLUENTES (2009-2013)	28

3.1.	Leading from behind, analyse de cas:	29
3.1.1.	Le cas irakien	29
	Présentation de la situation	29
	Déploiement du smart power	31
	Relance du <i>multilatéralisme</i>	32
	Présence d'intérêts vitaux ?	34
3.1.2.	Le cas libyen	35
	Présentation de la situation	35
	Déploiement du smart power	36
	Relance du <i>multilatéralisme</i>	37
	Présence d'intérêts vitaux ?	38
3.1.3.	Le cas syrien	39
	Présentation de la situation	39
	Déploiement du smart power	40
	Relance du <i>multilatéralisme</i>	42
	Présence d'intérêts vitaux ?	42
3.1.4.	Le cas iranien	43
	Présentation de la situation	43
	Déploiement du smart power	44
	Relance du <i>multilatéralisme</i>	45
	Présence d'intérêts vitaux?	46
3.2.	Une cohérence générale, vers une doctrine Obama ?	47
3.3.	Leading from behind, une approche à géométrie variable	48
4.	CAS D'APPLICATION, L'APPROCHE OBAMA EN AFGHANISTAN	51
4.1.	Obama et l'Afghanistan, une promesse de campagne	51
4.2.	La nécessité d'associer les situations afghane et pakistanaise	52
4.3.	La situation en Afghanistan/Pakistan	54
4.3.1.	Engagement initial des États-Unis dans la région	54
4.3.2.	Changement dans l'opinion publique	55
4.3.3.	La prise en main d'Obama	56
4.4.	Transition vers la vision leading from behind	59
4.4.1.	Implications opérationnelles et tactiques	59
	Déploiement du smart power	60
	Relance du multilatéralisme	62
	Présence d'intérêts vitaux?	63
4.5.	Analyse de l'impact	64
4.5.1.	Évolution de la situation sur le terrain	64
4.5.2.	Répercussions sur la stabilité régionale	65
4.5.3.	Perception politique	66
4.5.4.	Perception publique	66
	Au sein de l'opinion publique américaine	66
	Au sein de l'opinion publique afghane	67
5.	CONCLUSION	69
5.1.	Leading from behind, l'hypothèse économique	70
5.2.	Leading from behind, l'hypothèse du rééquilibrage	71

5.3.	Leading from behind, l'hypothèse de l'image	73
5.4.	Leading from behind, quelles suites?	74
6.	ANNEXES	77
6.1.	Annexe 1 : L'appareil de sécurité nationale américain	77
6.2.	Annexe 2 : Tableau des groupes divisés autour de la politique étrangère américaine en Afghanistan	78
6.3.	Annexe 3 : Carte des régions tribales, semi-autonomes du Pakistan	80
6.4.	Annexe 4 : La guerre en Afghanistan dans les médias américains.	81
6.5.	Annexe 5 : Tableau des caractéristiques de la décision	82
6.6.	Annexe 6: Obama, the Vox conversation	83
7.	BIBLIOGRAPHIE	87
7.1.	Monographies	87
7.2.	Articles scientifiques	89
7.2.1.	Working Papers	96
7.3.	Documents officiels	99
7.4.	Articles de presse	101
7.5.	Sites Internet	104
7.6.	Autres	105
	RÉSUMÉ:	109
	Mots clés:	109

1. Introduction

1.1. *Éléments de contexte : les États-Unis au XXI^{ème} siècle*

1.1.1. *Les États-Unis post guerre froide, de l'hégémonie à l'Afghanistan*

Depuis la fin de la guerre froide et la réorganisation mondiale qui s'en est suivi, plusieurs analystes et chercheurs en relations internationales ont cherché à qualifier la position des États-Unis sur la scène internationale. Plusieurs expressions : superpuissance, hyperpuissance, gendarme du monde, hégémon... sont ainsi apparues pour décrire le leadership mondial acquis par les États-Unis, suite à l'effondrement de l'Union des républiques socialistes soviétiques (URSS). En 1997, Zbigniew Brzezinski publie *Le Grand Échiquier*. Selon l'auteur, la supériorité acquise par les États-Unis dans les secteurs technologique, militaire, économique et culturel lui permet d'être considéré comme première puissance globale¹. Deux années plus tard, Samuel Huntington, dans l'article *The Lonely Superpower*, présente divers enjeux et défis qui accompagnent ce statut. Il présente les États-Unis comme une *rogue superpower*, une puissance qui dit agir dans l'intérêt international en imposant ses valeurs et ses décisions, limitant dès lors la souveraineté de nombreuses communautés².

L'histoire donna raison à Huntington. En effet, cette hégémonie fit naître une contestation qui s'exprima le 11 septembre 2001. Le monde bascula alors que les États-Unis furent frappés par une attaque terroriste de grande ampleur. Une attaque qui fit près de trois mille victimes et s'attaqua aux symboles de la puissance américaine³. En octobre 2001, l'armée américaine se déploie sur le territoire afghan dans le cadre de l'opération *Enduring Freedom*, initiée par le Président G. W. Bush⁴. L'objectif annoncé est d'empêcher l'utilisation de l'Afghanistan comme base arrière pour le

¹ BRZEZIŃSKI, Z. (1997). *Le grand échiquier: L'Amérique et le reste du monde*. Bayard Éditions, p°33.

² HUNTINGTON, S. P. (1999). *The Lonely Superpower*. *Foreign Affairs*, 78(2), p°40-41.

³ Les cibles de l'attaque du 11/09/2001 sont : le World Street Center, symbole de la puissance économique, le Pentagone pour la puissance militaire et enfin Washington D.C., siège du pouvoir politique.

⁴ MARSH, K. (2014). *Obama's Surge: A Bureaucratic Politics Analysis of the Decision to Order a Troop Surge in the Afghanistan War*. *Foreign Policy Analysis*, 10(3), p°265.

terrorisme et d'attaquer les capacités militaires du régime taliban, jugé responsable d'offrir l'hospitalité à Al-Qaïda, mouvance terroriste qui revendique les attentats⁵.

Si dans un premier temps l'opinion publique américaine est unanime sur la nécessité d'intervenir, elle s'inversera progressivement durant les années suivantes⁶. En novembre 2008, le candidat antiguerre Barack Obama est élu⁷. Si celui-ci dénonce la guerre en Irak, lancée par son prédécesseur en 2003 dans un but messianique de guerre contre la terreur, il revendique l'origine juste de la guerre en Afghanistan et exprime sa volonté d'obtenir une issue victorieuse⁸.

À bien des égards, le conflit en Afghanistan est un évènement majeur de la politique étrangère américaine des dernières décennies. Il représente 800.000 soldats, 2 trillions de dollars dépensés et 20 ans d'opération s'étalant de 2001 à 2021⁹.

1.1.2. *La fin du statut de gendarme, une constante à nuancer*

Ce travail aura pour objet l'analyse de la politique américaine menée en Afghanistan durant le premier mandat du Président Obama (2009-2013)¹⁰. Le choix de ce mandat s'explique, car il s'inscrit à l'aube d'un changement important dans la conduite de la politique étrangère américaine, justifiant une analyse approfondie. En effet, depuis quelques années, la question de la suprématie américaine est de plus en plus contestée. Au sein du milieu académique, Fareed Zakaria déclare: « *We are moving towards a post-American world, a world defined and directed from many places and by many people.* »¹¹. Dans la même lignée, Fawaz Gerges s'exprime: « *La capacité américaine à agir unilatéralement et hégémoniquement, sans contraintes imposées par le contexte local est arrivée à terme* »¹². En effet, l'exceptionnalisme

⁵ PBS NEWSHOUR (2021, 19 août). *Watch: President George W. Bush's address to the nation after September 11, 2001 attacks* [Vidéo]. YouTube.

⁶ SHORTRIDGE, A. (2021, 7 octobre). The U.S. War in Afghanistan Twenty years on: Public opinion then and now. *Council on Foreign Relations*.

⁷ TOTMAN, S. & HARDY, M. (2016). The presidential persona paradox of Barack Obama: man of peace or war president? *Persona Studies*, 2(2), p°80.

⁸ LANDLER, M. (2017, 1 janvier). The Afghan War and the evolution of Obama. *The New York Time*.

⁹ Sur ce point, il faut noter la difficulté d'intégrer l'ensemble des coûts, notamment humains, qui résultent d'un conflit. Une étude portant sur les cas Afghan et Irakien traite d'ailleurs le sujet. Voir J. STIGLITZ, E. & BLIMES, L.J. (2012). Estimating the Costs of War: Methodological Issues, with Applications to Iraq and Afghanistan. *Oxford Academic*.

¹⁰ Du 20 janvier 2009 au 20 janvier 2013.

¹¹ ZAKARIA, F. cite par GERGES, F. A. (2012) *Obama and the Middle East: The End of America's Moment?* St. Martin's Press, p°2.

¹² GERGES, F.A. (2012) *op. cit.*, p°13.

américain est remis en question : les États-Unis doivent-ils encore agir comme les gendarmes du monde?¹³

Si le Président Bush répondait à une logique néo-conservatrice, qui octroyait aux États-Unis une responsabilité bienveillante, cette époque semble révolue à l'aube des élections de 2008¹⁴. En effet, si les années suivantes ont été marquées par des alternances politiques à la Maison-Blanche et de nombreuses ruptures en matière de politique étrangère, un consensus, établi à cette période, a été préservé autour de l'affirmation suivante: Les États-Unis ne se considèrent désormais plus comme les gendarmes du monde.

« *America is not the world's policeman.* »

Barack Obama, discours à la Maison-Blanche, le 10 septembre 2013¹⁵.

« *We are not the policemen of the world.* »

Donald Trump, discours à West Point le 12 juin 2016¹⁶.

« *This decision about Afghanistan is not just about Afghanistan, it's about ending an era of major military operations to remake other countries.* »

Joe Biden, discours à la Maison-Blanche, le 31 août 2021¹⁷

Depuis des décennies, cet exceptionnalisme américain fut la norme, un élément central de la politique étrangère américaine. Obama fut le premier Président à remettre en cause ce paradigme et à reconnaître la fin d'un moment hégémonique¹⁸. Cependant, s'il est possible d'établir un parallèle dans les discours, il est essentiel de souligner que l'articulation de ces politiques ne coïncide pas entièrement et que des divergences majeures persistent quant aux motivations. En effet, si le Président Trump partage la volonté d'un désengagement militaire américain, il souhaite un désengagement complet de toute coopération pouvant contraindre ou limiter les États-Unis. Élu en

¹³ LÖFFLMANN, G. (2015). Leading from Behind – American Exceptionalism and President Obama's Post-American Vision of Hegemony. *Geopolitics*, 20:2, p°315.

¹⁴ Ibid. p°314.

¹⁵ OBAMA, B. (2013, 11 septembre). *Remarks by the President in address to the nation on Syria*. whitehouse.gov.

¹⁶ TRUMP, D. (2020, 13 juin). *Remarks by President Trump at the 2020 United States Military Academy at West Point graduation ceremony*. The White House.

¹⁷ THE WHITE HOUSE (2021, 31 août). *President Biden delivers remarks on ending the war in Afghanistan* [Vidéo].

¹⁸ LÖFFLMANN, G. (2015) *op. cit.*, p°311.

2016 à la suite des contestations du *Tea Party*, il souhaitait un retour à une idéologie jacksonienne, en accord avec son slogan *America First*^{19/20}. Cette idéologie est définie, selon Fareed Zakaria, comme étant « *un populisme à l'intérieur et par l'isolationnisme en politique étrangère* »²¹. Obama, en revanche, aspirait à une reconfiguration méthodique de la politique étrangère américaine, visant à la rendre plus discrète et moins intrusive. Son dessein n'était nullement de se soustraire aux divers engagements internationaux, mais plutôt de favoriser un multilatéralisme fondé sur des relations réciproquement avantageuses²². En d'autres termes, si le Président Trump aspirait à libérer les États-Unis des contraintes imposées par les obligations internationales et que le Président Obama entendait construire de nouvelles relations pour des collaborations repensées, les deux hommes partageaient la nécessité pour les États-Unis de réduire l'interventionnisme, l'engagement militaire direct.

1.2. La présidence d'Obama, une nouvelle approche dans un nouveau contexte ?

Le premier mandat du Président Obama marqua donc un tournant dans la politique étrangère américaine. La nouvelle stratégie globale, présentée et discutée ci-dessous, entend placer les États-Unis comme une puissance qui se doit d'être présente, mais qui ne peut continuer d'agir selon une logique impériale. En effet, l'attaque revendiquée par Al-Qaïda a mis en évidence la difficulté pour les États-Unis de se prémunir contre un spectre de menace élargi depuis la nouvelle mondialisation²³. L'opération *Enduring Freedom* illustre cette complexité. Si les forces américaines parviennent à repousser les talibans en quelques mois et sans difficulté majeure, l'efficacité de cette force militaire dans l'éradication de la mouvance talibane et la capture d'Oussama ben Laden s'avère être une tâche difficile²⁴. Bertrand Badie l'explique : « *difficile d'être un hégémon sans démontrer en permanence son*

¹⁹ Le mouvement du Tea Party est un mouvement politique apparu en 2009, incarné par la classe moyenne inférieure (classe populaire). Il prône un anti-establishment, un retour au conservatisme et la réduction des impôts. Voir RAE, N. (2012). Le renouveau du conservatisme populiste : la montée de la Tea Party et son impact. *Politique américaine*, 19, p°111-130.

²⁰ LÖFFLMANN, G. (2015). *op. cit.*, p°316.

²¹ COUTURIER, B. (2017, 25 janvier). *Donald Trump, dans les pas d'Andrew Jackson*. [Podcast]. France Culture, 00 :35.

²² LÖFFLMANN G. (2015). *op. cit.*, p°319.

²³ NAU, H.R. (2009) *Chapter 7: Terrorism and the World after 9/11*. Dans: *Perspectives on International Relations*, CQ Press, p°233-234.

²⁴ TERTRAIS, B. (2002). *Analyse de l'opération militaire Enduring Freedom*. Dans: FONDATION POUR LA RECHERCHE STRATÉGIQUE (2002). *Annuaire stratégique et militaire*. Paris : Odile Jacob. p°34-35.

invincibilité (...) l'hégémonie américaine est peu à peu devenue son tendon d'Achille (...) sa réputation tenait à sa capacité dissuasive inégalée »²⁵.

En sus, lorsque le Président Obama est élu, il est confronté à de grandes attentes sur la scène internationale mais également en interne. L'opinion publique américaine ne veut plus de guerres et la crise financière et immobilière affaiblit la puissance américaine²⁶. La prétention des États-Unis à jouer le rôle autoproclamé de gendarme du monde entraîna des débats tant au niveau national qu'international²⁷. L'élection présidentielle de 2008, voit la campagne marquée par de nombreuses voix qui s'étaient élevées en faveur d'un changement²⁸. Ces aspirations ont trouvé leur incarnation dans la personne du Président Obama. Celui-ci élaborera une nouvelle stratégie, communément appelée *leading from behind*. Entre rupture et continuité, ce travail propose d'explorer cette stratégie en analysant les événements internationaux qui peuvent avoir contribué à sa conception, s'interrogeant ainsi sur la question suivante :

Lors de la transition entre l'administration Bush et celle d'Obama, quelle fut l'influence des différentes conjonctures internationales qui amenèrent le Président Obama à reconsidérer l'engagement américain, notamment en Afghanistan, et à opérer un changement de stratégie qui marquera les États-Unis pour les années à venir ?

1.2.1. Le contexte international, élément influent ?

L'hypothèse défendue dans ce travail entend que la politique étrangère menée par Obama en Afghanistan découle d'une convergence de nécessités stratégiques.

Dans un premier temps, cette décision peut être perçue comme une nécessité de récupérer des ressources économiques, mais aussi un éventail de capacités déployées dans les théâtres d'opérations. L'objectif serait de rationaliser l'utilisation des ressources disponibles, en vue d'optimiser leur allocation et de préserver une efficacité opérationnelle.

²⁵ BADIE, B. (2019) *Introduction : Comment l'hégémonie américain s'est faite puis défaite*. Dans: BADIE, B.,éd.(2019) *Fin du leadership américain: L'état du monde 2020*.Paris, La Découverte, p°12.

²⁶ CYPEL ,S. (2019) *Sous Obama, ambition du discours, modestie « réaliste » de la pratique*. Dans: BADIE, B.,éd.(2019) *op. cit.*, p°70.

²⁷ SKIDMORE, D. (2012) *The Obama Presidency and US Foreign Policy: Where's the Multilateralism?* *International Studies Perspectives*, 13(1), p°43-64.

²⁸ Le slogan ABB, signifiant *Anything But Bush* incarnait ce désir de l'opinion publique de se distinguer de la mouvance néoconservatrice ayant impactées les dernières années. Voir COLUCCI, L.C. (2012). *The national security doctrines of the american presidency: How they shape our present and future* [2 volumes], Bloomsbury Publishing USA, p° 474.

La politique menée peut également être interprétée comme une initiative visant à accroître la marge de manœuvre et la flexibilité stratégique des États-Unis. Cette démarche entend libérer des capacités opérationnelles afin de renforcer l'adaptabilité face à la possible résurgence de conflits ou d'autres menaces internationales.

Enfin, la nécessité de se désinvestir pourrait être motivée par une intention de réajuster la politique étrangère américaine, renonçant à la posture antérieure de gendarme du monde. Cette redéfinition stratégique s'inscrit dans une perspective multilatérale, favorisant des relations plus équilibrées sur la scène internationale.

1.2.2. *La politique étrangère d'Obama, pourquoi s'y intéresser ?*

Depuis le *surge* de 2009 réalisée par Obama dans le but de stabiliser la situation, afin de permettre un désengagement progressif, le nombre de soldats américains déployés en Afghanistan n'a cessé de décroître (cf. *infra*)²⁹. L'Administration Trump poursuit cette dynamique et procéda à plusieurs rapatriements de contingents ainsi qu'à un accord de retrait avec les talibans³⁰. Enfin, l'Administration Biden finalisera le départ des derniers soldats américains le 30 août 2021³¹.

Si la relation entre les talibans et les États-Unis continue d'être le fruit de tensions et de discussions, la fin de la présence américaine sur le territoire permet de tirer les premières conclusions. Nous disposons désormais de recul et d'une capacité de contextualisation qui permettent de dresser une analyse complète et cohérente des événements. De plus, à l'heure où l'opinion américaine est polarisée sur de nombreux sujets, il est intéressant de mettre la focale sur l'une des rares convergences entre républicains et démocrates: une volonté partagée de limiter le recours à la force militaire directe pour influencer les affaires internationales (cf. *infra*)³².

²⁹ Le *surge* est un terme anglophone qui se traduit par surtension ou poussée. Dans le contexte militaire, le *surge* de 2009 fait référence à un déploiement massif et soudain des forces armées américaines sur le territoire afghan avec pour objectif de stabiliser la situation en vue d'un retrait progressif, une thérapie de choc. Il est toutefois nécessaire de préciser que cette stratégie n'est pas propre à Obama, elle fut également utilisée par G.W. Bush en 2007, en Irak. Voir WARDEN, J. K. (2013, 11 juin). Was Obama's 2009 Afghanistan Surge Based on Sound Strategy? *Military Strategy Magazine*.

³⁰ Voir le document: Agreement for Bringing Peace to Afghanistan between the Islamic Emirate of Afghanistan which is not recognized by the United States as a state and is known as the Taliban and the United States of America.

³¹ ZEIDAN, A. (2023, 8 décembre) *Withdrawal of United States troops from Afghanistan*. Encyclopedia Britannica.

³² GILSINAN, K. (2019, 31 juillet). *The Promise Presidential Candidates Never Make Good On*. The Atlantic.

1.3. Méthodologie de recherche

Avant d'entamer cette recherche, il convient de souligner que celle-ci ne se focalise ni sur le terrorisme, ni sur la mouvance talibane. Elle ne cherche pas à effectuer une exploration exhaustive de la situation en Afghanistan, ni d'examiner tous les enjeux qui lui sont associés. En revanche, elle s'engage dans une analyse de la politique étrangère américaine, qui passe par une investigation approfondie du contexte international entre 2009 et 2013, et se basant sur un cas d'application spécifique. L'objectif principal étant d'identifier l'influence du contexte international sur la formulation de cette nouvelle stratégie à un moment charnière de l'histoire américaine.

Après cette introduction exhaustive, présentant certains concepts tels que l'exceptionnalisme américain et l'isolationnisme, tout en mettant en exergue la continuité de la politique étrangère au cours des dernières décennies et en identifiant les différentes perceptions au sein des alternances politiques, se pose la question des raisons, issues de ce contexte international, qui ont incité Obama à façonner la politique étrangère de son premier mandat.

Le cadre théorique présentera les acteurs du processus de décision de la politique étrangère américaine, ainsi que les différents niveaux d'analyse de cette politique. Dans ce chapitre, on verra que la notion même de doctrine peut être discutée, compte tenu de la faible uniformité dans la politique étrangère du président.

Par la suite, une première partie analytique se penchera sur plusieurs points de tension durant le premier mandat d'Obama. Marqué par les Printemps Arabes, une analyse comparative sera menée pour observer la mise en place de la doctrine Obama face à différentes situations. Une seconde partie analytique présentera les particularités de la situation afghane, la nécessité de mener une stratégie globale en intégrant le Pakistan, ainsi que les différents obstacles et succès de cette politique étrangère en Afghanistan.

Enfin, la conclusion prendra la forme d'un résumé transversal de toutes ces analyses, dans le but d'identifier qu'elle a été l'influence de ces différentes situations sur la politique étrangère menée par Obama en Afghanistan. L'objectif sera de déterminer si l'Afghanistan relève d'une situation à part du fait de son statut particulier, ou si elle s'inscrit dans un contexte général.

2. Cadre théorique

2.1. *Analyse de la politique étrangère, le processus décisionnel*

Morin & Paquin définissent la politique étrangère comme : « *un ensemble d'actions ou de règles régissant les actions d'une autorité politique indépendante déployée dans l'environnement international* »³³. L'analyse de cette politique étrangère est un domaine qui gagne en popularité depuis quelques décennies, mais il ne faut cependant pas la confondre avec l'analyse des relations internationales et ses grandes écoles de pensées³⁴. L'analyse de la politique étrangère se distingue par son objet d'étude à savoir le processus de prise de décision, les acteurs à l'origine de ces dernières et non à identifier des clés de compréhension afin d'interpréter les événements internationaux, comme le font les écoles des pensées³⁵. Dans son ouvrage de référence *Essence of Decision*, Graham Allison présente trois modèles conceptuels pour expliquer le processus de décision. Ces modèles permettent une étude par trois approches : la première par la rationalité de l'acteur, la deuxième par le processus organisationnel et enfin, la troisième, par le modèle de bureaucratie politique (BPM), c'est-à-dire la lutte entre les différents acteurs du processus³⁶. Pour Charles Philippe David, la méthode rationnelle présente de nombreuses limites, tandis que les approches basées sur la bureaucratie et la dynamique entre les décideurs / conseillers offrent une perspective plus éclairante de la politique étrangère américaine³⁷. Sur ce sujet, Edward Corwin confirme : la Constitution américaine est « *une incitation à la concurrence entre institutions pour l'obtention du privilège de diriger la politique étrangère* »³⁸. De plus, la littérature traitant les décisions relatives à l'Afghanistan semble privilégier

³³ MORIN & PAQUIN cité par JEANGÈNE VILMER, J. B. (2023). *Chapitre VII. L'analyse de la politique étrangère*. Dans: JEANGÈNE VILMER, J. B. (2023). *Théories des relations internationales*. Paris cedex 14: Presses Universitaires de France, p°113.

³⁴ Ibid.

³⁵ Ibid.

³⁶ BERNSTEIN, B. J. (1999). [Review of *Essence of Decision*, by G. Allison & P. Zelikow]. *Foreign Policy*, 114, p°121.

³⁷ DAVID, C. (2015). *Chapitre 1 : Les théories d'analyse du processus décisionnel en politique étrangère*. Dans: DAVID, C. (2015). *Au sein de la Maison-Blanche: De Truman à Obama: la formulation (imprévisible) de la politique étrangère des États-Unis*. Paris : Presses de Sciences Po, p° 38.

³⁸ CORWIN, E. cité dans DAVID, C.-P. (2015). *Chapitre 6: Une présidence toujours prépondérante*. Dans: DAVID, C.-P. (2015), *La politique étrangère des États-Unis: Fondements, acteurs, formulation*. Paris: Presses de Sciences Po. p°253.

une analyse du processus de décision par l'étude des luttes bureaucratiques. En effet, l'une des caractéristiques du Président Obama était son attachement aux consensus souvent obtenus à la suite de âpres discussions en interne^{39/40}. Afin de comprendre les rouages de la politique étrangère américaine, il est donc essentiel de présenter les différents acteurs qui l'influencent. Car si la décision finale appartient au Président, le processus de décision américain sous Obama semble être principalement issu d'une lutte entre différents acteurs institutionnels qui cherchent à influencer la décision à leur avantage, comme présenté dans le Modèle III de Allison⁴¹ (Annexe 6.1 :L'appareil de sécurité nationale américain).

2.1.1. Les protagonistes de la politique étrangère américaine

2.1.1.1. Le Président & le Vice-Président

Aux États-Unis comme dans de nombreux pays, la politique étrangère répond au principe de primauté de l'exécutif. Dans « Lettres écrites de la montagne », Rousseau dit : « *L'exercice extérieur de la Puissance ne convient point au Peuple; les grandes maximes d'État ne sont pas à sa portée; il doit s'en rapporter là-dessus à ses chefs qui sont, toujours plus éclairés que lui sur ce point* »⁴². Aux États-Unis, les Pères fondateurs ont essayé de construire une constitution qui privilégie le pouvoir législatif. Le pays ne fait toutefois pas exception à la règle et en termes de politique étrangère, l'exécutif prime. Le Président des États-Unis (POTUS) a en effet plusieurs pouvoirs tels que celui d'être le commandant en chef des forces armées, de signer des traités et de nommer plusieurs hauts fonctionnaires, y compris dans la diplomatie^{43/44/45}. De plus, les situations de crises ont eu tendance à produire un effet de drapeau et d'entraîner un renforcement des compétences présidentielles, ce qui fut contesté par le

³⁹ WOODWARD, B. (2010). *Avertissements*. Dans: *Les guerres d'Obama*. Simon & Schuster, New-York, p°11-13.

⁴⁰ MARSH, K. (2014). *op. cit.*, p°265-288.

⁴¹ L'ensemble des acteurs présentés ci-dessous ceux mentionnés dans l'ouvrage de Bob Woodward, *Les guerres d'Obama*. WOODWARD, B. (2010) *Liste des personnages*. Dans: WOODWARD, B. (2010). *op. cit.*, p°15-18.

⁴² ROUSSEAU, J. J. (2012). *Septième lettre*. Dans : ROUSSEAU, J. J. (2012). *Lettres écrites de la montagne*: Vol. 6 ,Genève, p°90.

⁴³ POTUS vient de President of the United States of America, la traduction depuis l'anglais de Président des États-Unis d'Amérique.

⁴⁴ BALTHAZAR, L. (2008). *Chapitre 1: Le cadre constitutionnel*. Dans: BALTHAZAR, L., DAVID, C. & VAÏSSE, J. (2008). *La politique étrangère des États-Unis*. Presses de Sciences Po, p°32-33.

⁴⁵ Il faut noter que si le Président peut signer des traités internationaux, le Congrès doit les ratifier.

Congrès en 1973 par la Loi sur les pouvoirs de guerre (*War Powers Act*) sans jamais parvenir à réellement contraindre les Présidents suivants⁴⁶.

Dès lors, certains seraient tentés d'analyser la politique étrangère au moyen d'une analyse cognitive du Président en exercice, mais si cette approche peut permettre d'apporter des éléments individuels, elle ne peut en aucun cas être considérée comme exclusive^{47/48}. De surcroît, si le POTUS dispose d'une influence prépondérante, il peut, selon les besoins, octroyer une certaine autonomie à son Vice-Président ainsi qu'à son cabinet.

Traditionnellement, le poste de Vice-Président a été généralement associé à une position peu puissante et peu prestigieuse. Néanmoins, cette affirmation semble être devenue obsolète⁴⁹. Tout d'abord, l'influence du Vice-Président peut être capitale lorsque le Sénat se départage à égalité de voix et que les majorités sont courtes. En effet, la position de Vice-Président est associée à celle de Président du Sénat, ce qui lui octroie, un pouvoir décisionnel en cas d'égalité (cf. 2.1.1.6 Congrès). D'autre part, l'ascension de la position de Vice-Président au cours des dernières décennies a été renforcée par diverses initiatives présidentielles, conférant aux Vice-Présidents un rôle de plus en plus marqué, notamment en ce qui concerne la politique étrangère. À cet égard, le Président Truman a, par exemple, inclus son Vice-Président dans le *National Security Council* (NSC). Une dynamique qui sera poursuivie également par les successeurs, permettant notamment aux Vice-Présidents de réaliser plusieurs missions comme émissaires diplomatiques. Il y a donc eu un effort continu durant plusieurs présidences de rapprocher le Vice-Président de l'exécutif⁵⁰. Cela fut particulièrement le cas sous la présidence Bush qui laissa une grande marge de manœuvre à Dick Cheney, notamment sur la question irakienne⁵¹. Mais également sous Obama qui

⁴⁶ DAVID, C. (2015). *Chapitre 2. Le système décisionnel américain*. Dans : DAVID, C (2015). *op. cit.*, p°103.

⁴⁷ S'appuyer sur l'ouvrage fourni par Renshon qui produit une analyse psychologique et comportementale de Barack Obama. RENSHON, S. A. (2012). *Barack Obama and the politics of redemption*. Routledge.

⁴⁸ RENSHON, S. A. (2011). Redemption, Fairness, and the Politics of Transformation in the Obama Presidency. *Political Psychology*, 32(6), p°1035-1037.

⁴⁹ GREENE, A. (2022, 13 juillet). *Vice-président des États-Unis : de l'ombre à la lumière ?* Institut Montaigne.

⁵⁰ MASTERS, J. (2021, 4 mai). *The U.S. Vice President and Foreign Policy*. Council on Foreign Relations.

⁵¹ GRIFFIN, C. L. (2016). When the second becomes number one: vice-presidential power in foreign and defense policy in the twenty-first century. *Essais*, 10, p°141-143.

choisit Joe Biden comme colistier, notamment pour ses capacités et ses connaissances en politique étrangère⁵².

2.1.1.2. Le Département d'État

Durant de nombreuses années, le Département d'État a exercé une influence prépondérante sur la diplomatie américaine. Cependant, en 1947, un réajustement significatif a eu lieu avec l'adoption du *National Security Act*, se manifestant notamment par la création d'un Département de la Défense, conjointement à l'émergence d'une nouvelle entité, à savoir le *National Security Council* (NSC) et la Central Intelligence Agency (CIA)^{53/54/55}. La mission principale du Département d'État est d'appuyer et conseiller le POTUS dans la gestion des relations entre l'exécutif américain et les différents gouvernements étrangers, organisations internationales et individus étrangers⁵⁶. Son mandat comprend cinq objectifs à savoir : assurer la représentation des États-Unis, présenter les positions de pays tiers au gouvernement américain, encadrer des négociations, observer les évolutions pouvant impacter les États-Unis sur la scène internationale et fournir des recommandations au POTUS et au NSC⁵⁷. Le Département d'État est dirigé par le/la Secrétaire d'État, chef/fe de la diplomatie américaine, c'est un/e proche conseiller/ère du Président et membre statutaire du NSC. Afin de s'entourer d'opinions diverses et variées et de ne pas commettre l'erreur de son prédécesseur, Obama cherchait à s'entourer d'individus aux

⁵² MACASKILL, E. (2021, 21 janvier). US Election: Biden shows why Obama chose him as a running mate. *The Guardian*.

⁵³ NSC vient de National Security Council, la traduction depuis l'anglais de Conseil de sécurité nationale.

⁵⁴ DAVID, C. (2008). *Chapitre 6 : Les acteurs du jeu bureaucratique*. Dans: BALTHAZAR, L., DAVID, C. & VAÏSSE, J. (2008). *op. cit.*, p°243-251.

⁵⁵ En 1947, le Département de défense est créé à l'initiative du Président Truman afin de pallier les lacunes rencontrées durant la guerre, notamment avec Pearl Harbor. Soucieux d'améliorer les coopérations entre les services, le Président introduit un projet de loi au congrès afin de regrouper les armées de terre, de l'air et la marine sous un seul département (*National Military Establishment*). Cette manœuvre permet une centralisation administrative et décisionnelle notamment avec la création de la fonction de Secrétaire à la Défense et du Président du comité des chefs d'état-major. Voir STUART, D. & MARCELLA, G. (2008). Constructing the iron cage: The 1947 National Security Act. In *affairs of state: the interagency and national security*. *Strategic Studies Institute*, US Army War College, p°53-55.

⁵⁶ UNITED STATES DEPARTMENT OF STATE (2020, 1 décembre). *Duties of the Secretary of State*. United States Department of State.

⁵⁷ DAVID, C. (2008). *Chapitre 6 : Les acteurs du jeu bureaucratique*. Dans: BALTHAZAR, L., DAVID, C. & VAÏSSE, J. (2008). *op. cit.*, p°243-244.

raisonnements divergents. Lorsqu'il fut élu Président, c'est à son opposante des primaires démocrates, Hillary Clinton, qu'il proposa la fonction de Secrétaire d'État.⁵⁸

2.1.1.3. Le Département de la Défense

Également connu sous le nom de Pentagone, en référence à l'édifice où il se situe, ce département est concurrent de longue date du Département d'État quant à l'influence sur la politique étrangère. Créé en 1947 sous le nom de *National Military Establishment*, renommée *Department of Defense* (DOD) en 1949, cette structure est institutionnalisée pour faire face aux menaces⁵⁹. À l'instar du Département d'État, le DOD dispose d'un Secrétaire qui est également membre du NSC. Le Département de Défense est relativement complexe, non seulement par sa taille, mais également par la dimension civile et militaire qui y cohabite⁶⁰. Suite à de nombreux remaniements au cours de son histoire, le fonctionnement de ce département s'est complexifié. Divisé en onze commandements géographiques et en états-majors fonctionnels (en ce compris le *United States Space Command*)⁶¹, la centralité n'est pas au cœur du département qui fait le choix d'une interarmisation sur le terrain, en adéquation avec la grande diversité des objectifs américains⁶². Il y a donc une mise à l'écart du comité des chefs d'état-major interarmes. Toutefois, ce comité reste la structure centrale qui reprend les chefs des six dimensions de la défense américaine (*U.S. Army, Navy, Air Force, Marine Corps, Coast Guard & Space Force*) et qui est présidée par le Président du comité de l'état-major interarmées dont la mission est de conseiller le Secrétaire à la défense et le POTUS⁶³. Le comité des chefs d'état-major interarmes, par la voie de son chef, est donc chargé de conseiller le Président sur les grandes lignes depuis lesquelles les décisions sont prises et implémentées par les états-majors. Ce processus de décision laisse donc un grand pouvoir discrétionnaire aux mains du Président.

⁵⁸ WOODWARD, B. (2010). *Chapitre 3*. Dans: WOODWARD, B. (2010). *op. cit.*, p°53-58.

⁵⁹ DAVID, C. (2015). *Chapitre 2. Le système décisionnel américain*. Dans: DAVID, C. (2015). *op. cit.*, p°112.

⁶⁰ Ibid. p°115.

⁶¹ Dissout à la suite des attentats du 11/09/2001 afin de concentrer les ressources sur la lutte contre le terrorisme, il sera rétabli par Trump en 2018 voir U.S. SPACE COMMAND. *Mission*.

⁶² DAVID, F. (2018). Commander la guerre depuis Washington D.C. Les évolutions organiques du « National Defense Establishment » à partir de la Seconde Guerre mondiale. *Guerres mondiales et conflits contemporains*, 271, p°21-22.

⁶³ DAVID, C. (2015). *Chapitre 2. Le système décisionnel américain*. Dans: DAVID, C. (2015). *op. cit.*, p° 115.

2.1.1.4. Le *National Security Council* (NSC)

Depuis sa création en 1947 en vertu du *National Security Act*, le Conseil de sécurité nationale est devenu un acteur prééminent dans la politique étrangère américaine⁶⁴. Obéissant directement au POTUS, le NSC se compose de chefs de département, notamment d'État et de la Défense, du Conseiller à la sécurité nationale ainsi que du Vice-Président, et d'autres représentants, formant ainsi un conseil dédié à la politique étrangère⁶⁵. L'objectif principal du NSC est de coordonner la politique étrangère américaine, intégrant toutes ses dimensions en fonction des intérêts et des besoins du pays⁶⁶. Pour ce faire, le NSC a trois missions : fournir des études, proposer des recommandations et présenter des choix, des options politiques⁶⁷. Au fil des années et face à divers défis, le NSC a su consolider sa position dominante dans la conception de la politique étrangère américaine en tirant profit de mécanismes d'échanges informels, d'une grande flexibilité et d'un vaste spectre de connaissances⁶⁸. Ce conseil offre à chaque Président la possibilité de renforcer son influence sur la politique étrangère, contribuant activement à la tendance de centralisation de la politique étrangère autour de l'exécutif, engagée depuis plusieurs années⁶⁹.

2.1.1.5. La communauté du renseignement

Le système de renseignement est un élément essentiel dans la construction de la politique étrangère américaine. À l'image du Département de la Défense, les services de renseignements sont une multitude d'organisations autonomes qui rendent compte à un directeur national du renseignement (DNI) ayant pour mission d'informer le POTUS et le NSC, dont il est membre en qualité de conseiller, sur l'évolution des

⁶⁴ A l'instar du National Military Establishment (qui deviendra Département de la Défense) et de la CIA, le *National Security Council* est issu du *National Security Act*, une réforme qui réorganise l'ensemble de l'organigramme de la sécurité et la défense américaine afin de centraliser l'information et la prise de décision. Voir STUART, D. & MARCELLA, G. (2008). *op. cit.*, p°53-55.

⁶⁵ DAVID, C. (2008). *Chapitre 7. L'influence du Conseil de sécurité nationale*. Dans: BALTHAZAR, L., DAVID, C. & VAÏSSE, J. (2008). *op. cit.*, p°293-294.

⁶⁶ WASHINGTON, D.C: OFFICE OF THE HISTORIAN, BUREAU OF PUBLIC AFFAIRS (1999) *History of the National Security Council, 1947-1997*. U.S. Dept. of State.

⁶⁷ DAVID, C. (2015). *Chapitre 2. Le système décisionnel américain*. Dans: DAVID, C. (2015). *op. cit.*, p°151

⁶⁸ L'intégration du NSC peut être assimilée à l'approche fonctionnaliste. Voir DAVID, C. (2015). *Chapitre 2. Le système décisionnel américain*. Dans: DAVID, C. (2015) *op. cit.* p° 132-134.

⁶⁹ WANIS-ST JOHN, A. (1998). The national security council: Tool of presidential crisis management. *Journal of Public and International Affairs*, 9(1), p°102-103.

menaces^{70/71}. L'une des principales organisations de renseignements liée à la politique étrangère est la *Central Intelligence Agency* qui collecte, évalue des informations, et qui fournit également un retour sur les opérations effectuées^{72/73}. Cependant, la CIA n'est qu'une structure modeste de l'architecture du renseignement américain. La *National Security Agency* (NSA) étant la plus grosse structure de renseignement, l'organisation de collecte d'informations la plus puissante au monde⁷⁴. Sans fournir de rapport, la NSA collecte et fournit les différents acteurs du processus de décision en renseignements issus de communications interceptées⁷⁵. Si de nombreuses autres agences co-existent, le DNI, chargé de centraliser l'information et de la présenter aux décideurs, apporte généralement une attention, jugée trop importante aux informations produites par la CIA. Cela malgré les querelles inter organisationnelles et en dépit de plusieurs erreurs au cours des dernières décennies dans la capacité de prévention⁷⁶.

2.1.1.6. Le Congrès

Bien que les Pères fondateurs aient initialement exprimé le désir de conférer au Congrès un rôle prépondérant dans la gestion des questions de politique étrangère, cette tendance a évolué au fil des dernières années vers une centralisation accrue de la politique étrangère autour du Président des États-Unis, de ses conseillers et des structures connexes.⁷⁷ En effet, si le *War Power Act* de 1973 contraint le POTUS à obtenir une déclaration de guerre du Congrès pour tout déploiement militaire qui excéderait les six jours, force est de constater que le Congrès ne s'est jusqu'à présent

⁷⁰ DNI vient de Director of National Intelligence, la traduction depuis l'anglais de Directeur national du renseignement.

⁷¹ WOODWARD, B. (2010). *Chapitre 1*. Dans: WOODWARD, B. (2010). *op. cit.*, p°21-23.

⁷² Mainprize dans son article sur la guerre des 6 jours selon la perspective de L. Johnson présente les évaluations de la CIA en amont du conflit. Voir MAINPRIZE, R. P. (2023). A seat at the president's table? Lyndon Johnson, the CIA, and the Six Day War. *Intelligence & National Security*, 38(6), p°874-875.

⁷³ Cooper dans son analyse sur le rôle de la CIA dans le processus de décision décrit les doutes émis par l'organisation quant à l'efficacité des campagnes de bombardement au nord Vietnam. Voir COOPER, C. L. (1972). The CIA and Decision-Making. *Foreign Affairs*, 50(2), p°231.

⁷⁴ DAVID, C. (2015). *Chapitre 2. Le système décisionnel américain*. Dans : DAVID, C. (2015). *op. cit.*, p°120.

⁷⁵ AID, M. M. (2001). The National Security Agency and the Cold War. *Intelligence & National Security*, 16(1), p°28.

⁷⁶ DAVID, C. (2015). *Chapitre 2. Le système décisionnel américain*. Dans : DAVID, C. (2015). *op. cit.*, p°122-125.

⁷⁷ BALTHAZAR, L. (2008). *Chapitre 1 : Le cadre constitutionnel*. Dans: BALTHAZAR, L., DAVID, C. & VAÏSSE, J. (2008). *op. cit.*, p°35.

jamais opposé au Président, même lors de cohabitation⁷⁸. De plus, en période de crise, l'effet de drapeau entraîne généralement une union transpartisane qui inhibe les débats et renforce l'exécutif aussi longtemps que la notion de crise se maintient⁷⁹. Cependant, si ce pouvoir de consultation semble avoir été contourné, le Congrès maintient une influence sur plusieurs domaines impactant la politique étrangère, notamment grâce à son impact sur le processus législatif. En effet, son influence sur le commerce et les ventes d'armes peut avoir un puissant impact sur la politique étrangère menée par le Président et par conséquent le contraindre à trouver des compromis⁸⁰. Enfin, l'un des principaux contre-pouvoirs du Congrès consiste à influencer les textes et votes associés au budget. Chaque année, le Congrès vote les différents budgets des départements ; il est donc en mesure de bloquer ceux associés à la politique étrangère (Départements d'État et de Défense), mais également celui des initiatives présidentielles. Ce pouvoir est théorisé par Madison comme étant *the power of the purse*⁸¹.

2.1.1.7. Les acteurs non officiels (médias, lobbies, laboratoires d'idées)

Si les lobbies sont généralement associés à des intérêts privés, plusieurs d'entre eux représentent des diasporas et les intérêts de pays étrangers⁸². Travaillant en complémentarité des ambassades, ces lobbies ont plusieurs avantages. Au-delà de ne pas devoir suivre les protocoles diplomatiques parfois encombrants, ils s'inscrivent dans la durée améliorant leurs compréhensions des rouages complexes du processus de décision américain⁸³. Les intérêts défendus par ces lobbies doivent toutefois être relativement associés aux intérêts américains s'ils veulent obtenir du soutien au sein

⁷⁸ KANDEL, M. (2011). L'abdication du Congrès après le 11 septembre : crise constitutionnelle ou politique ? *Open Editions Journals*, E-REA, 9.1.

⁷⁹ VAÏSSE, J. (2008) *Chapitre 8 : Le Congrès*. Dans: BALTHAZAR, L., DAVID, C. & VAÏSSE, J. (2008). *op. cit.*, p° 343-344.

⁸⁰ KHAN, Z. A. & SABIR, M. (2013) President Vs Congress in US Foreign Policy: Cooperation or Confrontation. *Journal of political studies* (Lahore, Pakistan). 20 (1), p°151-154

⁸¹ WALLNER, J., BURGAT, C., MARCUL, A. & FISHER, L. (2020) *A dynamic relationship: How congress and the president shape foreign policy*. Dans: KOSAR, K., éd. (2020). *Congress and Foreign Affairs: Reasserting the Power of the First Branch*. R Street Institute, p°23.

⁸² NEWHOUSE, J. (2009). Diplomacy, Inc.: The Influence of Lobbies on U.S. Foreign Policy. *Foreign Affairs*, 88(3), p°73.

⁸³ Ibid. p°74.

des différentes chambres⁸⁴. Comme précédemment évoquée, la politique étrangère est surtout le fait du Président des États-Unis, ce qui rend impératif pour les groupes de pression d'exercer une influence qui s'étend jusqu'au pouvoir exécutif afin de maximiser leur efficacité.⁸⁵

Les laboratoires d'idées, aussi appelé *think thanks*, sont définis par Donald Abelson comme étant : « *des instituts de recherche sans but lucratif, non partisans (ce qui ne signifie pas sans idéologie), dont l'un des principaux objectifs est d'influencer l'opinion publique et les politiques publiques* »⁸⁶. Si les travaux qui cherchent à établir l'influence réelle de *think thanks* sur les politiques ne parviennent pas à obtenir une valeur définie, Abelson, dans son ouvrage sur l'influence qu'ils exercent, les situe comme l'un des groupes d'intérêts les plus influents de par leur proximité avec les décideurs et leur légitimité académique⁸⁷. Il relève que la façon dont l'influence est exercée est propre à chaque organisation, car elle relève du mandat, des ressources disponibles, et des priorités établies par ceux-ci⁸⁸. De plus, si ces *think thanks* ne répondent pas à une logique partisane, ils peuvent incarner une idéologie à laquelle il convient de prêter attention. Parmi les laboratoires d'idées les plus importants en 2015 sur les affaires de défense et de sécurité, on retrouve le *Center for Strategic and International Studies* (CSIS), la *RAND Corporation* et la *Brookings Institution*⁸⁹.

À l'instar des *think thanks*, il demeure difficile d'évaluer de manière précise l'impact de l'opinion publique sur le processus décisionnel américain, particulièrement en ce qui concerne les décisions relevant de la politique étrangère⁹⁰. Toutefois, une dynamique intéressante existe en ce sens que plusieurs décideurs semblent convaincus qu'il est préférable pour le dirigeant de formuler la politique étrangère et d'y fédérer

⁸⁴ IVERSEN, I. A. (2007). *Interest groups and foreign policy*. Dans: *Foreign Policy in God's Name: Evangelical influence on U.S. policy towards Sudan*. Norwegian Institute for Defence Studies, p°19.

⁸⁵ Ibid. p°18

⁸⁶ Traduit vers le français depuis ABELSON, D. E. (2002b). *Think tanks and US foreign policy: An historical perspective*. *US Foreign Policy Agenda*, 7(3), p°10.

⁸⁷ ABELSON, D.E. (2002a). *Conclusion: Policy Influence, Policy Relevance, and the Future of Think Tanks in Canada, the United States, and Beyond*. Dans: ABELSON, D.E. (2002a). *Do Think Tanks Matter? Assessing the Impact of Public Policy Institutes*, Edition 2, McGill-Queen's University Press, p°162-172.

⁸⁸ ABELSON, D. E. (2002b). *op. cit.*, p°10.

⁸⁹ LITTLE, P. M. (2016). *Think tanks and influence on US foreign policy: The people and the ideas*. US Army School for Advanced Military Studies Fort Leavenworth United States, p°17.

⁹⁰ PRÉMONT, K. & NADEAU, J. (2022). *Chapitre 10. L'opinion publique et les médias*. Dans: DAVID C.-P., éd. (2022). *La politique étrangère des États-Unis: Fondements, acteurs, formulation*. Paris: Presses de Sciences Po, p°377.

la population plutôt que de sonder celle-ci afin d'en faire l'élaboration⁹¹. Cependant, la population n'est pas écartée du processus de décision et si les décideurs utilisent les médias pour l'informer sur les lignes directrices établies, ils sont également au service de celle-ci pour faire remonter les limites et le cadre général souhaité^{92/93}. Si durant de nombreuses années, le consensus Almond-Lippmann fut la norme, des évolutions récentes, notamment associées à la mondialisation et à la révolution numérique, viennent nuancer ce schéma⁹⁴. Malgré un intérêt général américain pour la politique étrangère qui demeure faible, la population semble désormais s'intéresser à celle-ci lorsque la notion de crise est évoquée. De plus, l'accès à l'information dont elle dispose fut renforcé au cours des dernières années grâce aux nouvelles technologies^{95/96}. Si l'opinion publique est souvent associée à un manque de rationalité, en partie à cause de sa sensibilité aux images douloureuses, il semble qu'en réalité cette préconception soit inexacte⁹⁷. Bien que certaines images rapportées dans les médias peuvent appuyer la notion de crise et mobiliser l'émotion de l'opinion publique, la société civile américaine semble relativement stable et clairvoyante dans son analyse de la politique étrangère. En atteste sa fatigue exprimée pour les *forever wars* (Irak & Afghanistan), son besoin d'associer une intervention extérieure avec intérêt national et un intérêt pour le multilatéralisme et l'internationalisme qui persiste⁹⁸. En résumé, si les décideurs cherchent à utiliser les médias et communiquer afin de modifier l'opinion publique, ce travail est hasardeux et offre des résultats discutables. L'opinion publique peut désormais contribuer au *framing* du paysage médiatique et de ce fait, influencer l'*agenda setting* en contraignant les décideurs d'agir dans un champ d'action défini

⁹¹ VAÏSSE, J. (2008) *Chapitre 9 : Le rôle de l'opinion publique*. Dans: BALTHAZAR, L., DAVID, C. & VAÏSSE, J. (2008). *op. cit.*, p°425.

⁹² Voir le concept d'*agenda setting* soit la capacité pour l'opinion publique, d'influencer l'agenda politique.

⁹³ PRÉMONT, K. & NADEAU, J. (2022). *Chapitre 10. L'opinion publique et les médias*. Dans: DAVID, C.-P., éd., (2022), *op. cit.*, p°379.

⁹⁴ Le consensus Almond-Lippman défend l'idée selon laquelle l'opinion publique répond à trois caractéristiques : volatile, incohérente et enfin inaudible sur les questions de politique étrangère. Voir ouvrage de HOLSTI, O. R. (1992). Public Opinion and Foreign Policy: Challenges to the Almond-Lippmann Consensus Mershon Series: Research Programs and Debates. *International Studies Quarterly*, 36(4), p°439-466.

⁹⁵ MOELLER, S.D. (2018). Media and foreign policy. *Great Decisions*, p°50.

⁹⁶ PRÉMONT, K. & NADEAU, J. (2022). *Chapitre 10. L'opinion publique et les médias*. Dans: DAVID, C.-P., éd., (2022), *op. cit.*, p°380.

⁹⁷ Ibid. p°397

⁹⁸ Ibid. p°383

comme acceptable⁹⁹. Justin Vaïsse parle donc d'un « *triangle d'influence réciproque : le Président, l'opinion publique et les médias* »¹⁰⁰.

2.1.2. *Le processus de décision américain*

L'analyse de la politique étrangère, sous-domaine de l'analyse des relations internationales, s'intéresse au processus décisionnel et à l'explication des événements internationaux en ouvrant la *black box* des États¹⁰¹. Pour ce faire, Kenneth Waltz propose trois niveaux d'analyse, couramment mobilisés dans la littérature¹⁰². Tout d'abord le niveau individuel qui met en exergue le caractère individuel et les caractéristiques des décideurs, leur façon d'agir et d'interagir avec leur environnement¹⁰³. Ensuite le niveau national, à l'échelle de l'État qui prend en compte les tractations bureaucratiques et les influences au sein de la *black box* étatique. Comment est élaboré un problème, comment les options sont présentées.¹⁰⁴ Enfin le niveau systémique ou international qui met en exergue le contexte général. Quelles sont les influences qui contribuent à l'image que le pays a de lui-même dans le contexte international et quelle en sera l'influence sur ses actions.¹⁰⁵

2.1.2.1. Niveau individuel

Comme l'analyse des acteurs l'a révélé, la principale figure qui influence le processus de décision en politique étrangère est le Président. Ainsi, Barack Hussein Obama, un outsider de la politique deviendra Président¹⁰⁶. Il débute ses études à Columbia en 1983 et poursuit son cursus à l'école de droit de Harvard d'où il sort diplômé en 1991. Il fut ensuite enseignant, travail qu'il effectua en parallèle de son mandat de sénateur au Sénat de l'Illinois décroché en 1997¹⁰⁷. Il se distingue pour son audace, son discours d'espoir adressé à la jeunesse et ses positions antiguerre. Ces

⁹⁹ PRÉMONT, K. & NADEAU, J. (2022). *Chapitre 10. L'opinion publique et les médias*. Dans: DAVID, C.-P., éd., (2022), *op. cit.*, p°393-394.

¹⁰⁰ VAÏSSE, J. (2008). *Chapitre 9 : Le rôle de l'opinion publique*. Dans : BALTHAZAR, L., éd. (2008). *op. cit.*, p°421

¹⁰¹ JEANGÈNE VILMER, J.-B. (2023). *op. cit.*, p°113.

¹⁰² SINGER, J. D. (1960). International Conflict: Three Levels of Analysis. [Review of Man, the State, and War: A Theoretical Analysis, by K. N. Waltz]. *World Politics*, 12(3), p°453.

¹⁰³ HUDSON, V. M. & VORE, C. S. (1995). Foreign Policy Analysis Yesterday, Today, and Tomorrow. *Mershon International Studies Review*, 39(2), p°226.

¹⁰⁴ Ibid. p°224-225

¹⁰⁵ Ibid. p°226

¹⁰⁶ LÖFFLMANN, G. (2015). *op. cit.*, p°310.

¹⁰⁷ THE WHITE HOUSE (2022, 23 décembre). *Barack Obama: The White House*.

positions lui valent d'être élu sénateur de l'Illinois au Sénat des États-Unis en 2005. Incarnant l'opposition à la guerre en Irak, il finit par remporter les primaires démocrates face à Hillary Clinton^{108/109}. Une victoire qui fut en réalité plus difficile à remporter que les élections présidentielles contre son adversaire républicain, John McCain. Une fois élu, le 4 novembre 2008, le POTUS cherchera à s'entourer d'une équipe riche et diversifiée afin de marquer une nette opposition avec son prédécesseur, coincé dans un schéma de *group think*. À cet égard, la politique étrangère est le symbole de cette diversité : Hillary Clinton, son opposante aux primaires démocrates, prit la tête du Département d'État alors que celui de la Défense vit se maintenir Robert Gates, nommé en 2006 par G.W. Bush¹¹⁰. Sur sa conception du processus de décision, Charles-Philippe David décrit : « *Obama se montre un gestionnaire prudent, un décideur réfléchi, parfois hésitant, parfois audacieux. Une chose est sûre avec ce Président : à l'instar de Carter et de Clinton, il participe à la prise de décision bien davantage que Reagan et G.W. Bush, on atteint ici sans doute le degré d'engagement d'un Nixon ou d'un G.H. Bush* »¹¹¹. Quant à sa mentalité, Fareed Zakaria catégorise Obama comme un optimiste réaliste, un individu qui prône des discours idéalistes tout en étant contraint de faire preuve de réalisme face à certaines situations¹¹², il est considéré comme étant pragmatique.

2.1.2.2. Niveau étatique

Comme abordé dans l'analyse individuelle, Obama croit au multilatéralisme, en l'importance des échanges et des consensus obtenus par des compromis¹¹³. Ce besoin de discussion et de diversité fut l'élément clé des tractations bureaucratiques qui ont, dès ses premiers mois, marqué la politique étrangère. Selon Robert Gates, « *le nouveau Président considérait que les conversations au pied levé étaient parfois plus productives que les échanges formels* »¹¹⁴. Toutefois, cette volonté de légitimer ses

¹⁰⁸ FISHER, P. (2010). State political culture and support for Obama in the 2008 Democratic presidential primaries. *Social Science Journal*, 47(3), p°700-704

¹⁰⁹ ATWATER, D. F. (2007). Senator Barack Obama: The Rhetoric of Hope and the American Dream. *Journal of Black Studies*, 38(2), p°124-126.

¹¹⁰ LERICHE, F. (2016). *Chapitre 16. La politique étrangère de Washington : de l'unilatéralisme de G.W. Bush au minilatéralisme de B. Obama*. Dans: LERICHE, F. (2016). *Les États-Unis: Géographie d'une grande puissance*, Paris: Armand Colin, p° 245-258.

¹¹¹ DAVID, C. P. (2015). *Chapitre 2. Le système décisionnel américain*. Dans : DAVID, C. P. (2015), *op. cit.*, p° 151.

¹¹² COPPOLANI, A. (2009). L'arc de crise selon Obama et ses conseillers. *Politique étrangère*, p°135.

¹¹³ WOODWARD, B. (2010). *Chapitre 19*. Dans: WOODWARD, B. (2010). *op. cit.*, p°309.

¹¹⁴ WOODWARD, B. (2010). *Chapitre 6*. Dans: WOODWARD, B. (2010). *op. cit.*, p°110

décisions par la fédération de ses collaborateurs aux solutions retenues ne fut pas sans difficulté. *Les guerres d'Obama*, un ouvrage de Bob Woodward, décrit le processus décisionnel mis en place par l'administration Obama en reprenant l'ensemble des acteurs présentés précédemment. Dans un souci de se distinguer de son prédécesseur, Obama s'implique personnellement dans la politique étrangère et s'entoure d'une équipe diversifiée et marquée par des ténors (J. Biden, H. Clinton, R. Gates,...). Sur un axe de diversité, le Président Obama s'est tellement écarté du phénomène de *groupthink*, qu'il en approche le *polythink*¹¹⁵. Sur la question afghane, son administration se divise en deux clans distincts. Un groupe porté par Joe Biden, Vice-Président, et un groupe porté par Patreaus, commandant du *Central Command* (CentCom), l'un des onze commandements géographiques de l'armée américaine (cf. 2.1.1.3 Département de la défense). Élu par le peuple américain avec notamment la promesse électorale d'arrêter les *forever wars*, Obama était attendu au tournant sur sa prise en main de la situation en Afghanistan d'autant qu'aucune stratégie ne semble exister. Biden déclarera après une visite en Afghanistan : « *Quand vous demandez à dix de nos soldats ce que nous sommes en train de faire là-bas, vous obtenez dix réponses différentes. On est en pilotage automatique* »¹¹⁶. (Annexe 6.2: *Tableau des groupes divisés autour de la politique étrangère américaine en Afghanistan*). En optant pour une déclaration à la croisée de ces deux propositions, Obama met en évidence le modèle BPM (modèle III) présenté par Allison¹¹⁷. « *The decisions and actions of governments are essentially intranational political outcomes: outcomes in the sense that what happens is not chosen as a solution but rather results from compromise, coalition, competition, and confusion among government officials who see different faces of an issue; political in the sense that the activity from which the outcomes emerge is best described as bargaining.* »¹¹⁸.

2.1.2.3. Niveau international

Enfin, pour présenter le troisième niveau d'analyse, il faut s'intéresser au niveau international, à l'image que les États-Unis se donnent et au rôle que le pays

¹¹⁵ MINTZ, A. & WAYNE, C. (2016). The Polythink Syndrome and Elite Group Decision-Making. *Political Psychology*, 37(S1), p°5.

¹¹⁶ BIDEN cité par WOODWARD, B. (2010). *Chapitre 6*. Dans: WOODWARD, B. (2010). *op. cit.*, p°111.

¹¹⁷ WOODWARD, B. (2010). *Ordres définitifs du président Obama concernant la stratégie en Afghanistan et au Pakistan, ou lettre d'intention*. Dans : WOODWARD, B. (2010). *op. cit.*, p°497-503.

¹¹⁸ ALLISON cité dans MARSH, K. (2014). *op. cit.*, p°267.

s'attribue. On parle alors de *self image*, un concept établi par Kalevi J. Holsti¹¹⁹. Selon ce dernier, les réactions, qu'elles soient diplomatiques ou militaires, sont influencées par le rôle que ledit État s'octroie au sein du contexte, de la situation internationale¹²⁰. À cet égard, plusieurs conceptions peuvent être mises en évidence. Tout d'abord, la reconsidération de l'exceptionnalisme américain. En effet, sous l'administration Obama, l'exceptionnalisme américain fut reconsidéré à la lumière de la fin de l'ère hégémonique, promouvant la coopération et en limitant la rétorsion militaire¹²¹. Ce changement profond, porté par le nouveau Président et sa perception d'une nouvelle réalité, entraîna de grandes reconsidérations dans le *self image* des États-Unis et *de facto* des changements similaires sur la politique étrangère américaine. Selon Georg Löfflmann, cette perception de la nouvelle réalité impacta le rôle, c'est-à-dire le comportement américain de la façon suivante: « *Obama attempts to recalibrate the American identity of unique superiority and global responsibility toward a grand strategy of engagement, burden sharing, and leading from behind, that aligns the United States closer with others, and engages it less directly military* »¹²².

2.2. Fondements théoriques de la vision *leading from behind*

Georg Löfflmann parle de *leading from behind*, une vision associée au Président Obama. Le concept de *leading from behind* étant l'un des éléments centraux de ce travail, ces prochains points chercheront à identifier son origine, son contenu et enfin, à identifier ses implications au regard des discours de l'exécutif.

2.2.1. Origine de l'approche

2.2.1.1. Étymologie du terme *leading from behind*.

Leading from behind est un oxymore. Traduit en français, cela signifie : diriger de l'arrière. L'origine de cette expression est attribuée à Nelson Mandela qui dans son autobiographie déclare: « *It's better to lead from behind and to put others in front, especially when you celebrate victory, when nice things occur* »¹²³. Le 25 avril 2011,

¹¹⁹ HOLSTI, K. J. (1970). National Role Conceptions in the Study of Foreign Policy. *International Studies Quarterly*, 14(3), p°233-309.

¹²⁰ Ibid. p°233-234.

¹²¹ LÖFFLMANN, G. (2015). *op. cit.*, p°309.

¹²² Ibid. p°312.

¹²³ MANDELA cité par LIZZA, R. (2011, 26 avril). Leading from behind. *The New Yorker*.

une conseillère d'Obama utilise cette expression pour expliquer la position du Président sur la situation en Libye¹²⁴. Très vite utilisée par les milieux conservateurs pour décrier une politique décrite comme attentiste et indécise, l'Administration se défend en répondant qu'une telle position se justifie au regard de la nouvelle donne mondiale¹²⁵. *Leading from behind* étant un oxymore, une double signification peut émaner de cette expression. Alors que certains voient une posture de réalisme défensif, une nécessité de se retirer du statut d'hégémon au bénéfice de collaboration, d'un multilatéralisme qui permettrait de légitimer une gouvernance respectant les intérêts américains¹²⁶. D'autres identifient une position de repli, une reconnaissance du déclin américain sans volonté d'y remédier. Un aveu de faiblesse d'un Président qui ne croit plus en l'exceptionnalisme américain¹²⁷.

2.2.2. *Élaboration d'une grande stratégie, d'une doctrine Obama ?*

Dans l'élaboration de la théorie de la puissance, Fabrice Argounès propose une typologie de la puissance : agrégative, relationnelle, et collaborative¹²⁸. En s'appuyant sur son ouvrage, on remarque que la transition entre Bush et Obama s'accompagne d'une reconsidération de la conception de puissance. En effet, le Président Bush incarne une approche principalement agrégative, propre à sa conception réaliste, qui repose sur l'ensemble des ressources matérielles et immatérielles dont dispose un État pour influencer autrui¹²⁹. Le Président Obama a une approche plus équilibrée, embrassant des aspects collaboratifs et relationnels. L'approche relationnelle propose d'identifier des leviers d'influence qui peuvent être utilisés pour contraindre ou inciter un tiers à agir parfois à l'encontre de son propre intérêt. L'approche collaborative, quant à elle, propose de voir la puissance comme la capacité de travailler à la promotion d'intérêts communs, notamment par l'institutionnalisation des relations qui veillent à l'intérêt mutuel des acteurs engagés¹³⁰.

La notion de doctrine, associée au concept de *leading from behind*, soulève des questions au regard de la littérature existante. En effet, certains soutiennent que pour

¹²⁴ KRAUTHAMMER, C. (2023, 21 mai). The Obama doctrine: leading from behind. *Washington Post*.

¹²⁵ LIZZA, R. (2011, 26 avril) *op. cit.*

¹²⁶ COLUCCI, L. C. (2012). *op. cit.*, p°474.

¹²⁷ KRAUTHAMMER, C. (2023, 21 mai). *op. cit.*

¹²⁸ COLAUTTI, P. (2019). Compte rendu de [Théorie de la puissance, Fabrice Argounès, 2018, Paris, CNRS Éditions, 232 p.]. *Études internationales*, 50(2), p°303-305.

¹²⁹ Ibid.

¹³⁰ COLAUTTI, P. (2019). *op. cit.*, p°303-305.

être qualifiée de doctrine, une politique étrangère doit présenter une idée générale, une cohérence globale, tant d'éléments qui semblent absents dans l'approche adoptée par Obama, celui-ci naviguant entre différentes approches (cf. *supra*)¹³¹. A ce titre, les termes de stratégie ou de vision sont couramment employés pour mettre en exergue cette caractéristique¹³². Cette réflexion associée à la notion de doctrine est donc intrinsèquement liée à la question centrale de cette recherche, qui vise à analyser la doctrine à travers plusieurs situations afin de déterminer la présence d'influence entre ces situations. Toutefois, si certains ouvrent le débat, d'autres voient dans les premières actions du POTUS une certaine cohérence générale qui permet de dégager plusieurs éléments constituant une idée globale. À cet égard, Zbigniew Brzezinski explique: « *Obama has demonstrated a genuine sense of strategic direction, a solid grasp of what today's world is all about, and an understanding of what the United States ought to be doing in it* »¹³³. Si les actions posées par le Président invitent au débat, une analyse des discours et prises de position permettent d'identifier trois piliers qui caractérisent l'approche Obama. Ces éléments sont : une refonte de la présence militaire et de l'usage de la force ; une relance du multilatéralisme et de la coopération ; enfin, des politiques de soutien et de développement¹³⁴.

2.2.3. Implications du concept *Leading from behind*.

2.2.3.1. Repenser la présence militaire

Lorsqu'il accède au pouvoir, le Président Obama fait face à deux challenges déjà évoqués et résumés par Kandel & Quessard Salvaing à savoir : d'une part, s'adapter aux nouveaux défis et aux nouvelles menaces relatives à la fin du moment unipolaire américain ; d'autre part, s'aligner sur la volonté ABB présente domestiquement mais aussi et surtout internationalement où l'anti-américanisme est grandissant¹³⁵. Pour faire face à ces situations et opérer le rééquilibrage tant attendu, Obama utilisa le smart

¹³¹ DIMITROVA, A. (2011). Y a-t-il une « doctrine Obama » en matière de politique étrangère? *L'Europe en Formation*, 360, p°23-25.

¹³² Ce travail prend donc le soin d'utiliser les mots vision et stratégie pour qualifier l'approche *leading from behind* avant de faire la lumière sur cette critique, intrinsèquement associée à la question de recherche.

¹³³ BRZEZINSKI, Z. (2010). From Hope to Audacity: Appraising Obama's Foreign Policy. *Foreign Affairs*, 89(1), p°17.

¹³⁴ MOYAR, M. (2016, 31 octobre). *Leaving behind "Leading from Behind"*. Hoover Institution.

¹³⁵ KANDEL, M. & QUESSARD-SALVAING, M. (2014). Les stratégies du smart power américain: Redéfinir le leadership dans un monde post-américain. *Études de l'IRSEM*, Vol. 32, p°1.

power (cf. *supra*) qui vise à réorganiser l'utilisation des outils de politique étrangère afin d'entreprendre une restructuration de l'utilisation de l'appareil militaire américain. Dans la littérature, le répertoire de l'action de la puissance s'incarne généralement dans une typologie, divisée en deux catégories : le *hard* et *soft power*. Toutefois, la politique étrangère d'Obama semble s'inscrire dans une nouvelle catégorie, théorisée par Suzanne Nossel et Joseph Nye, à savoir le *smart power*¹³⁶. Celle-ci est définie par le CSIS comme étant: « *Smart power means developing an integrated strategy, resource base, and tool kit to achieve American objectives, drawing on both hard and soft power. It is an approach that underscores the necessity of a strong military, but also invests heavily in alliances, partnerships, and institutions at all levels to expand American influence and establish the legitimacy of American action.* »¹³⁷. La Secrétaire d'État, Hillary Clinton, défendra cette conception lors de son audition en vue de sa confirmation par le Sénat: « *I believe that American leadership has been wanting but is still wanted, we must use what has been called smart power the full range of tools at our disposal diplomatic economic military political legal and cultural.* »¹³⁸. Il convient donc d'insister sur le fait que, si une doctrine Obama existe, elle ne préconise pas une suppression totale de l'outil militaire. Au contraire, elle promeut un rééquilibrage avec d'autres formes d'influence (cf. *infra*). La politique étrangère d'Obama propose donc un retrait progressif de la présence militaire directe américaine en territoire étranger à l'exception du *surge* réalisé en Afghanistan (Annexe 6.4 : Déploiement des soldats américains, de 1950 à 2020).

2.2.3.2. Développer le multilatéralisme

Apparu au 19^{ème} siècle, le multilatéralisme est un concept, issu du libéralisme international, qui renaît de ses cendres à la fin de la guerre froide¹³⁹. En effet, la fin de l'opposition des deux blocs au profit du moment hégémonique américain s'est faite sans conflit, mais au travers de normes et de coopération multilatérales et

¹³⁶ KANDEL, M. & QUESSARD-SALVAING, M. (2014). *op. cit.*, p°11-12.

¹³⁷ ARMITAGE, R. L. & NYE, J. S. (2007). *CSIS Commission on Smart Power - A smarter, more secure America*. CSIS -Centre for Strategic & International Studies, p°7.

¹³⁸ VOICE OF AMERICA (2009, 15 janvier). *Hilary Clinton advocates « Smart power »* [Vidéo]. YouTube.

¹³⁹ ALBARET, M. (2007). *Les formes régionales du multilatéralisme : entre incertitudes conceptuelles et pratiques ambiguës*. Dans: BADIE, B., éd. (2007). *Le multilatéralisme: Nouvelles formes de l'action internationale*. Paris: La Découverte, p°41-42.

institutionnelles¹⁴⁰. Le multilatéralisme est cependant un concept difficile à définir tant il repose sur plusieurs dimensions telles que le nombre d'acteurs, l'échelle géographique, les thèmes discutés, ...¹⁴¹. Plusieurs tentatives de définition co-existent, parmi lesquelles celle du Cambridge Dictionary qui définit le multilatéralisme comme étant : « *a situation in which several different countries or organizations work together to achieve something or deal with a problem* »¹⁴². Certains analystes soutiennent que la coopération multilatérale a été élaborée et exploitée par la superpuissance américaine dans le but de consolider son hégémonie et de la mobiliser sélectivement pour servir ses intérêts stratégiques¹⁴³. Cette utilisation du multilatéralisme à la carte s'est manifestée par le recours à des mécanismes unilatéraux lorsque cela s'avérait avantageux, comme en témoigne l'absence de recours au multilatéralisme à la suite des événements du 11 septembre 2001, suite auxquels les États-Unis ont agi de manière unilatérale. La prise de conscience des limites de cette approche unilatérale a été exprimée par le Président Obama lors de son premier discours sur l'état de l'Union, où il a affirmé son intention de revenir à une politique étrangère tirant profit du multilatéralisme, marquant ainsi une rupture avec l'unilatéralisme qui caractérise son prédécesseur¹⁴⁴. En ce sens, il déclara : « *For we know that America cannot meet the threats of this century alone, but the world cannot meet them without America. We cannot shun the negotiating table, nor ignore the foes or forces that could do us harm.* »¹⁴⁵. Selon lui, la sécurité doit intégrer une dimension collective, qui ne peut être obtenue que par un réinvestissement dans le multilatéralisme¹⁴⁶.

2.2.3.3. Construire des politiques de soutiens et d'appuis

Les politiques d'aide peuvent susciter des divergences d'opinions quant à l'image qu'elles projettent. Tandis que certains considèrent ces politiques comme des

¹⁴⁰ RUGGIE, J. G. (1992). Multilateralism: the Anatomy of an Institution. *International Organization*, 46(3), p°561.

¹⁴¹ ALBARET, M. (2007) *op. cit.*, p°41-42.

¹⁴² CAMBRIDGE DICTIONARY. (s.d.) *Meaning of multilateralism in English.*

¹⁴³ DE WIJK, R., THOMPSON, J. & CHAVANNES, E. (2020). *What is multilateralism? In Adjusting the Multilateral System to Safeguard Dutch Interests*, p° 17-18.

¹⁴⁴ HANHIMÄKI, J. (2011). Les États-Unis et le multilatéralisme depuis le 11 septembre. *Politique étrangère*, p°514-515.

¹⁴⁵ OBAMA, B. (2016, 9 janvier). *Remarks of President Barack Obama - Address to Joint Session of Congress.* whitehouse.gov

¹⁴⁶ U.S. EMBASSY ULAANBAATAR. (2017, 23 février). *Taking stock of the era of engagement: President Obama, the UN General Assembly, and our increasingly multilateral world.* U.S. Embassy in Mongolia.

moyens de contenir ou de redresser une situation afin d'éviter un engagement plus profond, d'autres les perçoivent comme une forme initiale d'interventionnisme¹⁴⁷. Il importe toutefois de concéder que les politiques d'aide et de développement initiées par les États ne sont pas animées par un dessein philanthropique. Généralement, ces politiques sont mises en œuvre en vue d'exercer une influence, que ce soit par la matérialisation de l'aide ou par le biais des garanties qui l'accompagnent¹⁴⁸. Néanmoins, bien que des critiques puissent être formulées à l'encontre des politiques d'aide, la stratégie consistant à priver certains d'assistance peut également être interprétée comme une tentative d'exercice d'influence¹⁴⁹. Ayant travaillé dans les quartiers défavorisés au sud de Chicago, Obama a pleinement conscience de l'importance de ces politiques. Dans un discours de campagne, prononcé à la *DePaul University* le 2 octobre 2007, il déclare: « *We need new approaches to help people to help themselves now the United Nations has embraced the Millennium Development Goals (MDG) which aimed to cut extreme poverty in half by 2050 (...) The Obama administration will double foreign assistance to \$50 billion to lead the world to achieve these goals* »¹⁵⁰. Si l'octroi de l'aide peut être sujet à des influences politiques, il est dès lors essentiel d'examiner les motivations défendues par Obama. Dans ses discours, il a régulièrement souligné l'importance des aides qu'il envisageait de fournir, ainsi que les conditions requises pour la mise en œuvre de telles politiques. Ces conditions comprennent le respect des droits de l'homme, la lutte contre la corruption, ainsi que la reconnaissance du rôle des femmes et de leur importance au sein de la société. En 2011, il intégra également la protection des minorités homosexuelles comme condition préalable¹⁵¹.

2.2.4. *Leading from behind & smart power, des concepts distincts*

Cette analyse approfondie des implications de l'approche Obama pose donc plusieurs questions. Tout d'abord, concernant son adaptabilité étendue, condition *sine qua non* pour transposer le concept en véritable doctrine, mais aussi en ce qui concerne

¹⁴⁷ BALDWIN, D. A. (1969). Foreign Aid, Intervention, and Influence. *World Politics*, 21(3), p°425.

¹⁴⁸ BALDWIN, D. A. (1969). Foreign Aid, Intervention, and Influence. *World Politics*, 21(3), p°427-428.

¹⁴⁹ Ibid. p°429-430.

¹⁵⁰ C-SPAN (2007, 2 octobre). *Obama Foreign Policy speech* [Vidéo]. C-SPAN.org.

¹⁵¹ GIBIER, D. M. & MILLER, S. V. (2012). Comparing the Foreign Aid Policies of Presidents Bush and Obama. *Social Science Quarterly*, 93(5), p°1205-1207.

les implications. Si l'approche *leading from behind* a été présentée ici, il semble important de souligner les différences entre cette approche et un autre concept, à savoir le *smart power*. Alors que le *smart power* représente un rééquilibrage des outils de puissance, l'approche *leading from behind* serait une doctrine de politique étrangère suggérant qu'un État suffisamment puissant pourrait maintenir son leadership de manière plus efficace en rééquilibrant ses outils d'influence, c'est-à-dire en développant le *smart power* tout en soutenant des initiatives régionales et/ou proposées par des partenaires potentiels. Si la nouvelle doctrine d'Obama intègre ce nouveau type de puissance, elle adopte une position plus générale qui consiste à faire des États-Unis une puissance d'appui, plutôt que nécessairement d'initiative. À cet égard, comme le résume Nicolas Ténèze, développer le *smart power* conduit à une refonte interne de la politique étrangère d'Obama, mais elle n'en est pas le seul élément constituant¹⁵². Cette réorganisation des outils d'influence s'accompagne d'une nouvelle forme de diplomatie américaine, une relance du multilatéralisme qui tend à remobiliser les partenaires et de les faire contribuer à l'effort de stabilisation mondial.

¹⁵² TÉNÈZE, N. (2016). La politique étrangère d'Obama : réinitialiser le leadership américain par le Smart Power. *Revue Défense Nationale*, 793, p°62.

3. Aperçu des conjonctures internationales influentes (2009-2013)

Après avoir exposé les fondements de la transition entre les administrations Bush et Obama, les protagonistes de la politique étrangère ainsi que leurs schémas d'interaction, et les éléments constitutifs de l'approche *leading from behind*, il convient à présent de dresser le bilan des conjonctures internationales précédemment évoquées. (cf. 1.2.1 Le contexte international, élément influent ?).

À cette fin, plusieurs situations ayant eu une influence supposée sur la politique étrangère américaine entre 2009 et 2013 seront ici analysées. Le choix de cette sélection n'est pas exhaustif, mais repose sur deux éléments principaux qui permettent au Président de réaliser le *framing* de sa politique étrangère à savoir : les discours et la *National Security Strategy*¹⁵³. En se fondant sur ces cas d'études, l'objectif de cette analyse consiste à examiner en détail les différentes dimensions de notre hypothèse, comprenant :

- a. **Optimiser les ressources** : en retirant ou limitant la présence militaire américaine directe au profit d'un rééquilibrage (*smart power*) dans certaines régions ou contextes géopolitiques spécifiques afin de réduire les dépenses et récupérer des ressources.
- b. **Gagner en flexibilité** : en adoptant des approches adaptatives à géométrie variable qui passent notamment par le déploiement de collaborations multilatérales avec les acteurs régionaux afin de limiter l'anti-américanisme.
- c. **S'adapter à une nouvelle réalité** : en réduisant l'engagement général dans des dossiers considérés comme périphériques ou ne présentant pas de menaces directes pour les intérêts nationaux des États-Unis.

De surcroît, en évaluant dans quelle mesure ces dimensions sont intégrées dans la gestion des affaires par le Président Obama, nous pourrions confirmer ou réfuter l'existence d'une doctrine Obama, contestée pour son manque d'uniformité¹⁵⁴. En effet,

¹⁵³ WHITE HOUSE (2010) *National Security Strategy*, May 2010.

¹⁵⁴ Il convient de préciser que cette partie ne souhaite pas rentrer dans une analyse complète de chacun de ces conflits qui disposent tous d'une certaine complexité qui leur est propre. Cette partie analytique a justement pour objectif de parcourir en superficie certains conflits, sous certains aspects afin de vérifier la cohérence dans leurs gestion générale.

la doctrine est principalement critiquée pour son manque de cohérence dans la gestion de diverses situations. À travers cette analyse préliminaire, nous cherchons à établir une base permettant d'approfondir notre compréhension du déploiement de la supposée doctrine au conflit afghan. Par cette approche, nous souhaitons évaluer dans quelle mesure cette volonté de repenser l'action extérieure a pu exercer une influence significative sur l'évolution de la situation en Afghanistan sous l'administration Obama.

3.1. Leading from behind, analyse de cas:

3.1.1. Le cas irakien

Présentation de la situation

La situation en Irak représente le lourd héritage du Président Bush au Président Obama, elle est l'incarnation de deux visions aux antipodes. Cette intervention trouve son origine au sein des milieux néoconservateurs dès la fin du XX^{ème} siècle. C'est en 1998 que le *Project for a New American Century* (PNAC), un *think tank* néoconservateur, soucieux d'avertir le président Clinton sur la nécessité de disposer du Président Hussein écrit la célèbre *Letter to President Clinton on Situation in Iraq*. Quelques années plus tard, dans un contexte marqué par des attentats terroristes et l'accession au pouvoir du Président Bush, qui avait nommé plusieurs membres du PNAC à des postes clés de son gouvernement, les aspirations idéologiques messianiques des États-Unis à l'égard de l'Irak défendues par ce *think tank* ont ressurgi¹⁵⁵. Ces aspirations étaient fondées sur des préoccupations quant à la détention présumée d'armes de destruction massive (ADM), mais aussi et surtout, sur une profonde volonté de propager les idéaux de démocratie et de liberté à l'échelle mondiale¹⁵⁶. Ces cercles idéologiques, confortés par un phénomène de *groupthink* (cf. *infra*) ont exercé une influence déterminante sur les décisions du Président Bush en faveur d'une intervention. L'opération militaire, *Iraqi Freedom* est donc lancée en

¹⁵⁵ BOURGOIS, P. (2018). Retour sur le Project for the New American Century (1997-2006) et le moment néoconservateur post-Guerre froide. *Politique américaine*, 31, p°173-175.

¹⁵⁶ Intérêt renforcé par le fait que l'Irak dispose de la deuxième plus grosse réserve de pétrole au monde, après l'Arabie Saoudite. Voir DA LAGE, O. (2003). Une guerre pour le pétrole ? Pas seulement, mais... *Outre-Terre*, n°5, p°95-113.

mars 2003 afin de renverser le régime de Saddam Hussein ¹⁵⁷. Cette opération, dont la légitimité est discutable en vertu du droit international, a très rapidement perdu le soutien populaire. Dès les premières semaines, des voix contestataires se sont exprimées pour dénoncer l'opération, appuyées par les rapports démontrant l'absence d'ADM pourtant à l'origine de l'intervention ¹⁵⁸. Malgré le discours du président Bush qui crie victoire en mai 2003 depuis le pont de l'USS Abraham Lincoln, l'échec ne fait que commencer. Le Président Bush a commis en Irak l'erreur d'intervenir militairement en étant convaincu que renverser le pouvoir et écraser les résistances internes apporterait la paix, la prospérité et contribuerait à la diffusion des valeurs américaines. Cette guerre a permis de démontrer ce que plusieurs défendaient déjà à l'époque : les valeurs ne s'exportent pas, elles se construisent. Force est de constater que la stabilité ne s'acquiert qu'après un processus long et coûteux que les États-Unis ne sont jamais parvenus à instaurer en Irak à savoir le *nation building*¹⁵⁹. En décembre 2006, un mois après les élections de mi-mandat ayant porté une « gifle bleue » à Bush, sort le *Iraq Study Group Report*^{160/161}. Ce dernier dresse le bilan des opérations et établit des recommandations à destination de l'exécutif. Parmi celles-ci : opérer un retrait de la force armée directe, engager des discussions avec les partenaires régionaux, travailler à la réconciliation nationale, et redéfinir des objectifs réalisables¹⁶². Ces recommandations sont en parfaites adéquations avec la politique étrangère qu'Obama cherchait à développer. En effet, lorsqu'il accède à la présidence, Obama, qui fut l'un des premiers à s'opposer à l'opération en Irak lorsqu'il était sénateur dans l'Illinois, prit la situation en main en suivant plusieurs de ces recommandations¹⁶³. Un retrait des forces armées, une relance des partenaires régionaux, plusieurs changements dont certains furent timidement initiés par G.W. Bush et les autorités irakiennes dès le 14 décembre 2008¹⁶⁴.

¹⁵⁷ LAUB, Z. (2017, 1 mai). The Iraq War. *Council On Foreign Relations*.

¹⁵⁸ NADEEM, R. (2023, 14 mars). 20 Years After Iraq War Began, a Look Back at U.S. Public Opinion. *Pew Research Center - U.S. Politics & Policy*.

¹⁵⁹ SCHOLVIN, S. (2011). The Failure of Nation-Building in Iraq. *World Affairs: The Journal of International Issues*, 15(3), p°48-49.

¹⁶⁰ CAMPIOTTI, A. cité dans PERSPECTIVE MONDE (2006, 7 novembre) *Tenue des élections de mi-mandat aux États-Unis*. USherbrooke.ca.

¹⁶¹ Communément appelé le Baker-Hamilton Report. Voir BAKER III, J. A. & HAMILTON, L. H. (2006). *The Iraq study Group report: The Way Forward - A New Approach*. Vintage. [Government].

¹⁶² Ibid.

¹⁶³ WHITESIDES, J. (2007, 9 août). Obama says he opposed Iraq war from start. *REUTERS*.

¹⁶⁴ THE WHITE HOUSE (2008, 20 décembre). *The Strategic Framework Agreement and the Security Agreement with Iraq*.

Déploiement du smart power

En 2007, le Président Bush avait initié une augmentation significative des effectifs militaires, communément appelée *surge*, dans le but de contrer la résurgence des violences et de l'insurrection dans la région¹⁶⁵. Cette décision a laissé à son successeur le soin de prendre en compte l'ensemble des considérations politiques, sécuritaires et diplomatiques liées au retrait effectif des troupes. Bien qu'Obama ait promis de retirer les forces américaines d'Irak, il dut adopter une approche pragmatique pour coordonner ce retrait afin de prévenir les menaces sécuritaires et l'instabilité potentielle¹⁶⁶. Dès lors, certains observateurs voient dans cette politique d'Obama une certaine continuité avec celle de son prédécesseur. Toutefois, si celui-ci n'a pas réussi à se retirer totalement d'Irak durant les 16 premiers mois de son mandat, des avancées significatives ont été réalisées en ce sens. Après le retrait des derniers bataillons en août 2010, environ 46 000 soldats étaient encore déployés sur le sol irakien en 2011, principalement pour des missions de soutien et de formation¹⁶⁷. Ces troupes ont finalement quitté le pays en décembre 2011, après près de deux ans de discussions, marquant ainsi un succès politique pour l'administration¹⁶⁸. Si le désengagement direct fut obtenu, les efforts pour promouvoir les autres formes de puissance furent mis à mal. L'une des causes avancées pour justifier cette difficulté fut l'absence d'interlocuteur disposant de suffisamment de légitimité. Zalmay Khalilzad, ambassadeur des États-Unis en Irak, déclare en mars 2006 :

« Nous n'avons jamais été en mesure de trouver des interlocuteurs capables de réduire les violences »¹⁶⁹.

En effet, une condition *sine qua non* pour déployer une approche incluant du *soft power* est de « renforcer les relations sociales, économiques et culturelles avec des

¹⁶⁵ 20.000 soldats sont donc déployés afin de renforcer les 132.000 déjà en place. Cette stratégie fut décriée par Obama qui, alors Sénateur, introduit le *Irak War De-Esqualation Act* qui ne passa pas au Congrès. Voir BENRAAD, M. (2018). *La stratégie du Surge a porté ses fruits à long terme*. Dans : *L'Irak par-delà toutes les guerres: Idées reçues sur un État en transition*. Paris: Le Cavalier Bleu, p°125.

¹⁶⁶ QUESSARD, M. (2019). Rebranding Soft Power: Assessing Obama's Smart Power Strategies. *Études anglaises*, 72, p°470.

¹⁶⁷ HANHIMÄKI, J. (2011). *op. cit.*, p°515-516.

¹⁶⁸ BYRD, D. & MURTY, K.S. (2013). Foreign Policy Accomplishments in Obama Era. *Race, Gender & Class*, 20(3/4), p°154.

¹⁶⁹ DE HOOP SCHEFFER, A. (2008) L'Irak : une Amérique en quête de sens. *Politique américaine*, 10, p°21.

figures clés et les communautés du pays »¹⁷⁰. Dans ce contexte, le discours du Caire, prononcé le 4 juin 2009 à l'Université du Caire, fut l'occasion pour Obama de présenter ses plans pour le Moyen-Orient. Dévoilant sa volonté de rétablir les relations entre les États-Unis et les populations musulmanes¹⁷¹. Toutefois, Obama dut travailler à restaurer des relations et un dialogue avec les autorités locales irakiennes avant de pouvoir octroyer des plans d'aide. Le 20 octobre 2009, Obama discutera avec le Premier ministre al-Maliki et lors d'une conférence de presse, ce dernier s'exprima :

« *Our relations today have moved along and not only confined to the security cooperation, but today have moved to the economic development and to providing prosperity for the Iraqi people* »¹⁷².

En décembre 2011, le Président Obama, dans une conférence de presse conjointe avec al-Maliki, insistera à nouveau sur la nécessité d'étendre la coopération à d'autres secteurs, mentionnant la santé, l'éducation, l'agriculture, le commerce, la démocratie et ses institutions afin de construire un partenariat élargi qui permette sécurité et prospérité¹⁷³. À cet égard, Maud Quessard parle de la mise en place d'une diplomatie publique composée de plusieurs volets, notamment par l'établissement de partenariats entre les acteurs de la société civile et le secteur privé, qui s'incarna avec l'envoi de délégations américaines afin d'identifier les nouveaux marchés et de trouver de potentiels partenaires sur ceux-ci¹⁷⁴.

Relance du *multilatéralisme*

Un des éléments mis en avant dans le *Iraq Study Group Report* est l'influence des politiques menées par les acteurs régionaux sur la stabilité en Irak dénonçant un manque de coordination à ce niveau. Dans ce context, le rapport demande explicitement :

« *The United States should immediately launch a new diplomatic offensive to build an international consensus for stability in Iraq and the region. This*

¹⁷⁰ ABOUAOUNE, E. & GALLAGHER, M. (2020, 28 avril). *Using Smart Power to Counter Iran in Iraq*. United States Institute of Peace.

¹⁷¹ C-SPAN (2009, 4 juin) *President Obama speech to Muslim world in Cairo* [Vidéo] YouTube.

¹⁷² OBAMA, B. & AL-MALIKI, N. (2009, 20 octobre). *Remarks by President Obama and Prime Minister Maliki of Iraq After Meeting*. whitehouse.gov.

¹⁷³ B. OBAMA & N. AL-MALIKI (2013, avril 29) *Remarks by President Obama and Prime Minister al-Maliki of Iraq in a Joint Press Conference*. whitehouse.gov.

¹⁷⁴ QUESSARD, M. (2019). *op. cit.*, p°475.

| *diplomatic effort should include every country that has an interest in avoiding
a chaotic Iraq, including all of Iraq's neighbors.* »¹⁷⁵

Toutefois, le déploiement du multilatéralisme a rencontré des difficultés en Irak. La littérature identifie deux éléments qui peuvent être considérés comme ayant fait obstacle. Tout d'abord le manque de légitimité de l'intervention militaire initiale dont le projet ne fut pas présenté au Conseil de Sécurité des Nations Unies (CSNU), celui-ci préférant s'appuyer sur la Résolution 1441 qui privilégie les inspections à l'intervention armée¹⁷⁶. Durant les débats, la diplomatie française s'illustre pour sa résistance face à ses alliés britannique et américain, qui plaide en faveur d'une intervention armée¹⁷⁷. Faute de réussir à convaincre, les États-Unis, soutenus par le Royaume-Uni, agissaient dans le cadre d'une coalition menée avec plusieurs pays partenaires, sans l'approbation des instances onusiennes¹⁷⁸. L'intervention initiale, résultant d'un unilatéralisme américain, a posé de réelles difficultés au Président Obama pour mobiliser des partenaires en vue de travailler à la stabilisation d'une région dont son pays est tenu responsable de l'instabilité. Deuxièmement, le multilatéralisme a été entravé par l'absence de coopération de certains acteurs régionaux, identifiés dans le rapport comme étant cruciaux pour favoriser la stabilité en Irak, qui ne manifestaient que peu d'intérêt à soutenir la reconstruction du pays. Ce compris l'Iran, la Syrie et la Turquie. L'Iran préférait fournir des armes et du financement aux milices chiites irakiennes afin de maintenir une instabilité qui retenait les États-Unis en Irak et les tenait éloignés de l'Iran ainsi que de son programme nucléaire. La Syrie, partageant les intérêts iraniens faisait de son sol une base arrière pour les combattants et le parti Baas irakien. Enfin la Turquie, soucieuse de décourager les efforts d'un nationalisme kurde, a supporté la minorité turque d'Irak et n'a pas hésité à y mener des intrusions afin de s'en prendre au *Partiya Karkerên Kurdistan* (PKK)¹⁷⁹. Obama a cependant entrepris plusieurs initiatives afin d'engager les acteurs régionaux. Tout d'abord sur le plan sécuritaire où les États-Unis ont contribué à

¹⁷⁵ BAKER III, J. A. & HAMILTON, L. H. (2006). *op. cit.*, p°6.

¹⁷⁶ INA (2003, 5 février). *Intervention de Dominique de Villepin devant le Conseil de sécurité de l'ONU*, INA [Vidéo]. ina.fr.

¹⁷⁷ LESNES, C. (2003, 21 janvier). *Irak : la France menace d'utiliser son veto contre une guerre américaine*. Le Monde.fr.

¹⁷⁸ Le terme *coalition of the willing* est utilisé par l'administration américain pour souligner une coalition de 31 à 49 pays s'engageant dans une quête morale en Irak. Voir ERSKINE, T. (2014). Coalitions of the Willing and Responsibilities to Protect: Informal Associations, Enhanced Capacities, and Shared Moral Burdens. *Ethics & International Affairs*, 28(1), p°115.

¹⁷⁹ BAKER III, J. A. & HAMILTON, L. H. (2006). *op. cit.*, p°25-26.

l'entraînement et au renforcement des capacités des forces de sécurité irakienne en poursuivant la mission sous l'égide de l'OTAN (*NATO Training Mission-Iraq (NTM-I)*). Mais aussi, par le biais de rencontres et d'initiatives de réconciliation nationale, les États-Unis ont cherché à promouvoir la coopération régionale et internationale dans la résolution des problèmes politiques et sociaux en Irak. Ces efforts multilatéraux soulignent la volonté d'Obama de travailler avec des partenaires à la promotion de la stabilité, malgré des obstacles évidents. Cette coopération internationale fut toutefois facilitée dès son deuxième mandat par l'émergence d'une menace commune à savoir : l'instauration d'un califat par Daech en juin 2014.

Présence d'intérêts vitaux ?

La question des intérêts vitaux en Irak peut s'avérer très complexe tant les motivations de l'intervention furent contestées. Toutefois, il ne fait aucun doute qu'une fois l'intervention lancée en 2003, les intérêts américains en Irak n'ont cessé de se renforcer. D'une part pour les enjeux sécuritaires : En déployant la force armée américaine, le Président Bush a causé une situation de *power vacuum* : si les États-Unis se retirent, le vide laissé ne peut être comblé par les groupes extrémistes ou une puissance étrangère concurrents des intérêts américains. Il est donc essentiel, pour Obama, de mener un retrait calculé permettant aux Irakiens de récupérer leur pleine souveraineté. D'autre part pour les intérêts économiques : En effet, la santé économique américaine dépend de la stabilité du marché énergétique sur lequel l'Irak, de par ses importantes réserves, dispose d'une influence. Obama avait déclaré en 2008, durant sa campagne:

« *Ending the war is essential to meeting our broader strategic goals, starting in Afghanistan and Pakistan, where the Taliban is resurgent, and Al Qaeda has a safe haven. Iraq is not the central front in the war on terrorism, and it never has been (...) I would not hold our military, our resources, and our foreign policy hostage to a misguided desire to maintain permanent bases in Iraq.* »¹⁸⁰.

Il semblerait toutefois que le retrait des troupes américaines ait entraîné un vide de puissance qui, combiné à un anti-américanisme, a permis aux extrémistes religieux de s'implanter dans la région (cf. *supra*).

¹⁸⁰ OBAMA, B. (2008, 14 juillet) *Opinion: Barack Obama - Op-Ed - My Plan for Iraq*. The New York Times.

3.1.2. *Le cas libyen*

Présentation de la situation

La situation en Libye lors de l'arrivée au pouvoir d'Obama était complexe et volatile, marquée par les répercussions du mouvement des Printemps arabes qui s'était propagé à travers la région à partir de décembre 2010. En Libye, les manifestations contre le régime du Colonel Mouammar Kadhafi ont débuté le 13 janvier 2011 à Benghazi, elles se sont ensuite rapidement étendues à d'autres villes du pays¹⁸¹. Ces protestations, initialement pacifiques, ont été violemment réprimées par les forces fidèles à Kadhafi, déclenchant ainsi un conflit armé¹⁸². La réaction de l'administration américaine à cette crise fut nuancée. Certains responsables, notamment le Secrétaire à la Défense Robert Gates, ont recommandé une approche de non-intervention, soulignant les défis logistiques et financiers découlant de l'engagement dans deux guerres en cours. D'autres, comme Susan Rice, ambassadrice des États-Unis aux Nations Unies, et Hillary Clinton, Secrétaire d'État, ont plaidé en faveur d'une intervention, invoquant le devoir de protéger les civils et la prévention des atrocités semblables à celles observées dans des conflits antérieurs comme en Bosnie et au Rwanda¹⁸³. Face au refus de coopération du régime de Kadhafi et soutenu par la pression de la communauté internationale, y compris la Ligue arabe et des alliés européens, Obama opta finalement pour une intervention militaire^{184/185}. Cette intervention s'est matérialisée par des frappes aériennes coordonnées avec des partenaires internationaux, dans le but déclaré de protéger les civils libyens et de soutenir les forces rebelles opposées au régime de Kadhafi. La décision d'Obama d'intervenir en Libye a suscité un débat intense, tant au niveau national qu'international¹⁸⁶. En cohérence avec les débats ayant eu lieu au sein de l'administration, certains ont salué l'action comme une intervention humanitaire

¹⁸¹ LE MONDE (2011, 20 octobre). *Guerre en Libye : la chronologie des événements*. Le Monde.fr.

¹⁸² BLOMDAHL, M. (2018) Interacting Interests: Explaining President Obama's Libyan Decision. *European Journal of American Studies*, 13(2), p^o4.

¹⁸³ Ibid.

¹⁸⁴ BOURDILLON, Y. (2011, 21 mars). *Les États arabes soutiennent avec une certaine gêne l'intervention des forces occidentales*. Les Echos.

¹⁸⁵ BANDOW, D. (2020, 10 janvier). *The Obama Administration Wrecked Libya for a Generation*. CATO Institute

¹⁸⁶ DROZ-VINCENT, P. (2021). La Libye toujours en prise avec les interventions : de l'intervention internationale de 2011 à l'escalade et la multiplicité d'interventionnismes extérieurs. *Hérodote*, 182, p^o111-112.

nécessaire pour prévenir un bain de sang, tandis que d'autres ont critiqué l'intervention pour son manque de planification à long terme et ses conséquences imprévues, notamment la montée du chaos et de l'instabilité dans le pays après la chute du régime de Kadhafi¹⁸⁷.

Déploiement du smart power

S'il apporte son soutien à une opération militaire, Obama s'oppose à la présence et au déploiement de soldats américains sur le sol libyen. Ayant durant de nombreuses années décrié les interventions militaires lancées par son prédécesseur, le Président souhaitait un engagement militaire mesuré. À cet égard, il proposa le soutien américain à la Résolution 1973 du Conseil de Sécurité, votée le 17 mars 2011, proposant un renforcement de l'embargo sur les armes, un no flight zone¹⁸⁸, un cessez-le-feu ainsi que la protection de la population par les moyens nécessaires. S'il est vrai qu'aucun engagement ne fut mené au sol, le Président Obama lança l'opération *Odyssey Dawn*¹⁸⁹. Un ensemble d'opérations menées depuis les airs et la mer afin de limiter les capacités militaires libyennes en collaboration avec des partenaires¹⁹⁰. Cette opération fit de la Libye la guerre d'Obama ainsi que l'expression de sa propre doctrine, *leading from behind* avec une *lighter footprint*. Deux semaines plus tard, le 30 mars 2011, l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) prenait les relais des opérations témoignant de la volonté d'activer la coopération et des actions conjointes¹⁹¹. Cet engagement indirect et mesuré américain n'évita toutefois pas d'exposer le pays à un incident diplomatique majeur. En effet, le 11 septembre 2012, un bâtiment diplomatique américain sera victime d'un attentat qui entraîna la mort de l'Ambassadeur Christopher Stevens, une attaque directe à la diplomatie américaine qui provoqua du remous au sein de l'administration. La CIA et le Département d'État se rejetant la responsabilité de l'attaque¹⁹². Au-delà de ces luttes internes, cet incident porta un coup direct au *soft power* américain, forçant l'administration à se montrer

¹⁸⁷ BLOMDAHL, M. (2018) Interacting Interests: Explaining President Obama's Libyan Decision. *European Journal of American Studies*, 13(2), p°6.

¹⁸⁸ Deux mesures déjà mentionnées dans une première résolution du Conseil de Sécurité, à savoir la Résolution 1970.

¹⁸⁹ BLOMDAHL, M. (2018) *op. cit.*, p°1.

¹⁹⁰ DUPONT, T. & ESSER, T. (2011) Libye: Opération Odyssey Dawn . Dans : JENNART, H., éd (2011). *Revue Militaire Belge. Royal Higher Institute For Defense*, n°3, p°27-34.

¹⁹¹ GERTLER, J. (2011). *Operation Odyssey Dawn (Libya): Background and Issues for Congress* (No 7-5700). Congressional Research Service.

¹⁹² DAVID, C. (2015). *Chapitre 13. La politique étrangère calculatrice* (2009-2014). Dans: DAVID, C. (2015). *op. cit.* p°972.

plus sévère et à réduire sa présence diplomatique. Cela a eu pour conséquence de devoir repenser la diplomatie américaine qui s'est dès lors tournée vers une diplomatie publique, contournant les autorités instables et s'adressant directement à la population et aux organisations non gouvernementales (ONG) par l'intermédiaire de canaux en ligne et des réseaux sociaux (Twitter, Snapchat, Facebook)¹⁹³.

Relance du *multilatéralisme*

Lors de l'intervention en Libye, Obama a adopté une approche qui s'inscrit dans le rééquilibrage et qui s'appuie sur le multilatéralisme. En déployant une action militaire précise et limitée, soutenue par deux résolutions du Conseil de sécurité et appuyée par une coalition d'alliés ainsi que par la Ligue arabe. Cette démarche a renforcé la légitimité du droit humanitaire international et a mis en avant la volonté des États-Unis de le faire respecter par le biais du Conseil de Sécurité. De plus, elle a démontré la capacité de l'administration américaine à agir de manière collective au sein d'une coalition plutôt qu'unilatéralement. À cet égard, l'opération *Odyssey Down* (cf. *supra*) fut autorisée par Obama avec pour condition que Français et Britanniques prennent le leadership des opérations avec à leurs dispositions, le soutien et les forces militaires américaines nécessaires^{194/195}. Cependant, si l'intervention militaire traduit une coopération réussie, la phase de reconstruction du pays s'est avérée être un échec manifeste. En proie à une instabilité politique persistante et à des mouvements séparatistes, la Libye est rapidement devenue un État failli, terreau du terrorisme où des allégations de crimes contre l'humanité et de crimes de guerre ont été rapportées¹⁹⁶. Au niveau des programmes d'aides, Obama déclarait:

« *We will work with the international community to provide assistance to the people of Libya (...) We will safeguard the more than \$33 billion that was frozen from the Gaddafi regime so that it's available to rebuild Libya* »¹⁹⁷.

¹⁹³ QUESSARD, M. (2019). *op. cit.*, p°480.

¹⁹⁴VAÏSSE, J. (2012). *Chapitre 3. L'Europe reléguée d'Obama*. Dans: RICHOMME, O., éd. (2012), *Le bilan d'Obama*. Paris: Presses de Sciences Po, p°106-107. Po.

¹⁹⁵ DAVID, C. (2015). *Chapitre 13. La politique étrangère calculatrice (2009-2014)*. Dans: DAVID, C. (2015). *op. cit.*, p°961.

¹⁹⁶ KUPERMAN, A. J. (2015) Obama's Libya Debacle: How a Well-Meaning Intervention Ended in Failure. *Foreign Affairs*, 94(2), p°69.

¹⁹⁷ OBAMA, B. (2011, 29 mars) *President Obama's Speech on Libya* [Vidéo]. YouTube.

Malgré les multiples efforts déployés pour soutenir la reconstruction, l'instabilité persistante du pays ainsi que ses déficits en ressources et en personnel qualifié ont entravé tout progrès. Cela démontre le paradoxe de l'aide en Libye : une volonté du peuple d'agir seul et de façon indépendante tout en étant dépendant des politiques d'aide et de soutien de la communauté internationale à la suite de la destruction des institutions par le gouvernement Kadhafi¹⁹⁸. Cet état est illustré par l'échec de la mise en place d'une *general-purposed force* (GPF), initiative lancée par les États-Unis et certains de leurs alliés du G8 afin de travailler à la suppression des milices armées renforcées durant la guerre civile^{199/200}.

Présence d'intérêts vitaux ?

L'intervention américaine en Libye n'était pas facilement prévisible. En effet, de nombreux éléments conjoncturels laissaient présager que les États-Unis ne s'investiraient pas en Libye²⁰¹. Dans un discours prononcé quelques jours après le début de l'opération *Odyssey Down*, Obama déclarait :

« *Mindful of the risks and costs of military action we are naturally reluctant to use force to solve the world's many challenges but when our interests and values are at stake, we have a responsibility to act (...)* ». ²⁰²

Si les États-Unis n'avaient pas d'intérêts directs en Libye, on peut déduire que cette intervention fut l'expression de la défense des valeurs américaines, comme perçues par Obama. Des valeurs qui reposent sur le droit international et la *Responsibility to Protect* (R2P)²⁰³. Dans cette même intervention, il reconnaît :

« *There will be times when our safety is not directly threaten but our interests and our values are. (...) preventing genocide and keeping the peace, ensuring regional security and maintaining the flow of*

¹⁹⁸ CHOLLET, D. & FISHMAN, B. (2015). Who Lost Libya? Obama's Intervention in Retrospect. *Foreign Affairs*, 94(3), p°156.

¹⁹⁹ Échec dû à plusieurs contraintes logistiques, politiques et institutionnelles. Voir NICKELS, B. (2013, 10 octobre). *Pitfalls for Libya's General-Purpose Force*. Carnegie Endowment for International Peace.

²⁰⁰ Ibid.

²⁰¹ Parmi ceux-ci : le retrait progressif d'Irak et d'Afghanistan, des contraintes économiques, un faible soutien de l'opinion publique et du Congrès. Voir BLOMDAHL, M. (2018) *op. cit.*, p°4.

²⁰² OBAMA, B. (2011, 28 mars) *President Obama's Speech on Libya* [Vidéo]. YouTube.

²⁰³ SIMONSEN, S. (2016). The Intervention in Libya in a Legal Perspective. Dans *Oxford University Press eBooks*, p° 245.

| *commerce, these may not be America's problems alone, but they are important to us* »²⁰⁴.

Selon Fareed Zakaria, la stratégie adoptée par Obama a ouvert la voie aux acteurs régionaux, notamment la France et le Royaume-Uni, pour affirmer leurs intérêts dans la région, assumant ainsi une part du leadership ainsi que des risques et du coût qui en découlent²⁰⁵.

3.1.3. *Le cas syrien*

Présentation de la situation

Avant les élections de 2008, le candidat Obama avait publiquement exprimé son souhait de restaurer des discussions avec Téhéran et Damas mises à mal par la politique étrangère du Président Bush. Dès lors, plusieurs initiatives furent prises (cf. *infra*). Cependant celles-ci connaissent un tournant début 2011, lorsque la Syrie est touchée par les vagues contestataires des printemps arabes. À cet égard, la Syrie partageait certaines similarités et certaines différences avec les autres mouvements de la région. À l'instar des autres, le mouvement syrien repose sur une volonté populaire d'obtenir davantage de liberté, d'égalité et de dignité humaine²⁰⁶. Tout comme en Libye, il existe une menace potentielle de répression armée des autorités envers la population civile. Cependant, les circonstances spécifiques de la situation syrienne compliquent toute intervention militaire qui serait appuyée par une résolution onusienne. Ces difficultés sont attribuables à divers facteurs. En premier lieu, l'opposition de la Russie et de la Chine au CSNU ainsi que les préoccupations exprimées par l'allié turc ont entraîné une absence de consensus et ont limité le multilatéralisme²⁰⁷. Également avancé, le manque d'union et d'information au sujet des opposants au régime d'Assad, notamment sur leur proximité avec Al-Qaïda²⁰⁸. Plus généralement, la situation en Syrie reflète une grande complexité en raison de sa position géostratégique. La région constitue en effet le foyer de nombreuses tensions impliquant des acteurs majeurs tels que Téhéran, Israël, la Turquie, le Hamas, ainsi

²⁰⁴ Ibid.

²⁰⁵ ZAKARIA, F. (2012, 30 janvier). *The strategist*. TIME.com.

²⁰⁶ CHABAS, C. & BOZARSLAN, H. (2011, 13 mai) *Pourquoi la révolte syrienne se démarque-t-elle des autres révolutions du monde arabe ?* Le Monde.fr.

²⁰⁷ MURRAY, D. (2013). Military action but not as we know it: Libya, Syria and the making of an Obama Doctrine. *Contemporary Politics*, 19(2), p°153.

²⁰⁸ Ibid. p°154.

que l'Irak, encore instable, et l'ascension de l'État islamique (EI). Cette complexité, particulièrement accentuée dans ce contexte, souligne l'impératif d'une approche à géométrie variable, où chaque action doit être soigneusement calibrée afin de prévenir tout risque d'embrasement régional.

Déploiement du *smart power*

Une des vertus principales du concept de *smart power* réside dans sa capacité à offrir une réponse proportionnée. Là où le *soft power* peut parfois être jugé insuffisant et où le *hard power* peut susciter des critiques acerbes, le *smart power* permet une synergie de ces deux approches, permettant ainsi à ceux qui le déploient de moduler leurs actions de manière adaptée. Préalablement aux printemps arabes, Obama avait cherché à mobiliser la diplomatie publique en Syrie au travers de ce que Clinton considère la *smart cooperation*. Dans ce contexte, un nouvel ambassadeur fut nommé, les liens académiques entre les deux pays furent renforcés, les initiatives en faveur de l'insertion des femmes furent soutenues et des programmes afin d'améliorer l'accessibilité à internet furent implémentés, en collaboration avec le secteur privé^{209/210}. Toutefois, le régime syrien ne souhaitait pas rompre avec son allié iranien et cesser son soutien au Hamas, ce qui compliquait l'amélioration des relations^{211/212}. Cette diplomatie publique connaît un arrêt brutal en 2011, dans le contexte des printemps arabes. Les États-Unis se positionnent alors en faveur de l'opposition démocratique syrienne, opposée à Bachar El-Assad et à l'EI, en offrant des missions de formations au profit de l'Armée syrienne libre, ce qui aboutira au programme *train and equip* lancé durant le second mandat d'Obama, avec le soutien de la Turquie, sans réelle conviction que celui-ci sera en mesure de structurer une quelconque position politique capable d'aboutir à des négociations²¹³. Si des plans sont réalisés afin d'intervenir militairement pour limiter la capacité de

²⁰⁹ Voir Civil Society 2.0 (<https://2009-2017.state.gov/statecraft/cs20/index.htm>).

²¹⁰ QUESSARD, M. (2019) *op. cit.*, p°474.

²¹¹ Ibid. p°479.

²¹² CHESNOT, C. (2011). Les États-Unis au Moyen-Orient: la rupture Obama?. *Les Cahiers de l'Orient*, 104, p°80.

²¹³ *Train & Equip* est un programme lancé par l'administration Obama visant à équiper et entraîner les opposants politiquement modérés afin qu'ils puissent s'organiser et contribuer à une alternative politiquement stable pour la Syrie. Cette manœuvre est issue de la stratégie d'Obama de réduire la présence militaire américaine et d'opter pour une *lighter footprint*. Voir HERAS, N. A. (2016). *From the bottom, up: A Strategy for U.S. Military Support to Syria's Armed Opposition*. Center for a New American Security.

frappes aériennes de l'armée syrienne, ces solutions ne seront pas retenues^{214/215}. Le conflit prend une autre dimension à l'été 2013 avec ce que certains considèrent comme l'une des principales erreurs stratégiques du Président Obama, à savoir l'établissement d'une ligne rouge qui, bien que franchie, ne mena pas aux menaces exprimées. En effet, en 2012, confronté à la menace d'une éventuelle utilisation d'armes chimiques contre la population syrienne par le régime de Bachar El-Assad, le Président Obama a opté pour une stratégie de dissuasion reposant sur la menace de frappes aériennes, avec le soutien des gouvernements français et britannique. En août 2013, des attaques à l'arme chimique ont eu lieu dans la banlieue de Damas²¹⁶. Cependant, face à la nécessité d'intervenir, le Président américain et le Premier Ministre britannique ont fait le choix de s'en remettre respectivement au Sénat pour le premier et au Parlement pour le second. Si Cameron est contraint à renoncer suite au vote, Obama finira par suspendre le projet de résolution afin de laisser une chance à la diplomatie menée conjointement avec la Russie afin de transférer l'arsenal chimique syrien sous contrôle international²¹⁷. Cette diplomatie aboutie à la Résolution 2118 du CSNU, adoptée le 27 septembre à l'unanimité, vise le démantèlement de l'arsenal chimique syrien et son intégration à l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC)^{218/219}.

Dans le cas syrien, le Président semble avoir fait le choix de la prudence. À cet égard il déclara à son NSC :

« Les coûts de l'inaction sont connus et limités, alors que ceux de l'action sont inconnus et potentiellement énormes ».²²⁰

²¹⁴ La question d'établir une *no-fly zone* ou une *safe zone* est largement discutée au sein de l'administration Obama. Voir BAHOUT, J. (2016) *Obama en Syrie : la stratégie de l'évitement*. Esprit, p°88.

²¹⁵ SHALOM, Z. (2012). *The Obama Administration and the Civil War in Syria*. Institute for National Security Studies, p°2.

²¹⁶ PARIS, G. (2021, 8 mars). *Le jour où Barack Obama avait effacé sa « ligne rouge » sur la Syrie*. Le Monde.fr.

²¹⁷ AFP (2013, 10 septembre). *Syrie : Obama demande au Sénat américain de faire une pause*. RTBF.

²¹⁸ AFP (2013, 28 septembre). *Syrie : le Conseil de sécurité adopte une résolution sur les armes chimiques*. Le Monde.fr.

²¹⁹ Toutefois, cette résolution ne sera pas correctement appliquée, la coopération entre l'OIAC et les autorités syriennes n'étant pas optimale, des contournements des sanctions ont eu lieu, menant à de nouvelles attaques chimiques. Voir PRESS U.N. (2023, 6 mars). *Armes chimiques en Syrie : le Conseil de sécurité frustré par le manque de coopération de l'autorité syrienne avec l'OIAC, Couverture des réunions & communiqués de presse*.

²²⁰ OBAMA, cité dans COURSSERAN, J.-C., DAGUZAN, J.-F., LEVALLOIS, A. & TANNOUS, M.-N. (2016) *La « Syrie utile » : éléments pour des solutions de sorties de crise*. Fondation Stratégique Pour la Recherche, Observatoire du monde arabo musulman et du Sahel, p°50.

Relance du *multilatéralisme*

Les appels en vain des autorités américaines au Président Assad d’instaurer des réformes démocratiques forcèrent les États-Unis à s’activer au sein des instances internationales, mais également en coordination avec leurs partenaires régionaux. Dans ce contexte, la Résolution 2042, votée le 14 avril, et suivie de la Résolution 2043, votée le 21 avril 2012 par le CSNU, représentent des succès pour les efforts diplomatiques américains pour éviter un veto russe ou chinois. La Résolution 2042 propose en annexe une « *Proposition en six points de l’Envoyé spécial conjoint de l’Organisation des Nations Unies et de la Ligue des États arabes* ». Une proposition qui comprend : une collaboration renforcée entre les autorités syriennes et l’Envoyé, un cessez-le-feu afin de protéger les civils, une amélioration de l’accès à l’aide humanitaire, la libération des individus arbitrairement détenus, la liberté de la presse, et la liberté de manifester²²¹. Quant à la Résolution 2043, elle prévoit la supervision durant 90 jours de la situation par 300 observateurs via la mission *United Nations Supervision Mission in Syria (UNSMIS)*²²². En sus d’un soutien à ces résolutions, les États-Unis, avec l’appui de l’Union Européenne (UE) et de certains dignitaires qataris et saoudiens ont contribué à aider progressivement les groupes d’insurgés en renseignement, en formation, en armes et en financement. Des services distribués principalement depuis la frontière turque (cf. *supra*)²²³. En effet, dès lors que l’opposition commença à s’organiser autour de la *National Coalition of Syrian Revolutionary and Opposition Forces* elle fut progressivement reconnue par les pays occidentaux et les qataris, permettant un soutien politique aux opposants du régime d’Assad²²⁴.

Présence d’intérêts vitaux ?

La question de l’intérêt vital des Américains autour de la question syrienne divise au sein même de l’administration Obama. D’un côté, certains conseillers, considèrent que la Syrie ne représente pas d’intérêt vital, mais qu’elle est un sous-problème du dossier iranien²²⁵. D’autres défendent que son association avec le régime

²²¹ UNITED NATIONS SECURITY COUNCIL (14 Avril 2012). *Résolution 2042*.

²²² UNITED NATIONS SECURITY COUNCIL (21 Avril 2012). *Résolution 2043*.

²²³ HOSENBALL, M. (2012, 2 août). *Obama authorizes secret support for Syrian rebels*. Reuters.

²²⁴ BLANCHARD, C. M. (2023). *Syria conflict Overview: 2011-2021*. Congressional Research Service (CRS), IF11080(VERSION 6).

²²⁵ GARFINKLE, A. (2014) *Obama et le Proche-Orient*. Commentaire, 146, p°269.

iranien ainsi que sa proximité avec la Chine et la Russie font de la Syrie un intérêt vital à la sécurité américaine²²⁶. D'un point de vue international, certains pays proches des Américains, parmi lesquels Israël, le Liban, la Turquie, et la Jordanie, étaient en faveur d'une non-intervention. En effet, selon eux, l'instabilité ne présentait pas de risque de contagion et elle affaiblissait considérablement les capacités syriennes²²⁷. Une position de retenue est donc privilégiée compte tenu des intérêts américains exprimant une certaine cohérence au regard de la doctrine d'Obama²²⁸.

3.1.4. *Le cas iranien*

Présentation de la situation

La relation entre les États-Unis et la République islamique d'Iran est l'empreinte d'une longue histoire de méfiance et d'hostilité. Obama lui-même a décrit cette relation comme un conflit de longue date, marqué par une opposition quasi systémique. Toutefois, lorsqu'il accède à la présidence, Obama fait de la réconciliation avec Téhéran une priorité. À l'image de son célèbre discours au Caire en 2009 durant lequel il exprima sa volonté de restaurer le dialogue et la coopération avec les pays islamiques, y compris le peuple iranien²²⁹. Cette approche était motivée avant tout par une inquiétude commune, une menace existentielle, tant pour les Américains que pour leurs alliés régionaux (Israël et Arabie Saoudite): l'avancement du programme nucléaire iranien. Depuis des années, ce programme suscitait des inquiétudes quant à ses implications pour la sécurité régionale et internationale, en particulier en ce qui concerne la prolifération des armes nucléaires au Moyen-Orient et une éventuelle course à l'armement par un équilibre de la terreur. De surcroît, car l'Iran est un acteur majeur de la région, soutenant plusieurs milices chiites (Hezbollah, Houtis,...) qui contribuent à l'instabilité régionale, Obama comprit qu'il était nécessaire d'engager des discussions avec ce partenaire essentiel. Pourtant, le premier défi apparaît rapidement. Le 12 juin 2009, quelques mois seulement après l'élection d'Obama et surtout quelques jours après son discours au Caire, Mahmoud Ahmadinejad fut réélu

²²⁶ SHALOM, Z. (2012) *The Obama Administration and the Civil War in Syria*. Institute for National Security Studies, p°2.

²²⁷ SHALOM, Z. (2012) *op. cit.* p°3.

²²⁸ COUSSERAN, J.-C., DAGUZAN, J.-F, LEVALLOIS, A. & TANNOUS, M.-N. (2016). *op. cit.*, p°49.

²²⁹ C-SPAN. (2009, 4 juin). *President Obama speech to Muslim world in Cairo* [Vidéo].

à la présidence de l'Iran dans un climat de suspicion généralisée de fraude électorale. Bien que des allégations d'ingérence étrangère aient été dénoncées pendant la campagne, Ahmadinejad, soucieux de contenir la contestation populaire croissante et de limiter l'isolement international, a entamé des discussions vers un compromis avec les autorités américaines ²³⁰. Ces premiers contacts ont été marqués par des gestes de bonne volonté de part et d'autre, mais les différences persistantes et les tensions politiques ont entravé les progrès vers une résolution des différends entre les deux pays ^{231/232}.

Déploiement du smart power

Plutôt que d'opter pour une action militaire, Obama a choisi de renforcer les moyens de pression diplomatiques et économiques à l'encontre de l'Iran (cf. *infra*). Cette approche s'inscrit dans une volonté de trouver des solutions pacifiques et durables aux différends avec Téhéran, tout en évitant le conflit armé. Malgré l'absence de déploiement militaire direct sur le territoire iranien, l'administration Obama a établi une ligne rouge claire en ce qui concerne les activités nucléaires iraniennes. Cette déclaration affirmait que les avancements du programme nucléaire iranien étaient considérés comme une menace directe pour les intérêts fondamentaux des États-Unis. En comparant cette question à celle des armes chimiques en Syrie, Obama a souligné que le programme nucléaire iranien était beaucoup plus proche des intérêts essentiels de son pays.²³³ Cette mise en garde indiquait que les États-Unis étaient prêts à prendre des mesures fermes pour défendre leurs intérêts, tout en laissant à l'Iran une marge de manœuvre diplomatique. Cette approche a donc permis à l'administration Obama de maintenir une posture de fermeté vis-à-vis de l'Iran tout en favorisant le dialogue et la diplomatie. En ce sens, la politique étrangère menée par l'administration Obama à l'égard de l'Iran, confirme un rééquilibrage des leviers d'influence comme entendu dans le *smart power*. Contrairement à l'approche de son prédécesseur, partisan d'une posture musclée dans la région du Moyen-Orient, Obama a opté pour une approche plus nuancée, axée sur la diplomatie parallèle et l'utilisation de sanctions économiques

²³⁰ MAKINSKY, M. (2010) L'Iran un an après les présidentielles du 12 juin 2009 : une crise de régime...et plus ? *Les Cahiers de l'Orient*, 99, p°24.

²³¹ Voir les révolutions vertes de 2009. Voir DROUELLE, F. & Al. (2015, 2 novembre) *2009, le mouvement vert en Iran*. Le printemps déchu. [Podcast]. France Inter.

²³² MAKINSKY, M. (2010) op. cit., p°53-55.

²³³ BORGER, J. (2018, 14 avril). *Barack Obama warns Iran that US is still prepared to take military action*. The Guardian.

pour faire pression sur le régime iranien sans menacer directement l'usage de la force militaire²³⁴. Cet engagement diplomatique de l'administration américaine traduit la détermination d'Obama de renforcer la pression sur le régime iranien en utilisant des sanctions internationales, tout en évitant de pénaliser la population iranienne²³⁵. Cette stratégie, axée sur la recherche d'un accord sur le programme nucléaire iranien par le biais de négociations multilatérales avec les grandes puissances mondiales, témoigne d'une volonté de combiner fermeté stratégique et flexibilité tactique. L'approche adoptée par Obama envers l'Iran, caractérisée par un recours judicieux au *soft power* et à la diplomatie multilatérale, semble mieux adaptée à la résolution des défis régionaux que les politiques plus interventionnistes de son prédécesseur²³⁶. La position défendue par Obama s'inscrit dans la logique de la doctrine Harmel à savoir dialogue, mais fermeté :

« *Strong resolution that was passed today benefited from strong international support. (...). These sanctions showed the united view of the international community that a nuclear arms race in the Middle East is in nobody's interest and that nations must be held accountable for challenging the global nonproliferation regime (...) these sanctions do not close the door on diplomacy, Iran continues to have the opportunity to take a different and better path.* »²³⁷

Relance du *multilatéralisme*

La volonté d'Obama de privilégier la voie diplomatique s'est manifestée dès les premiers mois de son mandat. Après l'appel du Président Obama à une restauration des relations lancé lors de son discours au Caire, une réunion historique eut lieu en octobre 2009 à Genève, marquant la première rencontre bilatérale de haut niveau entre des responsables iraniens et américains depuis près de trois décennies. Cette réunion marque également la reprise de discussion après 14 mois d'interruption dans une configuration qui s'avérera efficiente en termes de résultat à savoir : le P5+1 qui

²³⁴ La diplomatie parallèle est une diplomatie qui contourne les canaux officiels. Le président Obama a utilisé cette diplomatie parallèle en autorisant des négociations secrètes entre les États-Unis et l'Iran, en marge des discussions multilatérales impliquant d'autres grandes puissances. Cette approche a permis de progresser dans la résolution du dossier nucléaire iranien, comme en témoigne l'accord intérimaire de Genève. Voir LANDLER, M. (2013, 27 novembre). *Iran, Le pari réussi d'Obama*. Courrier International.

²³⁵ UNITED NATIONS SECURITY COUNCIL (2010, 9 juin). *Résolution 1929*.

²³⁶ THERME, C. (2009) *op. cit.*, p°26 & 35-36.

²³⁷ OBAMA, B. (2010, 9 juin). *President Obama on Iran Sanctions* [Vidéo]. YouTube.

reprend les membres permanents du CSNU et l'Allemagne²³⁸. Ces premiers pourparlers, bien que peu productifs, ouvrirent la voie à des discussions bilatérales plus franches, notamment grâce aux efforts de médiation de pays partenaires parmi lesquels se trouvait le Sultanat d'Oman qui, en mars 2013, accueillit des pourparlers secrets à Mascate, sous l'égide de médiateurs omanais, entre des délégations iraniennes et américaines²³⁹. Une accélération des négociations s'opéra en juin 2013, lorsque Hassan Rohani, connu pour être réformateur, mais aussi l'un des principaux négociateurs lors de l'affaire des *Contras* en 1986, est élu Président de la République Islamique d'Iran. Celui-ci partage la volonté de son homologue américain et estime qu'il existe une fenêtre d'opportunité pour discuter avec les Américains^{240/241}. L'enchaînement de ces événements ont ouvert la voie à l'intensification de pourparlers multilatéraux entre les grandes puissances mondiales et les délégations iraniennes, aboutissant à la signature du *Joint Plan of Action* (JPOA) à Genève en novembre 2013²⁴².

Présence d'intérêts vitaux?

De par le statut de rival régional et opposant systémique, l'Iran est à bien des égards associé aux intérêts vitaux américains. Plusieurs fois soutenue par la Chine et partenaire des mouvements chiites, tel que le Hezbollah ou les Houtis, la République Islamique d'Iran est opposée aux Américains dans la plupart des dossiers régionaux²⁴³. Le programme nucléaire entrepris par l'Iran fut, compte tenu de ces enjeux régionaux, l'une des premières menaces présentées à Obama durant son premier rendez-vous avec la CIA. Les craintes sur l'acquisition d'une arme nucléaire par l'Iran, au-delà de provoquer une hausse des tensions avec Israël, risquait d'entraîner une course à l'armement nucléaire dans la région, notamment auprès des Saoudiens et des

²³⁸ ZARIFIAN, J. (2015). Le dossier du nucléaire iranien et la question du rapprochement États-Unis – Iran. *Politique américaine*, 26, p°37.

²³⁹ PERRIN, J. (2013, 16 décembre). *Iran : les secrets du tournant d'Oman*. Libération.

²⁴⁰ RIGOLET-ROZE, D. (2015). Le « fantôme » de l'*Irangate* dans les négociations sur le nucléaire iranien. *Politique américaine*, 26, p°56.

²⁴¹ ZARIFIAN, J. (2015). *op. cit.*, p°36.

²⁴² Connue comme étant l'accord intérimaire du JCPOA qui sera signé en juillet 2015. Il représente un gel de la situation afin de négocier un accord qui implique la levée de certaines sanctions contre un ralentissement du programme nucléaire iranien. Voir OFEK, R. (2021). 2014-2016: *The West's affair with Iran*. In *Iran's Nuclear Program: Where Is It Going?* Begin-Sadat Center for Strategic Studies, p°36.

²⁴³ VAÏSSE, J. (2012) *Chapitre 3. Obama le diplomate : realpolitik et main tendue*. Dans: J. VAÏSSE (2012), *Barack Obama et sa politique étrangère* (2008-2012), Paris: Odile Jacob, p°110.

Égyptiens²⁴⁴. D'un point de vue économique, les États-Unis ont également des intérêts associés à la question du prix du pétrole, celui-ci étant intrinsèquement lié aux tensions régionales. En effet, si les États-Unis peuvent compter sur le partenaire saoudien pour stabiliser les prix et augmenter sa production afin de ne pas impacter le commerce mondial, un rapprochement trop franc envers Téhéran pourrait amener l'Arabie Saoudite, ennemie de Téhéran, à baisser sa production et mettre fin à cet accord²⁴⁵.

3.2. Une cohérence générale, vers une doctrine Obama ?

Comme discuté précédemment, la doctrine Obama est discutée pour son manque d'uniformité. Dès lors, il convient d'analyser si la doctrine *leading from behind* qui comporte les éléments discutés précédemment (cf. 2.2.3 Implications du concept *leading from behind*) est appliquée de façon cohérente aux situations internationales auxquelles le Président Obama a dû faire face durant son premier mandat (3.1. *Leading from behind*, analyse de cas).

Pays	Smart power	Multilatéralisme	Intérêt national
Irak	<ul style="list-style-type: none"> • Volonté de désengager la présence militaire directe. • Difficulté à mettre en place des politiques de coopération. 	<ul style="list-style-type: none"> • Besoin d'une offensive diplomatique, mais peu de coopération au niveau régional. • Collaboration avec les alliés traditionnels. 	<ul style="list-style-type: none"> • L'intérêt n'était pas vital, mais la présence de soldats américains impose la prudence. • Besoin d'évacuer et d'économiser des ressources, mais attention au <i>power vaccum</i>.
Libye	<ul style="list-style-type: none"> • Utilisation du Conseil de Sécurité pour disposer d'un mandat, on invoque le droit international (R2P). • Opération <i>Odyssey Down</i>, on soutient l'OTAN sous le leadership de la France et du Royaume-Uni. • Attaque de l'Ambassade, on 	<ul style="list-style-type: none"> • On établit un consensus sur des résolutions au CSNU. • On tente de collaborer pour la reconstruction, mais paradoxe nationaliste (on demande et rejette l'aide en même temps). • Problèmes politiques, logistiques et 	<ul style="list-style-type: none"> • Faible intérêt national, mais intervention au nom des valeurs américaines.

²⁴⁴ WOODWARD, B. (2010) *Chapitre 1*. Dans: WOODWARD, B. (2010). *op. cit.*, p°29.

²⁴⁵ WESSER, S. (2015) La relation américano-saoudienne à l'épreuve du rapprochement entre Washington et Téhéran. *Politique américaine*, 26, p°85.

	conduit une diplomatie publique.	institutionnels pour aider.	
Syrie	<ul style="list-style-type: none"> • Initialement on met en place une <i>smart cooperation</i>, bousculée par les printemps arabes. • On assiste, équipe les opposants au régime et encourage leur coopération. 	<ul style="list-style-type: none"> • Établissement d'une ligne rouge avec l'appui de partenaires, mais une fois franchie, on privilégie la médiation russe. • Soutien à une opération d'observation de l'ONU (UNSMIS) • Les partenaires régionaux ont intérêt à une non-intervention, collaboration difficile. 	<ul style="list-style-type: none"> • Une partie voit la Syrie comme un sous-problème iranien. • Une autre voit la Syrie comme un allié de Moscou et Pékin qu'il faut contenir.
Iran	<ul style="list-style-type: none"> • Obama dans son discours du Caire lance une offensive diplomatique. • Obama applique en Iran une approche similaire à la doctrine Harmel (dialogue et fermeté) 	<ul style="list-style-type: none"> • Le format P5+1 est mis en place afin d'avancer sur l'enjeu du nucléaire iranien. • On mobilise également des pays comme médiateurs (Sultanat d'Oman). 	<ul style="list-style-type: none"> • L'Iran est présenté comme le nœud du Moyen-Orient. • Rival systémique avec lequel il est nécessaire d'engager des contacts.

Source: 3.1 *Leading from behind*: analyse de cas

3.3. *Leading from behind, une approche à géométrie variable*

La diplomatie d'Obama, à travers une analyse des cas tels que l'Irak, la Libye, la Syrie et l'Iran, révèle une approche stratégique à géométrie variable, incarnant une doctrine qui s'efforce de fournir des réponses équilibrées, tenant compte de la complexité des enjeux internationaux et des réalités contextuelles spécifiques. Cette analyse de la doctrine Obama dans la région du Moyen-Orient est toutefois à nuancer. En effet, plus que dans toute autre région, la politique étrangère au Moyen Orient est entravée par des considérations institutionnelles, bureaucratiques et de politique interne. La culture politique des États-Unis, qui englobe le rôle des groupes d'intérêt, ce compris le lobby israélien, mais aussi le Congrès, impose de sévères contraintes à sa capacité de poursuivre une approche uniforme²⁴⁶. Interrogé sur sa doctrine, Obama souligne l'importance d'un leadership américain reconnaissant l'émergence de pays

²⁴⁶ GERGES, F. A. (2013). The Obama approach to the Middle East: the end of America's moment? *Royal Institute of International Affairs*, 89(2), p°299-300.

comme la Chine, l'Inde et le Brésil, et conscient de ses limites en termes de ressources et de capacités²⁴⁷. Il n'est donc pas étonnant de voir que le Président déploie une démarche multilatérale, qui prend en compte les intérêts nationaux, le besoin d'investir les ressources de façon efficiente, tout en considérant et l'orgueil national des autres pays et l'anti-américanisme grandissant²⁴⁸.

Dans le contexte irakien, la politique d'Obama a été guidée par une volonté de désengagement militaire direct tout en cherchant à maintenir une présence diplomatique et à collaborer avec les alliés traditionnels. Cependant, la réalité politique et sécuritaire complexe de la région a rendu la coopération régionale difficile à obtenir, ce qui a imposé une prudence accrue dans la gestion de la transition post-conflit.

En Libye, la stratégie d'Obama a mis en évidence son engagement envers le multilatéralisme, en utilisant le Conseil de Sécurité des Nations Unies pour obtenir un mandat légal pour l'intervention militaire. Cependant, les efforts de reconstruction ont été entravés par des défis politiques, logistiques et institutionnels, mettant en lumière les limites de l'intervention étrangère dans la résolution des conflits.

La Syrie a présenté un défi encore plus complexe, mettant en évidence les tensions entre les intérêts régionaux et les priorités américaines en matière de sécurité. Alors qu'Obama a initialement soutenu les opposants au régime, la décision de ne pas intervenir directement après le franchissement de la "ligne rouge" fixée par le président a suscité des critiques internationales. Cette stratégie prudente a finalement conduit à une médiation russe, reflétant la nécessité de trouver un équilibre délicat entre les impératifs de sécurité nationale et les considérations humanitaires.

En Iran, la politique d'Obama a été caractérisée par une volonté de dialoguer tout en maintenant une pression ferme sur le programme nucléaire du pays. Cette approche, souvent qualifiée de "diplomatie des mains tendues", a cherché à engager Téhéran tout en maintenant une ligne ferme sur les questions de prolifération nucléaire. Malgré des tensions persistantes et des défis diplomatiques, cet engagement a finalement abouti à l'accord nucléaire de 2015, illustrant la capacité d'Obama à naviguer dans des eaux diplomatiques tumultueuses.

Pour résumer, la politique étrangère menée par l'administration Obama a été caractérisée comme pragmatique plutôt qu'idéologique (en opposition radicale avec

²⁴⁷ ZAKARIA, F. (2012, 30 janvier). *op. cit.*

²⁴⁸ INDYK, M. S., LIEBERTHAL, K. G., & O'HANLON, M. E. (2012). Scoring Obama's Foreign Policy: A Progressive Pragmatist Tries to Bend History. *Foreign Affairs*, 91(3), p°31.

celle de son prédécesseur), reposant sur une compréhension réaliste du rôle des États-Unis dans le monde contemporain. Elle a cherché à trouver un équilibre : ni adopter l'exceptionnalisme américain ni signaler un déclin du pouvoir américain. On peut tirer un bilan à nuancer qui démontre une volonté de considérer les perspectives d'autres nations tout en maintenant confiance et leadership qui fut toutefois entravé lorsque les institutions de certains pays n'étaient pas en mesure de recevoir l'aide proposée. La diplomatie d'Obama révèle une approche à géométrie variable, adaptée aux réalités spécifiques de chaque situation. Bien que critiquée pour son manque d'uniformité, cette approche vise à proposer des solutions équilibrées, tenant compte à la fois des intérêts nationaux et des impératifs de sécurité internationale. Dès 2014, un nouveau slogan émerge pour décrire la politique étrangère d'Obama. Un slogan qui engage moins la position américaine, mais qui démontre la nécessité d'agir avec réalisme et rationalité.

« *The president's aides have scrambled to put things in simpler terms. 'Don't do stupid stuff' is the polite-company version of a phrase they use to describe the president's foreign policy* »²⁴⁹

²⁴⁹ ALLEN, M. (2014, 6 janvier). *'Don't do stupid sh--' (stuff)*. POLITICO.

4. Cas d'application, l'approche Obama en Afghanistan

Après avoir établi la présence d'une doctrine Obama, caractérisée par son adaptation aux défis rencontrés et son application flexible, nous allons maintenant évaluer son application potentielle en Afghanistan, qui représente le dernier conflit d'importance impliquant les États-Unis. Cette analyse a pour but d'identifier d'éventuels liens entre la stratégie employée en Afghanistan et celle déployée dans d'autres zones de tension préalablement étudiées. Par la suite, nous chercherons à comprendre si ces situations ont influencé la politique étrangère menée par Obama en Afghanistan.

4.1. Obama et l'Afghanistan, une promesse de campagne

Le 5 novembre 2008, dans son discours de victoire prononcé à Chicago, le président mentionne les deux guerres (Irak & Afghanistan) comme étant des défis majeurs pour son mandat²⁵⁰. Dès le début de la campagne pour l'élection présidentielle de 2008, Obama prit la position du candidat anti-guerre, conscient que la population américaine ressentait une fatigue des guerres en cours (cf. *supra*). La promesse du candidat Obama est donc construite autour du constat d'échec associé à la politique étrangère menée par le Président G.W.Bush en Afghanistan, à savoir : une lutte contre le terrorisme qui accorde trop d'importance aux aspects sécuritaires, au détriment de la dimension politique. Toutefois, ce constat est déjà partiellement reconnu par le Président Bush qui vers la fin de son mandat a entamé quelques initiatives afin de permettre un rééquilibrage entre la gestion de la menace sécuritaire et la reconstruction du pays²⁵¹. Au regard de la littérature, ces initiatives portent la marque de Robert Gates, secrétaire à la Défense des États-Unis (cf. 2.1.1.3 Département de la Défense), nommé par G.W. Bush en 2006, qui opéra une transition remarquable suite à la démission de son prédécesseur, Donald Rumsfeld, ancien membre du *think tank* PNAC (cf. *infra*). Le profil de Robert Gates est davantage modéré, pragmatique, et apprécié de façon transpartisane. Obama verra en lui un profil à reconduire afin de

²⁵⁰ RACINE, J. (2009). Obama, la « longue guerre » et la question afghano-pakistanaise. *Hérodote*, 132, p°23.

²⁵¹ Une démarche également entreprise en Irak (cf. *supra*).

poursuivre un désengagement progressif²⁵². Toutefois, cette promesse de mettre fin aux guerres constitue un *quiproquo* considérable et largement discuté dans la littérature. Poussée par une volonté ABB²⁵³, nombreux sont ceux qui ont pensé qu'Obama, compte tenu de son opposition des premiers jours à la guerre en Irak, organiserait un changement radical avec la politique de son prédécesseur. La rupture à laquelle l'opinion publique s'attendait n'eut finalement pas lieu. Obama préférant opérer une transition progressive en maintenant certains cadres dans les forces armées. A l'instar du Secrétaire à la Défense, le chef des troupes américaines en Afghanistan, le Général McKiernan, et le chef d'État-Major des armées, l'Amiral McMullen, furent également reconduits²⁵⁴. Obama est donc catégorisé comme un individu qui prône des discours idéalistes tout en étant contraint de faire preuve de réalisme face à certaines situations.

4.2. La nécessité d'associer les situations afghane et pakistanaise

Si le Président Obama agit à certains égards dans la continuité de son prédécesseur, c'est précisément car les deux hommes partagent un certain sens du réalisme. Comprenant qu'un retrait précipité pourrait avoir des conséquences indésirées, il perçoit les risques du déclin de la stabilité au Pakistan. Pays frontalier et nouveau foyer du terrorisme dans ses régions tribales (semi-autonomes) où Al-Qaïda et de nombreux autres Islamistes radicaux venaient se former²⁵⁵ (Annexe 6.3. Carte des régions tribales, semi-autonomes du Pakistan).

Dès lors, la nécessité d'adopter une stratégie générale qui s'étende à l'ensemble de la région est avancée par les services de renseignements (cf. 2.1.1.5 Communauté du renseignement). Dans son livre, Bob Woodward l'explique : il y avait 61.000 soldats en Irak, 38.000 en Afghanistan et pourtant les services de renseignements sont clairs : la première menace, c'est le Pakistan. « *La première des priorités du DNI, et maintenant d'Obama, devait être les zones tribales le long de la frontière entre le Pakistan et l'Afghanistan. C'est dans cette région qui échappait à l'autorité du*

²⁵² GATES, R. M. (2014) *Chapter 1: Summoned to Duty*. Dans: GATES, R.M. (2014) *Duty: Memoirs of a Secretary at War*. Vintage, p°3-25.

²⁵³ *Anything but Bush*, voir p°5.

²⁵⁴ MIKAÏL, B. (2009). L'« Afpak » : vers une stratégie de l'échec annoncé ?. *Revue internationale et stratégique*, 76, p°176.

²⁵⁵ HUSSAIN, Z. (2012). Pakistan's Most Dangerous Place. *The Wilson Quarterly* (1976-), 36(1), p°16.

Gouvernement qu'Oussama ben Laden, Al-Qaïda et les groupes insurgés talibans s'étaient installés. On comptait 150 camps d'entraînement et autres bases »²⁵⁶. Étant donné l'engagement dans la lutte contre les talibans et d'autres groupes radicaux en Afghanistan, les dynamiques d'instabilité ont évolué vers le Pakistan, déplaçant ainsi le périmètre et induisant la nécessité d'ajuster la stratégie. Barack Obama, connu pour son réalisme pragmatique et sensibilisé par ses services de renseignement, comprend qu'un retrait précipité pourrait entraîner un vide de pouvoir. Un tel phénomène est susceptible d'être exploité par des acteurs régionaux tels que l'Inde et l'Iran, avec des conséquences potentiellement déstabilisatrices pour le Pakistan²⁵⁷. Sur base de cette hypothèse, les services de renseignement accusent en interne le Pakistan de jouer un double jeu. Durant les mois de transition entre les administrations Bush et Obama, la situation est préoccupante. Les talibans ne cessent de se renforcer et il n'existe aucun plan d'action pour le nord du Pakistan. Les régions semi-autonomes hébergent la *Choura de Quetta*, une assemblée talibane créée par le Mollah Omar dans le Baloutchistan, qui travaille en collaboration avec le réseau *Haqqani*²⁵⁸, en l'absence de pression réelle de l'*Inter-Services Intelligence* pakistanaise (ISI) (cf. *infra*)²⁵⁹. En effet, bien que ces derniers soient conscients de la présence de ces individus radicalisés sur le territoire pakistanais, ils constituent également une garantie de la présence américaine dans la région et donc indirectement un gage de stabilité. Reconnaissant que l'Afghanistan et le Pakistan sont « *two side of the same coin* », Obama travaillera à une stratégie régionale pour l'Afghanistan et le Pakistan (AFPAK)²⁶⁰. Cette stratégie sera principalement coordonnée par Richard Holbrooke, nommé Représentant spécial du Département d'État pour l'Afghanistan et le Pakistan (cf. 2.1.1.2 Le Département d'État).

²⁵⁶ WOODWARD, B. (2010) *Chapitre 1*. Dans: WOODWARD, B. (2010). *op. cit.*, p°21-22.

²⁵⁷ *Ibid.*, p°23.

²⁵⁸ Le Réseau *Haqqani* est fondé en 1996 par le chef moudjahidin Jalaluddin Haqqani suite au retrait réussi des troupes soviétiques de la guerre afghano-soviétique. Le groupe mène des activités à la frontière dans l'est de l'Afghanistan et à Kaboul. Ils se sont progressivement alignés avec les Talibans, l'ISI et al-Qaïda. Leurs objectifs sont le rétablissement de l'Émirat islamique d'Afghanistan et le rétablissement de l'autorité des Talibans. A cet égard, le réseau estime que les forces occidentales qui soutiennent le régime de Karzai doivent partir. Pour y parvenir, le groupe privilégie une approche armée, optant pour des assassinats ciblés, des attentats suicides et une guerre d'insurrection. Une approche brutale qui s'est révélée assez efficace, notamment de par sa dimension transfrontalière. Voir LURIE, D. (2020). *The Haqqani Network: The Shadow Group Supporting the Taliban's Operations. American Security Project*, p°1-2.

²⁵⁹ CHAUDET, D. (2018). Afghanistan: radioscopie des mondes rebelles. *Diplomatie*, 95, p°28.

²⁶⁰ GAYER, L. (2009, juin). Guerre et sociétés en Afpak. *SciencesPo, Centre de Recherches Internationales*.

4.3. La situation en Afghanistan/Pakistan

4.3.1. Engagement initial des États-Unis dans la région

Suite à l'attaque du 11 septembre revendiquée par Al-Qaïda sur le sol américain, une demande est effectuée par les autorités américaines aux autorités talibanes afin que celles-ci remettent Oussama ben Laden et l'ensemble des membres d'Al-Qaïda impliqués dans l'attaque à disposition des Américains. Une demande à laquelle les talibans n'accéderont pas, entraînant *de facto* l'intervention militaire américaine²⁶¹. Lors d'un discours à la nation le soir des attaques, le Président G.W. Bush présente les objectifs : empêcher l'utilisation de l'Afghanistan comme base arrière pour le terrorisme et attaquer les capacités militaires du régime taliban, jugé responsable d'offrir l'hospitalité à Al-Qaïda (cf. *infra*). Le Président G.W. Bush lance donc l'opération *Enduring Freedom* avec le travail en amont de la CIA et du CentCom, complété, quelques mois plus tard, par l'intervention de l'OTAN et sa Force Internationale d'Assistance et de Sécurité (FIAS)²⁶².

Dans les heures suivant les attentats, la CIA fut la première à intervenir. Disposant d'une certaine autonomie et d'une grande flexibilité, elle joua un rôle essentiel dans la coordination et la préparation de l'intervention^{263/264}. De plus, Al-Qaïda et son leader ben Laden n'étaient pas inconnus des services de renseignements américains. En effet, à plusieurs reprises par le passé, l'organisation terroriste s'en était déjà prise directement aux États-Unis²⁶⁵. Dès lors, l'agence disposait d'informations et de plans d'action pour assassiner le leader du mouvement²⁶⁶. Fort de ces connaissances et de cette préparation, elle se chargea d'activer ses informateurs au sein d'Al-Qaïda ainsi que ses contacts avec les partenaires régionaux, notamment ceux

²⁶¹ LARSON, E. V. & SAVYCH, B. (2007). Operation Enduring Freedom (Afghanistan, 2001–). Dans: *Misfortunes of War: Press and Public Reactions to Civilian Deaths in Wartime*, RAND, p°125. *Corporation*.

²⁶² TERTRAIS, B. (2002). *op. cit.*, p°31-34.

²⁶³ La CIA et ses contractuels disposent d'une plus grande marge de manœuvre face aux contre-pouvoirs. Si elle doit rendre des comptes à certaines commissions du congrès, l'agence peut être saisie à la discrétion du Président.

²⁶⁴ MICHAÏLOF, S. (2022). *Chapitre 2. Les erreurs dans la conduite du conflit*. Dans: MICHAÏLOF, S. (2022). *Afghanistan : autopsie d'un désastre, 2001-2021: Quelles leçons pour le Sahel ?* Paris: Gallimard, p°73.

²⁶⁵ Le 7 août 1998, Al-Qaïda conduit des attaques envers les ambassades américaines de Nairobi (Kenya) et Dar Es Salaam (Tanzanie), suivi en 2000 d'une attaque contre le USS Cole dans le port d'Aden (Yémen). Voir : FRANCE 24. (2021, 13 septembre). *Documentaire en INTÉGRALITÉ : 11-Septembre : 20 ans de chaos* [Vidéo]. YouTube, 10 :32.

²⁶⁶ Ibid. 10 :50.

du Front uni islamique et national pour le salut de l'Afghanistan, aussi appelé Alliance du Nord^{267/268}. Leurs objectifs ayant été d'établir des relations avec l'Alliance du Nord, de financer les chefs de guerre dans leurs combats, de rechercher et traquer des cadres d'Al-Qaïda. Par la suite, la CIA travailla à l'établissement d'un régime de transition et choisit Hamid Karzai, leader pachtoune comme Président²⁶⁹.

Les forces militaires américaines se déployèrent sur le terrain, dans le cadre de l'opération *Enduring Freedom*, lancée le 7 octobre 2001, quelques semaines après l'attaque, afin de venir en appui. La coopération s'installa progressivement entre les forces militaires américaines et l'Alliance du Nord notamment durant la bataille de *Mazar-i-Shari*, qualifiée de « verrou du nord », qui se solda par la défaite talibane le 03 novembre 2001²⁷⁰. Les forces de l'Alliance avancèrent rapidement vers Kaboul, assistées par un soutien aérien massif des B-52, et en prirent le contrôle le 14 novembre. Cette alliance sera renforcée par la FIAS qui entra sur le terrain afghan dès décembre, mais celle-ci se retrouva fortement contrainte dans sa marge de manœuvre de par l'influence américaine sur les opérations²⁷¹.

4.3.2. *Changement dans l'opinion publique*

Bien que l'opinion publique américaine soit dans un premier temps en faveur de cette intervention, portée par l'émotion suscitée par les événements tragiques, l'effet émotionnel se dissipa et la guerre fit face aux premières oppositions qui s'intensifièrent suite au déclenchement de l'opération *Iraqi Freedom* en Irak (cf. 3.1.1. Le cas irakien) (Annexe 6.4: La guerre en Afghanistan dans les médias américains). Avec un certain recul, l'opération *Enduring Freedom* fut rapidement critiquée sur plusieurs aspects. La littérature identifie plusieurs de ces éléments.

²⁶⁷ Ensemble de plusieurs communautés dirigées par des chefs de guerre ouzbèques et tadjiks s'opposant aux talibans.

²⁶⁸ Cette alliance était toutefois affaiblie suite à l'assassinat de sa figure emblématique, le commandant Massoud, survenu le 9 septembre par un commando d'Al-Qaïda Voir : MICHAÏLOF, S. (2022). *Chapitre 1. Était-il possible d'éviter cette guerre ?* Dans : MICHAÏLOF S. (2022), *op. cit.*, p° 21.

²⁶⁹ MICHAÏLOF, S. (2022). *Chapitre 2. Les erreurs dans la conduite du conflit.* Dans MICHAÏLOF S. (2022), *op. cit.*, p°45-46.

²⁷⁰ TERTRAIS, B (2002) *op. cit.*, p°34.

²⁷¹ La présence de l'OTAN a été principalement invoquée pour démontrer l'engagement des États membres de l'alliance et promouvoir une forme de multilatéralisme. Toutefois, dans les faits, cette présence était principalement orientée vers des missions civiles, centrées sur Kaboul. Le Secrétaire à la Défense, Rumsfeld, préférait bénéficier d'une plus grande latitude d'action, mais se trouvait contraint par la nécessité de convaincre ses partenaires. Voir : MICHAÏLOF, S. (2022). *Chapitre 2. Les erreurs dans la conduite du conflit.* Dans MICHAÏLOF S. (2022), *op. cit.*, p°49.

Tout d'abord, ce fut une opération impulsée par l'émotion et un besoin immédiat de sécurité, menée avec précipitation pour répondre aux désirs de vengeance mais aussi pour éviter l'obstacle climatique. En effet, retarder les opérations aurait entraîné la possibilité d'enneigement des cols afghans qui n'auraient été accessibles qu'au printemps 2002²⁷². Ces éléments conduisirent à une opération dépourvue d'une préparation adéquate et de buts suffisamment définis, notamment sur les initiatives à entreprendre après la chute du régime.

Ensuite, en déployant 9.000 individus issus de forces militaires et civiles, les États-Unis rendent la stabilité du pays dépendante de la présence de ce personnel²⁷³. Les pays voisins appréciant cette stabilité sont suspectés d'avoir contribué à l'instabilité pour s'assurer de la présence américaine (cf. 4.2 La nécessité d'associer la situation afghane et pakistanaise). Sur le plan économique également, l'aide est mal investie et 90% du produit intérieur brut (PIB) afghan provient des aides internationales. Une situation aggravée par l'existence d'un vide administratif rendant la coordination et la répartition de cet aide impossible²⁷⁴. On tombe dans une situation paradoxale où l'aide contribue au problème, car elle inhibe le progrès et entraîne de la corruption.

Enfin, Dick Cheney (Vice-Président), Donald Rumsfeld (Secrétaire à la Défense) et Paul Wolfowitz (Secrétaire adjoint à la Défense), tous membres de l'administration G.W. Bush et signataires du PNAC, sont soupçonnés d'avoir utilisé l'Afghanistan comme prétexte pour justifier l'invasion de l'Irak. Par conséquent, la situation en Afghanistan n'a pas été correctement abordée durant de nombreuses années, car les ressources ont été rapidement redirigées vers la priorité irakienne.²⁷⁵

4.3.3. *La prise en main d'Obama*

Le contexte dans lequel Obama arrive au pouvoir est marqué par plusieurs turbulences. Tout d'abord, la crise financière à laquelle les États-Unis font face suite

²⁷² MICHAÏLOF, S. (2022). *Chapitre 1. Était-il possible d'éviter cette guerre ?* Dans MICHAÏLOF S. (2022), *op. cit.*, p° 21.

²⁷³ THE WHITE HOUSE (2003, 29 avril). G.W. Bush. *Operation Enduring Freedom One Year of Accomplishments*

²⁷⁴ HOOP SCHEFFER, A. (2012). *Chapitre III. Les États-Unis au cœur de l'île monde : Interview avec Alexandra Hoop Scheffer*. Dans ZARIFIAN, J. (2012). *Les États-Unis en Eurasie: De Bill Clinton à Barack Obama, le leadership américain à l'épreuve*. France: Editions L'Harmattan, p°69-75.

²⁷⁵ FRANCE 24. (2021, 13 septembre). *op. cit.*, 10 :32.

²⁷⁵ Ibid. 27 :00.

à la faillite de Lehman Brothers survenue en septembre 2008. Pour Justin Vaïsse, elle représente un « *arrêt cardiaque de l'économie mondiale* »²⁷⁶. Si a priori cette crise est interne, il faut souligner que l'économie américaine est de résonance mondiale et constitue un élément central de *soft power*. Elle est dès lors à l'origine d'une autre turbulence à savoir : l'image des États-Unis dans le monde. La politique interventionniste menée par G.W. Bush, complétée par de nombreuses bavures, a considérablement contribué à détériorer l'image des États-Unis dans le monde^{277/278}.

Durant les premiers mois, Obama comprend que la situation en Afghanistan est bien plus mauvaise qu'il ne le pensait. Début janvier 2009, le Vice-Président élu Biden est envoyé en Afghanistan avec le Sénateur républicain Lindsey Graham afin de faire une évaluation de la situation. Comme le craignait Biden, la situation est mauvaise : Al-Qaïda semble avoir migré vers le Pakistan et les soldats américains sont stationnés en Afghanistan sans objectif évident. Il reportera au Président :

« *Quand vous demandez à dix de nos soldats ce que nous sommes en train de faire, vous obtenez dix réponses différentes. On est en pilotage automatique* »²⁷⁹.

Le 23 janvier, trois jours après son investiture et durant sa première réunion avec le Conseil National de Sécurité, le Président annonce le début des travaux pour l'établissement d'une stratégie.

« *J'ai fait campagne en expliquant qu'il fallait davantage de troupes pour l'Afghanistan, mais je n'ai encore pris aucune décision (...) L'annonce de l'envoi de renfort devra correspondre à un changement de stratégie* »²⁸⁰.

Le Président Obama et son administration étant attachés à un modèle collégial de décision prirent 310 jours avant de parvenir à une stratégie AFPAK (cf. 2.1.2.1 Niveau individuel). Ces mois furent marqués par une lutte interne intense qui vit l'administration se diviser en deux blocs distincts malgré des appels répétés du Président en vue d'obtenir une troisième alternative (Annexe 6.2 : Tableau des groupes divisés autour de la politique étrangère américaine en Afghanistan). En effet, le

²⁷⁶ VAÏSSE, J. (2012). *Introduction*. Dans : J. VAÏSSE, éd. (2012), *op.cit.*, p° 9.

²⁷⁷ L'intervention illégitime en Irak, la prison de Guantanamo, le scandale d'Abu Ghraib, plusieurs événements qui ont contribué à une hausse de l'anti-américanisme.

²⁷⁸ VAÏSSE, J. (2012). *Introduction*. Dans : VAÏSSE, J., éd. (2012), *op.cit.*, p°10.

²⁷⁹ BIDEN cité par Woodward voir WOODWARD, B. (2010) *Chapitre 6*. Dans: WOODWARD, B. (2010). *op.cit.*, p°111.

²⁸⁰ OBAMA cité par Woodward voir WOODWARD, B. (2010) *Chapitre 7*. Dans: WOODWARD, B. (2010). *op.cit.*, p°121.

Président, victime d'un *polythink*, assiste à une polarisation des débats entre deux clans opposés parmi lesquels personne n'ose proposer une voie médiane. Dans un premier temps, le plan proposé par Riedel fut retenu²⁸¹. Il consistait en 20 recommandations parmi lesquelles l'envoi de 17.000 hommes complétés par 4.000 afin de contrer l'élan des talibans. Par souci d'améliorer le management sur le terrain, le Général McKiernan fut remplacé par le Général McChrystal en juin 2009 qui lança également une évaluation de la situation, retardant encore la prise d'une décision²⁸².

Le 29 novembre 2009 sort le Mémorandum à destination des responsables de la sécurité nationale intitulé: « *Ordres définitifs du Président Obama concernant la stratégie en Afghanistan et au Pakistan, ou lettre d'intention.* »²⁸³. Fondé sur de nombreux rapports, de nombreuses analyses et d'une large consultation, Obama fit le choix du « contre-terrorisme plus ». Contraint de ne pouvoir réaliser une opération de *nation building* trop coûteuse, mais souhaitant protéger la population afghane et les intérêts américains menacés par un retrait précipité, le Président fit le choix de déployer une approche à mi-chemin entre celles qui lui étaient proposées. Cette approche comprend l'envoi de renforts militaires significatifs (30.000 +10% en option durant 18 à 24 mois) afin de remplir six missions permettant un transfert progressif de la responsabilité vers les autorités afghanes dès juillet 2011. Les objectifs intermédiaires étant: renverser l'élan taliban; reprendre la main sur les lieux stratégiques (axe routier, communication...); désorganiser les talibans pour empêcher le retour d'Al-Qaïda; affaiblir l'insurrection pour permettre une meilleure prise en main FIAS; renforcer davantage le potentiel des forces de sécurité locale; enfin, construire un ministère de l'Intérieur de la Défense. Cette stratégie prévoit également un renforcement du volet civil afin de collaborer de façon variable avec le Gouvernement Karzai compte tenu de son manque de légitimité et d'améliorer la coopération et la coordination avec la société civile afin de mener des politiques économiques.

²⁸¹ Bruce Riedel est un fonctionnaire américain qui a passé 29ans de sa carrière à la CIA, au Pentagone et au Conseil national de Sécurité. Il a ensuite travaillé à la Brookings Institutions. Il était un spécialiste de l'extrémisme islamiste, de la région Afghanistan, Pakistan et de la mouvance Al-Qaïda. Obama l'a contacté afin qu'il intègre à nouveau le Conseil national de sécurité pour une durée de 2 mois afin d'y créer une commission de travail, chargée de fournir un rapport sur la situation en Afghanistan/Pakistan. Voir B. WOODWARD (2010) *Chapitre 8*. Dans: WOODWARD, B. (2010). *op. cit.*, p°133-135.

²⁸² WOODWARD, B. (2010) *Chapitre 11*. Dans: WOODWARD, B. (2010). *op. cit.*, p°179.

²⁸³ WOODWARD, B. (2010) *Chapitre 34*. Dans: WOODWARD, B. (2010). *op. cit.*, p°498-504.

4.4. Transition vers la vision leading from behind

4.4.1. Implications opérationnelles et tactiques

Dans ce contexte de lutte bureaucratique, le courant dirigé par le général Petraeus était fermement convaincu que la sécurisation constituait un préalable à la stabilité, laquelle, à son tour, favoriserait le développement économique et politique du pays. Le Général Petraeus, réputé pour son ouvrage *Field Manual on Counterinsurgency Operations* et comme principal architecte du *surge* en Irak, a préconisé une approche similaire pour l'Afghanistan. Cette stratégie a impliqué un déploiement significatif de troupes américaines sur le terrain (cf. *supra*). Cependant, dans un souci de compromis avec l'orientation politique du clan dirigé par Biden, le nombre de militaires déployés a été limité par rapport à la demande initiale et une date de retrait a été fixée afin d'éviter de fournir un mandat illimité (Annexe 6.2. :Tableau des factions divisées sur la politique étrangère américaine en Afghanistan)²⁸⁴. La stratégie du « contre-terrorisme plus » s'inspire donc directement de l'expérience du *surge* en Irak, visant à restaurer une certaine stabilité dans un contexte où les talibans se renforçaient dans certaines régions. *A posteriori*, certains dénoncent le manque d'adaptabilité entre la stratégie et la réalité du terrain, l'Irak et l'Afghanistan ayant peu en commun. Tout d'abord, car la situation en Afghanistan s'étendait sur une superficie bien plus grande qu'en Irak, mais également, car les résultats étaient attendus avec un sentiment d'urgence²⁸⁵.

Toutefois, la stratégie dressée par Obama au terme de ces 310 jours semble s'inscrire dans sa doctrine du *leading from behind*. Lorsqu'il présente la stratégie choisie à la nation, ce dernier déclare :

« *I make this decision because I am convinced that our security is at stake in Afghanistan and Pakistan. This is the epicenter of violent extremism practiced by al Qaeda. (...) First, we will pursue a military strategy that will break the Taliban's momentum and increase Afghanistan's capacity over the next 18 months (...) Second, we will work with our partners, the United*

²⁸⁴ Cette lutte en interne amena le Général de l'armée de terre McChrystal à critiquer l'administration Obama dans le magazine Rolling Stone, en juin 2010. Cela lui valut d'être écarté au profit de Petraeus qui était alors à la tête du *Central Command*. Voir HASTINGS, M. (2010, 22 juin). *The runaway general: the profile that brought down McChrystal*. Rolling Stone.

²⁸⁵ CLINE, L. E. (2022). The two surges: Iraq and Afghanistan in comparison. *Small Wars & Insurgencies*, 33(7), p°1169.

Nations, and the Afghan people to pursue a more effective civilian strategy, so that the government can take advantage of improved security (...)Third, we will act with the full recognition that our success in Afghanistan is inextricably linked to our partnership with Pakistan »²⁸⁶.

Ces extraits du discours, prononcé le 1^{er} décembre 2009, soulignent l'importance de l'outil militaire conjointement à une relance du multilatéralisme et d'un engagement des partenaires régionaux afin d'agir sur un intérêt qualifié de vital pour les États-Unis.

Déploiement du smart power

Malgré un renforcement évident de la force militaire, la stratégie d'Obama intègre de nouvelles dimensions visant à renforcer la présence tout en minimisant l'empreinte. En effet, la mise en œuvre de la stratégie de contre-insurrection sur le terrain entraîne des ajustements significatifs au niveau opérationnel. Dès lors, un nouveau triptyque stratégique est mis en place, reposant sur trois éléments clés.

Premièrement, une intensification des services de renseignement est observée, la nouvelle approche vise à localiser et appréhender les individus affiliés à Al-Qaïda ainsi que les cadres talibans prenant refuge dans les zones montagneuses du Pakistan²⁸⁷. Dans ce contexte, les services de renseignement suggèrent à l'administration Obama d'adopter une approche plus agressive à l'égard du Pakistan, accusé de mener un double jeu²⁸⁸. Ainsi, la nouvelle stratégie d'engagement au Pakistan est caractérisée par une réduction de la coopération et de la transparence, dans le but de renforcer l'efficacité des attaques conduites²⁸⁹. Ces actions découlant des suspicions émises par la CIA concernant une potentielle duplicité de l'ISI pakistanais. Cette nouvelle approche moins collaborative n'a pas manqué d'éveiller de vives contestations au sein de la population pakistanaise, attaquée dans sa souveraineté. Afin de mener ces attaques, les services de renseignements américains travaillèrent à la

²⁸⁶ OBAMA, B. (2009, 1 décembre). *Remarks by the President in Address to the Nation on the Way Forward*.

²⁸⁷ IMMERMANN, R. H. (2016). Intelligence and the Iraq and Afghanistan Wars. *Political Science Quarterly*, 131(3), p°497.

²⁸⁸ En maintenant un certain degré d'instabilité en Afghanistan, le Pakistan s'assurait le maintien de la présence américaine qui en cas de départ aurait pu être remplacée par une influence croissante de l'Inde. Voir Morini, D. (2010). A Diplomatic Surge in Afghanistan, 2011–14. *Strategic Studies Quarterly*, 4(4), p°75.

²⁸⁹ ROHDE, D. (2012). The Obama doctrine. *Foreign Policy*, 192, p°66.

Disposition List, aussi appelée *Kill List*, qui reprenait l'ensemble des cibles que les drones devaient abattre²⁹⁰.

Cela introduit le second élément de ce triptyque, à savoir : l'augmentation significative de l'utilisation des drones. Ces appareils furent utilisés tant pour la surveillance que pour les frappes ciblées sur base des informations fournies par le renseignement²⁹¹. Le nombre de frappes de drones en Afghanistan et au Pakistan a augmenté sous l'administration Obama et davantage encore lorsque le Général Petraeus fut nommé à la tête de la CIA en septembre 2011²⁹². Si durant la période allant de 2004 à 2008, le Président Bush a approuvé 45 frappes de drones, le Président Obama, quant à lui, a initié un nombre considérablement plus élevé de 255 frappes entre 2009 et 2012²⁹³. Cette stratégie fut utilisée sur des cibles identifiées sur la *Disposition List*, comme ce fut le cas pour l'élimination de Baitullah Mehsud, leader de la mouvance talibane pakistanaise en août 2009²⁹⁴.

Enfin, pour réduire les dommages collatéraux et de pertes civiles considérables dénoncés lors des frappes de drones, des assassinats ciblés furent également mis en œuvre. Ces opérations visaient spécifiquement des individus identifiés et répertoriés par les services de renseignement dans la *Joint Prioritized Effects List* (JPEL) qui répertorie des individus selon un niveau de dangerosité fixé entre 1 et 4²⁹⁵. Ces opérations furent conduites par la *Task Force 373*, une unité des forces spéciales sous leadership américain²⁹⁶. Si ces opérations font courir un risque accru aux soldats déployés, elles permettent de limiter les pertes civiles, notamment dans des zones inadaptées aux frappes aériennes. Une opération de la sorte fut mise en place durant la nuit du 1^{er} mai en 2011 afin d'éliminer le leader d'Al-Qaïda, Oussama ben Laden²⁹⁷. Le commando en charge de cet assassinat ciblé faisait partie de la *Joint Special*

²⁹⁰ DELAPLACE, G. (2017) Comment pensent les drones. *L'Homme*, 222, p°91-118.

²⁹¹ IMMERMANN, R. H. (2016). *op. cit.*, p°497.

²⁹² Ibid. p°498.

²⁹³ Ibid. p°497.

²⁹⁴ TANKEL, S. (2013, 6 novembre). *Killing Hakimullah Mehsud*. Carnegie Endowment for International Peace.

²⁹⁵ DORRONSORO, G. (2021). *Chapitre 10. Le répertoire de violence*. Dans: DORRONSORO, G. (2021). *Le Gouvernement transnational de l'Afghanistan: Une si prévisible défaite*. Paris: Karthala p°222.

²⁹⁶ DAVIES, N. (2017, 26 novembre). *Afghanistan war logs: Task Force 373 - special forces hunting top Taliban*. The Guardian.

²⁹⁷ ROHDE, D. (2012). The Obama doctrine. *Foreign Policy*, 192, p°67-68

Operation Command, dépendant du ministère de la Défense, mais agissant sous le mandat de la CIA, traduisant la militarisation des services de renseignement²⁹⁸.

Afin de résumer la stratégie militaire d'Obama en Afghanistan, on remarque qu'elle intègre une combinaison d'approches militaires directes et indirectes, visant à renforcer la présence et l'efficacité militaires tout en calculant assidûment les risques pour les forces américaines et les populations civiles.

Relance du multilatéralisme

La revitalisation du multilatéralisme s'inscrit comme un pilier fondamental de la stratégie de politique étrangère sous la présidence du Président Obama. Cette orientation provient de la reconnaissance que l'action collective permet une répartition des coûts, des risques et de la responsabilité²⁹⁹. L'une des premières initiatives d'Obama fut d'intégrer le Pakistan dans la nouvelle stratégie AFPAK (cf. *supra*). À ce titre, il développa une stratégie afin d'augmenter la pression diplomatique sur le Pakistan afin de contraindre le pays à se montrer plus coopératif³⁰⁰. Toutefois, la plus grande réalisation en termes de multilatéralisme mise en place par l'administration fut l'*Inteqal*. En novembre 2010, durant le sommet de l'OTAN à Lisbonne, Barack Obama (POTUS), Ban Ki-moon (Secrétaire général des Nations Unies), Hamid Karzai (Président de la république islamique d'Afghanistan), Anders Fogh Rasmussen (Secrétaire général de l'OTAN), et plusieurs chefs de États décidèrent de mettre en place la transition de l'ISAF vers les autorités afghanes, à savoir les *Afghan National Security Forces* (ANSF)^{301/302}. Ces engagements seront confirmés durant le sommet de Chicago en mai 2012³⁰³. Ainsi, une déclaration conjointe fut élaborée dans le dessein de promouvoir la coopération mutuelle. À cette fin, les pays occidentaux se sont engagés à faire de l'Afghanistan un partenaire durable de l'alliance, à fournir les formations essentielles à l'ANSF pour faciliter la transition, tout en consentant à des investissements dans le développement économique et les infrastructures du pays au

²⁹⁸ CHALIER, J. (2013). Questions sur la mort de ben Laden. *Études*, 418, p°458.

²⁹⁹ Risques pouvant être résumés sous l'anglicisme *burden sharing*, signifiant « partage du fardeau ».

³⁰⁰ CARATI, A. (2015). No Easy Way Out: Origins of NATO's Difficulties in Afghanistan. *Contemporary Security Policy*, 36(2), p°211.

³⁰¹ NATO. (2012, 15 septembre). *Inteqal : transfert de responsabilité aux Afghans (2011-2014)*. NATO.

³⁰² TRAYNOR, I. (2010, 22 novembre). *Nato maps out Afghanistan withdrawal by 2014 at Lisbon summit*. The Guardian.

³⁰³ NATO. (2012, 21 mai). *Chicago Summit Declaration on Afghanistan Issued by the Heads of State and Government of Afghanistan and Nations contributing to the NATO-led International Security Assistance Force (ISAF)*. NATO.

travers des *Provincial Reconstruction Teams* (PRTs)³⁰⁴. En contrepartie, l'Afghanistan s'est engagé à entreprendre des actions contre la corruption, à mettre en œuvre des mesures de bonne gouvernance, y compris dans le domaine de l'État de droit, à promouvoir la protection des droits des femmes et des enfants, ainsi qu'à favoriser la réconciliation nationale³⁰⁵. Cette déclaration semble répondre aux inquiétudes qui avaient été avancées dans le rapport de Lute³⁰⁶. Il était cependant évident que les partenaires n'avaient nullement l'intention de récupérer le fardeau. La coalition de l'ISAF était et voulait rester intrinsèquement liée à la présence américaine. De surcroît, l'invasion de la Crimée par l'Ukraine et la montée en puissance de l'État islamique mobilisait également les considérations des Occidentaux³⁰⁷.

Présence d'intérêts vitaux?

A bien des égards, la situation en Afghanistan revêt une importance cruciale pour les États-Unis. Bien que le Président exprime ouvertement son désir de retirer les troupes du pays, il est confronté à plusieurs défis majeurs. Premièrement, sur le plan de la sécurité, l'objectif principal est de prévenir toute détérioration par rapport à la situation initiale. Il est donc impératif de garantir que le groupe Al-Qaïda ne puisse se renforcer et qu'il soit également incapable d'acquérir des armes de destruction massive via le Pakistan. Dans ce contexte, Obama déclara durant son allocution présentant sa stratégie le 7 décembre 2009:

« *I am convinced our security is at stake in Afghanistan and Pakistan. This is the epicenter of the violent extremism practiced by al Qaeda. In the last few months alone, we have apprehended extremists within our borders who were sent here from the border region of Afghanistan and Pakistan to commit new acts of terror. This danger will only grow if the region slides backwards, and al Qaeda can operate with impunity. We must keep the pressure on al Qaeda, and to do that, we must increase the stability and capacity of our partners in the region.* »³⁰⁸

³⁰⁴ NATO (2022, 31 août). *NATO and Afghanistan*. NATO.

³⁰⁵ NATO. (2012, 21 mai). *op. cit.*

³⁰⁶ WOODWARD, B. (2010) *Chapitre 4*. Dans: WOODWARD, B. (2010). *op. cit.*, p°74-76.

³⁰⁷ CORDESMAN, A. H. (2015). *I. The strategic vacuum in Afghanistan, Central and South Asia*. Dans: CORDESMAN, A.H. (2015) *Afghanistan at transition: The lessons of the longest war*. Center for Strategic & International Studies, p°12-13.

³⁰⁸ OBAMA, B. (2009, 7 décembre). *President Obama Outlined a Strategy for Afghanistan and Pakistan To Deny al Qaeda Safe Haven and Reverse Taliban Momentum*. Democratic Policy Committee.

Cependant, au-delà de cette préoccupation évidente, la littérature identifie également des intérêts secondaires qui demeurent non moins importants. Parmi eux figure la nécessité d'organiser le retrait des forces civiles et militaires de manière à minimiser les risques pour leur sécurité. De plus, si le Président Obama ne souscrit pas à l'idée d'un exceptionnalisme américain, il entend éviter de compromettre la crédibilité de la politique étrangère des États-Unis en évitant un départ chaotique qui pourrait l'éroder. À l'origine, il était donc question de mettre en place des politiques d'aide et de soutien visant à assurer une certaine stabilité régionale qui puisse permettre la réalisation de ces objectifs³⁰⁹.

4.5. Analyse de l'impact

4.5.1. Évolution de la situation sur le terrain

Malgré le renforcement des effectifs militaires et les opérations menées par la FIAS, les talibans ont maintenu leur présence et leur influence en Afghanistan. Dès les années 2006, leur insurrection s'est intensifiée, notamment dans les zones rurales, en dépit des efforts déployés pour les contrer. Selon l'analyse de Gilles Dorronsoro, les talibans ont su développer un leadership sur le terrain et exploiter les failles de leurs adversaires, tirant profit de leurs structures institutionnelles pour créer un réseau interne efficace et résilient³¹⁰. Cette résilience s'appuie sur une légitimité religieuse historique. Comme le souligne Adam Baczko, la bureaucratie talibane s'est avérée plus influente et mieux organisée que celle du gouvernement Karzai, souvent critiquée pour sa corruption et sa dépendance à des forces étrangères³¹¹. En ce qui concerne le programme conjoint *Inteqal* visant à renforcer les forces de sécurité afghanes, en ce compris l'armée nationale afghane et la police, il a été mis en œuvre, mais a rencontré les difficultés endémiques au pays, à savoir la corruption et l'absence d'autorité sur l'ensemble du territoire. De plus, les formateurs occidentaux ont souvent fait preuve

³⁰⁹ AYOTTE, K. A., DUNFORD JR, J. F., & LINDBORG, N. (2021). *Interests & Key judgments*. Dans: AYOTTE, K. A., éd. (2021). *Afghanistan Study Group Final Report*. United States Institute of Peace, p^o13-19.

³¹⁰ DORRONSORO, G. (2009). *The Taliban's winning strategy in Afghanistan*. Carnegie Endowment, p^o10.

³¹¹ Les Talibans sont initialement des étudiants issus de l'école coranique (opposés à la mouvance communiste), qui s'arment et disposent d'un réseau religieux structuré et établi, avec leurs propres lois, leurs propres tribunaux, leur propre administration. Voir JUBLIN, A., & BACZKO, A. (2020, 24 avril). *Le succès des talibans en Afghanistan au prisme de la justice*. [Podcast]. SoundCloud, 19'30''.

d'une réticence à former les Afghans, ce qui a entravé l'efficacité du programme³¹². Malgré les programmes accompagnant cette transition sécuritaire, qui visaient à renforcer les institutions gouvernementales, à promouvoir la bonne gouvernance, à mettre fin à la corruption généralisée et au manque de légitimité du gouvernement, l'instabilité persistante dans plusieurs régions semble avoir compromis l'efficacité de ces efforts.. La plupart des secteurs de l'économie afghane n'étaient pas en mesure de recevoir et de contrôler de tels apports financiers, plusieurs programmes furent dès lors détournés ou menés à bien, mais sans cohérence générale³¹³.

4.5.2. Répercussions sur la stabilité régionale

Si l'Afghanistan représente un intérêt pour la sécurité stratégique américaine, le pays est parfois relégué au second plan des priorités de politique étrangère des autres acteurs régionaux. En effet, la région est également le berceau d'autres tensions qui ont eu tendance à monopoliser l'attention et les ressources des acteurs régionaux. Plusieurs initiatives internationales visant à favoriser la stabilité dans la région se heurtèrent aux intérêts conflictuels des acteurs régionaux³¹⁴. A titre d'exemple, le Pakistan est souvent identifié comme un acteur discrètement engagé dans le soutien aux talibans. Cette dynamique s'explique en partie par la volonté du Pakistan de défier l'influence américaine dans la région mais aussi et surtout car ceux-ci ont intérêt à contribuer à l'instabilité régionale³¹⁵. De surcroît, cette instabilité persistante a compromis tous les efforts de développement, même en présence d'une assistance internationale. La corruption endémique, alimentée par des mécanismes de marché et une gestion de l'aide occidentale parfois malavisée, a inhibé les initiatives de reconstruction et de développement (cf. *supra*). Par conséquent, même en disposant de ressources financières, le manque de structures institutionnelles solides entrave leur utilisation efficace, ce qui contribua au cycle d'instabilité régionale.

³¹² CHATTERJEE, D. (2010). Obama's Afghanistan policy: A Review of Literature. *Institute of Peace and Conflict Studies*, p°7.

³¹³ JUBLIN, A., & BACZKO, A. (2020, 24 avril). *Le succès des talibans en Afghanistan au prisme de la justice*. [Podcast]. SoundCloud, 47'45''.

³¹⁴ PRICE, G. (2021, September 10). *Why Afghan nation-building was always destined to fail*. Chatham House.

³¹⁵ ARMITAGE, R. L., BERGER, S. R., MARKEY, D. S. (2010). *U.S. strategy for Pakistan and Afghanistan: independent task force report*. Council on Foreign Relations, p°67.

4.5.3. Perception politique

Disposant d'un certain recul, plusieurs critiques peuvent être faites sur la stratégie décidée par Obama en 2009. La première concerne un excès de transparence réalisé afin de rassurer l'opinion publique et les collaborateurs du clan Biden (Annexe 6.2 : Tableau des groupes divisés autour de la politique étrangère américaine en Afghanistan). En effet, lors de l'annonce d'un *surge*, Obama communique immédiatement sur le mandat et la date de retrait annoncée. Ce signal d'engagement, directement encadré par un calendrier, réduit considérablement l'ambiguïté stratégique du renforcement et nuit directement à l'efficacité de l'opération initiale³¹⁶. Cette décision a mis en évidence une incohérence stratégique, bien qu'elle ait été perçue comme nécessaire pour maintenir la cohérence avec le discours initial de la politique américaine. L'objectif sous-jacent de cet *surge* était de transférer progressivement la responsabilité de la sécurité aux forces afghanes. Cependant, cette transition s'est heurtée à la réalité d'institutions afghanes encore fragiles et à la difficulté pratique de mener à bien le processus de construction nationale³¹⁷. Un obstacle supplémentaire dans l'élaboration de la politique en Afghanistan réside dans l'instabilité persistante sur le terrain et les nombreux changements au niveau opérationnel (Annexe 6.5: Tableau des caractéristiques de la décision). Cette situation d'instabilité permanente complique la prise de décisions stratégiques en amont. Le président s'appuyant sur un modèle décisionnel collégial (cf. *supra*). Il fut confronté à un cas de *polythink*, où aucune perspective ne prédomine et où chaque proposition se neutralise. Scénario qui entrave l'élaboration d'une politique claire et cohérente. En conséquence, les processus décisionnels manquent de clarté et d'orientation stratégique, compromettant ainsi la capacité des États-Unis à atteindre leurs objectifs en Afghanistan.

4.5.4. Perception publique

Au sein de l'opinion publique américaine

Durant les premiers mois de son mandat et profitant de la mentalité ABB, Obama jouissait de niveaux d'approbation publique exceptionnellement élevés

³¹⁶ BURNS, R. N. (2010). Critical Issues for U.S. Foreign Policy: Iran, Afghanistan, and Pakistan. *The Fletcher Forum of World Affairs*, 34(1), p°5–12.

³¹⁷ THE NEW YORK TIMES. (2010, 3 mai). *The way out*. Opinions.

particulièrement quant à la conduite de la politique étrangère. En effet, les premiers sondages indiquent entre 60 et 70 % du public exprimant leur approbation envers sa gestion des affaires étrangères. Un pourcentage similaire approuvait également sa conduite des guerres en Irak et en Afghanistan. Le mois d'octobre 2009 fut marqué par l'apparition des premiers conflits partisans. Toutefois, 60 % du public continuait de penser qu'Obama pouvait « accroître le respect des États-Unis à l'étranger »³¹⁸. Au sein de l'opinion publique, les premiers signes de fatigue médiatique face à la guerre en Afghanistan se font ressentir, remettant en question la pertinence et la viabilité des objectifs à long terme (Annexe 6.4 : La guerre en Afghanistan dans les médias américains). De surcroît, des tensions apparaissent au sein de l'administration et du parti démocrate suite à la décision d'Obama de réaliser un *surge*. Cette évolution a influencé le débat politique et a accru la pression sur les dirigeants pour un retrait progressif des troupes. Toutefois, d'un point de vue objectif, le *surge* lancé par Obama semble relever de la nécessité. Effectivement, plusieurs facteurs convergent pour soutenir la prise de cette décision. Premièrement, la détérioration de la situation sur le plan sécuritaire soulignait l'urgence d'une nouvelle stratégie pour stabiliser la région. Ensuite, dans la foulée des élections, Obama jouissait d'une légitimité importante et disposait d'un laps de temps avant les élections de mi-mandat, lui offrant une marge de manœuvre politique. Enfin, aux yeux de ses alliés, il représentait un acteur politique nouveau et coopératif, contrastant avec son prédécesseur³¹⁹.

Au sein de l'opinion publique afghane

Du côté de l'opinion afghane, les talibans ont su exploiter les failles et tensions internes pour accabler cette mobilisation de la communauté internationale et installer un sentiment hostile à la présence de forces étrangères³²⁰. En effet, ces efforts de stabilisation se heurtent à une opinion interne fatiguée d'une situation instable qui perdure et dont les talibans ont su profiter. À cet égard, une déclaration de l'État islamique d'Afghanistan en réaction à la politique menée par Obama soutient que le renforcement des militaires américains va avoir des conséquences sécuritaires non désirées. Les talibans expliquent que l'histoire a démontré que leur pays n'a jamais été

³¹⁸ EICHENBERG, R. (2009). Public Opinion and Foreign Policy in the Obama Era. *Politique américaine*, 14, p°12-15.

³¹⁹ DORRONSORO, G. (2010, septembre). *Waiting for the taliban in Afghanistan*. Carnegie Endowment, p°3.

³²⁰ DORRONSORO, G. (2009). *op. cit.*, p°12.

vaincu par un quelconque déploiement de force, que cet *surge* revient simplement à accroître la pression sur l'économie américaine. Selon eux, la politique de formation et de transition des tâches vers la FIAS ne dispose pas d'objectifs suffisamment précis et ils affirment qu'il n'y a aucune volonté de la société afghane de s'armer. L'acharnement dont fait preuve Obama ne va faire que renforcer le sentiment anti-américain déjà présent³²¹.

³²¹ CHATTERJEE, D. (2010). *op. cit.*, p°5.

5. Conclusion

Au terme de ce travail, il convient de procéder à une analyse transversale des résultats issus de l'étude des différents cas d'application afin de répondre à la question initialement posée. Cependant, avant d'aborder cette analyse, la notion de doctrine se doit d'être discutée. En effet, la doctrine *leading from behind*, proposée par Obama, présente une particularité en ce sens qu'elle ne correspond pas à une doctrine traditionnelle, laquelle implique une certaine uniformité. Le Président Obama s'est distingué par une approche caractérisée par une grande adaptabilité. Bien que cela puisse l'exposer à des critiques, la politique menée fait preuve d'uniformité dans la volonté assumée à rejeter l'uniformité. C'est précisément cette approche à géométrie variable qui est un élément constituant de la doctrine. En optant pour une approche mesurée et réfléchie qui prend en compte chaque scénario, les opinions publiques et les intérêts vitaux américains dans la région, la doctrine d'Obama peut être considérée comme relevant d'un réalisme défensif et pragmatique. À titre d'exemple, il est difficile de justifier l'intervention en Libye et la non-intervention en Syrie pour des menaces qui semblent similaires. Toutefois, une analyse approfondie du processus décisionnel permet d'identifier une cohérence dans ces choix. Au cours de son premier mandat, le président Obama, conscient que l'exceptionnalisme américain ne pouvait être maintenu, compte tenu de la crise financière et de l'anti-américanisme émergent, opta pour des approches sur mesure afin de répondre à chaque situation en tenant compte des intérêts américains et des enjeux régionaux. Il semble que ce besoin de rééquilibrage et d'adaptabilité soit au cœur de la transition entre les présidences Bush et Obama³²². Ainsi, lorsque la question de recherche soulève l'influence des conjonctures internationales sur la politique étrangère d'Obama, le problème semble être correctement abordé, tant cette nécessité d'adaptabilité à chaque situation régionale est essentielle.

Dès lors, il convient de vérifier chacune des hypothèses présentées en introduction et d'identifier les motivations issues du contexte international qui ont influencé le Président Obama à agir de la sorte. Afin d'enrichir l'analyse du recul dont nous disposons, plusieurs extraits d'une interview réalisée durant le second mandat

³²² BYRD, D., & MURTY, K. S. (2013). *op. cit.*, p°149-150.

seront exceptionnellement ajoutés à cette conclusion afin de venir appuyer le propos. (Annexe 6.6 : Obama, the VOX conversation).

5.1. Leading from behind, l'hypothèse économique

Concernant l'hypothèse selon laquelle la politique étrangère du Président Obama est motivée par un besoin de rationaliser l'utilisation des ressources afin d'optimiser l'efficacité de celles-ci, on observe que cette hypothèse est partiellement confirmée. L'analyse croisée sur les différentes situations analysées (cf. 3.1. *Leading from behind*, analyse de cas) démontre que le Président Obama a privilégié une approche qualifiée de *lighter footprint*, ce qui signifie une « empreinte légère ». Son engagement en Libye s'est inscrit dans le cadre d'une coalition internationale où les États-Unis n'ont pas cherché à jouer un rôle principal mais ont joué une fonction d'appui essentiel. En Syrie, la décision a été prise de ne pas intervenir étant donné l'incertitude des enjeux régionaux et des conséquences d'une intervention. En Irak, un retrait direct de la présence militaire a été initié, mais fut plusieurs fois retardé. En ce qui concerne l'Iran, la diplomatie a été mobilisée pour engager des discussions avec les autorités sans avoir recours à l'action militaire. Peut-on pour autant affirmer que cette retenue militaire soit due à un manque de moyens ? Interrogé sur sa politique étrangère, le Président reconnaît les limites économiques rencontrées par son pays quant à la dispersion des forces armées.

« *It's a U.S. leadership that recognizes our limits in terms of resources and capacity* »³²³

Dans une interview accordée en 2015 sur la politique étrangère menée, le Président s'exprime sur le besoin de dégager certaines ressources afin de faire face à d'autres défis sécuritaires pour lesquelles la réponse armée ne correspond pas.

« *What I do think is accurate in describing my foreign policy is we don't have military solutions to every problem in the 21st century the biggest challenge that we have right now is disorder. Ending two wars was important not because I was under any illusions that that would mean we wouldn't have any terrorist threat, it does mean though that by not having 180,000 people in Iraq and Afghanistan frees us up to be able to send a team to prevent Ebola*

³²³ OBAMA cité par F.A. GERGES, (2013) *op. cit.*, p°301.

double down on our investments and things like cyber security to look at the new threats and opportunities that are out there. That's in no way a concession to this idea that America is withdrawing, or you know there's not much we can do it's just a realistic assessment of how the world works »³²⁴

Ces exemples contrastent avec l'approche adoptée en Afghanistan, où le Président a opté pour un renforcement à travers un *surge*, annoncé en décembre 2009. Comme soulignée précédemment, cette décision visait à répondre de manière appropriée à une situation où les intérêts vitaux américains étaient directement menacés, et où le recours à la diplomatie était délicat en raison du double jeu du Pakistan. Comme défendu par Justin Vaïsse, le Président ne cherchait pas à procéder à un retrait soudain sur la scène internationale, mais plutôt à rééquilibrer la puissance américaine³²⁵. Ce processus fut au cœur de la politique étrangère américaine durant le premier mandat d'Obama. Alors que le Président Bush avait plusieurs fois eu recours à la force militaire, il est cohérent que le processus de rééquilibrage initié par le Président Obama ait été accompagné d'un retrait progressif de cette même force, sans toutefois incarner un désengagement complet.

5.2. Leading from behind, l'hypothèse du rééquilibrage

La deuxième hypothèse qui défend que le contexte international fut influent, car il traduisait la nécessité d'accroître la marge de manœuvre et la flexibilité stratégique des États-Unis, est entièrement confirmée. Elle constitue un élément central de la politique étrangère menée par Obama. Chacune des situations présentées incarne une intervention sur mesure, chaque aspect de la diplomatie américaine se retrouve plus ou moins engagé en fonction des besoins de chaque situation. On observe, par exemple, une intervention menée conjointement en Libye en appui d'une coalition internationale mandatée par les Nations Unies. En Syrie, le Président privilégie des négociations avec la Russie afin de ne pas s'engager dans une intervention à l'issue incertaine. Enfin, pour progresser sur les dossiers irakien et

³²⁴ OBAMA, B. & YGLESIAS, M. (2015a, 9 février). *Obama on the goal of his foreign policy* [Vidéo]. VOX.com.

³²⁵ VAÏSSE, J. (2012). *Chapitre 2. Obama, le président du pivot : reformuler le leadership américain* Dans : J. VAÏSSE, éd. (2012), *op .cit.*, p°65.

iranien, le Président opta pour des offensives diplomatiques dans des formats divers et variés mêlant multilatéralisme et bilatéralisme. Ces positions pouvant être décrites comme attentistes semblent être le résultat de réelles tensions économiques, politiques et stratégiques spécifiques à chacun des scénarios³²⁶. Comme le rapporte Maud Quessard, le président Obama, avec le soutien de la secrétaire d'État, s'est démené à plusieurs reprises pour mettre en place une diplomatie publique qui mobilisait le *smart power*, afin de fournir une réponse plus calibrée aux enjeux³²⁷.

Quant à l'Afghanistan, il a fallu presque une année au Président et à ses équipes afin de présenter un plan d'action destiné à sortir le pays des difficultés auquel il faisait face. Le *surge* réalisé afin de permettre une sécurisation du pays et un retour de la stabilité, nécessaires aux développements politique et économique du pays, ne se traduira pas par un succès. Toutefois, la littérature autour de ce plan d'action démontre que des efforts soutenus ont été fournis afin de répondre à la situation de l'AFPAK. L'objectif étant d'arriver à une stabilité qui puisse permettre un retrait progressif des troupes occidentales au profit des forces de sécurité afghanes. Obama parlera de la nécessité de rééquilibrer son approche. Sur celle-ci il déclara:

« *I had like to do over these next couple of years is to try to erase this very sharp line between our military efforts in national security and our diplomatic and foreign assistance efforts because in this environment today we've got to think of it all as one piece.* »³²⁸

« *What I've been trying to do is to make sure that over the course of the last six years and hopefully the next two we just have more tools in our toolkit to deal with the actual problems that we have now.* »³²⁹

³²⁶ RAYMOND VIDEN, A. (2011). Les États-Unis et le Printemps arabe. *Confluences Méditerranée*, 79, p°15.

³²⁷ QUESSARD, M. (2019) *op. cit.*, p°469.

³²⁸ OBAMA, B., & YGLESIAS, M. (2015c, 9 février). *Obama on what most Americans get wrong about foreign aid* [Vidéo]. VOX.com.

³²⁹ OBAMA, B., & YGLESIAS, M. (2015b, 9 février). *Obama on the state of the world* [Vidéo]. VOX.com.

5.3. Leading from behind, l'hypothèse de l'image

Enfin, la dernière hypothèse expliquait que les conjonctures internationales ont poussé Obama à réajuster la politique étrangère américaine afin de renoncer au statut de gendarme du monde au profit de relations plus équilibrées. Cette hypothèse semble partiellement confirmée. En effet, bien que le Président ait fait campagne sur une relance du multilatéralisme, qu'il ait favorisé la diplomatie et les négociations dans des schémas parfois atypiques afin de répondre aux enjeux, on ne peut affirmer que la présidence Obama incarne un véritable rejet de sa position de gendarme du monde. Dans l'ensemble des cas étudiés, en ce compris l'Afghanistan, le Président Obama a cherché à lancer des offensives diplomatiques. Celles-ci étaient soit destinées à convaincre les opinions publiques, soit à mobiliser les partenaires, où encore orienté vers les acteurs régionaux influents comme ce fut le cas en Irak, en Syrie et en Iran. Toutefois, le Président Obama n'a su réellement présenter une position de rupture envers la politique de son prédécesseur. Qualifié de réaliste, optimiste et pragmatique, ce dernier a dû opérer son rééquilibrage avec soin et grande considération afin de ne pas menacer davantage les intérêts américains. Si la rhétorique de campagne portée par Obama souhaitait mettre un terme à l'exceptionnalisme américain afin de pouvoir s'engager avec des partenaires d'égal à égal, il faut constater que la politique étrangère menée par Obama reste dotée d'un certain leadership. Lorsqu'Obama décide d'appuyer l'opération en Libye, celle-ci a lieu. Lorsqu'il se rétracte sur celle en Syrie, c'est l'ensemble de l'opération qui est suspendue.

En Afghanistan également, lorsqu'Obama obtient un engagement de l'OTAN dans une mission de formation des forces de sécurité afghanes, celles-ci acceptent tout en conditionnant la mission à la présence américaine sur le terrain. La pensée réaliste dans laquelle s'inscrit le Président Obama croit au vide de pouvoir. Dès lors, se soustraire de plusieurs scènes régionales implique de collaborer avec des acteurs désireux de récupérer cette charge. Si l'on peut croire en la bonne volonté du Président de déléguer certaines affaires à des partenaires régionaux, on peut constater que certains partenaires n'ont pas toujours eu intérêt à se positionner et récupérer de l'influence sur ces affaires régionales.

5.4. Leading from behind, quelles suites?

Au terme de ce travail qui analyse la doctrine Obama depuis ses prémices, en passant par son application et l'influence de différents points de tensions internationaux dans sa conception, on s'aperçoit que la doctrine Obama incarne une volonté de rééquilibrage afin de répondre aux nouveaux enjeux du XXI^e siècle. Ces enjeux semblent être principalement issus de la troisième mondialisation. En effet, lorsque les attentats du 11 septembre frappent les États-Unis, le monde traverse une nouvelle mondialisation, amenant son lot de défis et de challenges. La réponse apportée par le Président Bush fut la traditionnelle solution militaire, une réponse qui sera rapidement contestée et critiquée avec véhémence dès l'intervention en Irak. Si la doctrine est mise en place pour répondre à ses nouveaux challenges, elle pose toutefois la question de la nécessité de ce repositionnement. La doctrine d'Obama est-elle le fruit d'un déclin américain ou incarne-t-elle un repositionnement devenu nécessaire à la suite de cette mondialisation ? Pour y répondre, une analyse comparative d'un pays qui ne partageait pas la même dynamique pourrait amener des réponses. Obama identifie le Brésil, l'Inde et la Chine comme puissances émergentes devant être reconnues, dès lors ces pays pourraient être à la base d'une telle analyse. De plus, si Obama se positionne en faveur d'un désengagement dans la région, il propose un renforcement vers l'Asie avec sa politique du pivot asiatique annoncé dès novembre 2011. Proposer une analyse similaire sur la région de l'Asie pacifique qui contrairement au Moyen Orient et à l'Asie centrale, a connu un réinvestissement, peut également apporter des éléments intéressants aux questions soulevées par la doctrine Obama.

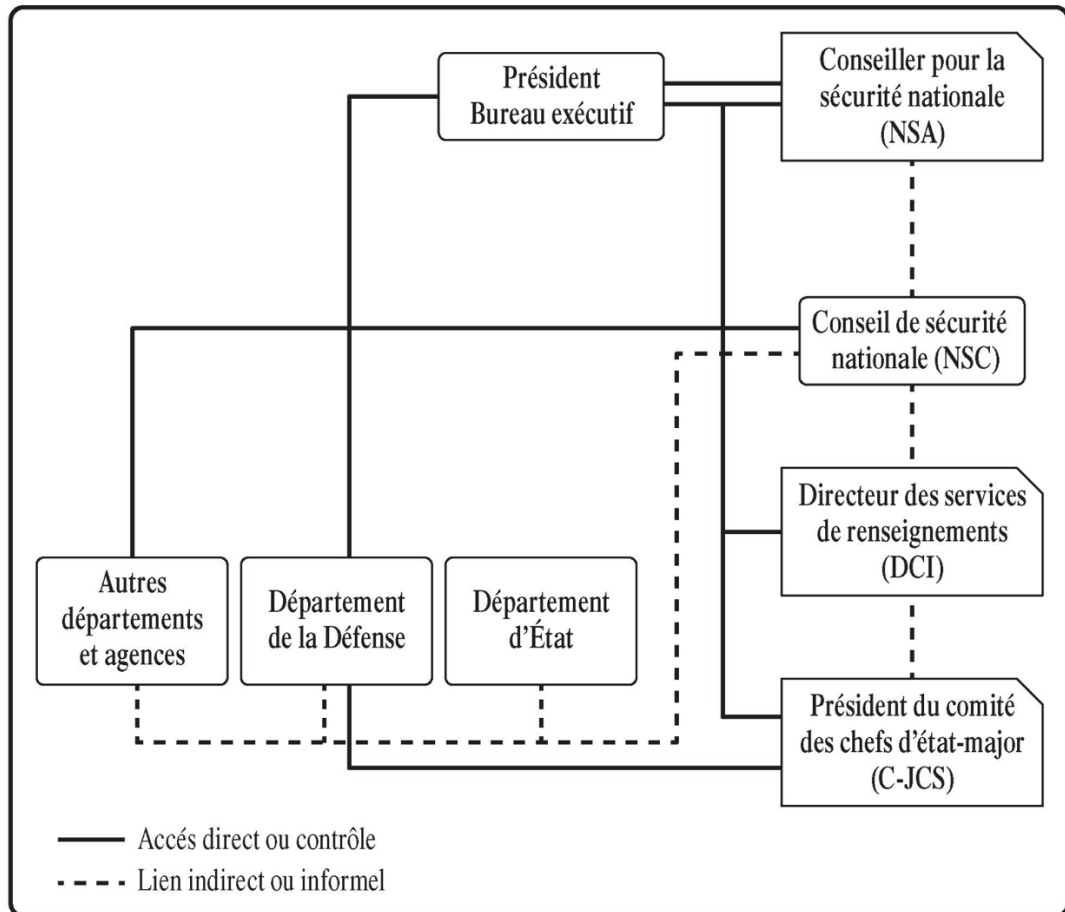
Ce mémoire développe la politique étrangère mise en place par Obama durant son premier mandat. Il en ressort une volonté évidente et annoncée de repositionner les États-Unis sur la scène internationale tout en préservant les intérêts vitaux américains. Toutefois, comme développé dans cette conclusion, cette recherche peut être complétée par une analyse de la doctrine en Asie pacifique, mais aussi par une analyse comparative avec la politique étrangère menée par d'autres puissances, reconnues comme émergentes, car pour citer une dernière fois Obama :

« *The great responsibility of students is to question the world around you, to question things that don't add up.* »³³⁰

³³⁰ C-SPAN. (2007, 2 octobre). *Obama Foreign Policy speech* [Vidéo]. C-SPAN.org., 2:42.

6. Annexes

6.1. Annexe 1 : L'appareil de sécurité nationale américain³³¹



³³¹ DAVID, C. (2015). *Chapitre 2. Le système décisionnel américain*. Dans : DAVID, C. (2015). *op. cit.*, p°107.

6.2. Annexe 2 : Tableau des groupes divisés autour de la politique étrangère américaine en Afghanistan³³².

GROUPE BIDEN (CIVIL)	GROUPE PETRAEUS (MILITAIRE)
<u>Idée défendue</u> : Contre-terrorisme + → Se focalise sur Al-Qaïda.	<u>Idée défendue</u> : Contre insurrection → Se focalise sur la situation sécuritaire.
<u>Constat</u> : <ul style="list-style-type: none"> • L'Afghanistan n'est pas un intérêt vital pour la sécurité américaine. • Manque de prérequis pour établir une stratégie de contre insurrection (risque élevé d'échouer). • L'Afghanistan est une cause perdue, le pays est trop fragile et la reconstruction sera trop coûteuse politiquement et économiquement. • L'Afghanistan s'éternise et les risques d'enlèvement augmentent. (analogie Vietnam). 	<u>Constat</u> : <ul style="list-style-type: none"> • Aucun progrès n'est possible sans une amélioration des conditions sécuritaires. • Pas assez de combattants, de formateurs, d'experts civils et mauvaises coordination entre eux. • Corruption à tous les niveaux de gouvernance, nécessité de stabiliser, construire une gouvernance.
<u>Solution proposée</u> : <ul style="list-style-type: none"> • Proposer de réduire la présence à 2 bases militaires. • Maintenir la suprématie aérienne • Maintenir des réseaux de renseignements au service des forces spéciales. • Organiser un <i>surge</i> militaire de 5 à 10.000 hommes. 	<u>Solution proposée</u> : <ul style="list-style-type: none"> • Accélérer la formation des forces afghanes • Mettre la priorité sur la question de gouvernance • Développer des programmes pour la réconciliation/ réintégration • Concentrer les efforts géographiquement • Organiser un <i>surge</i> militaire de 40 à 85.000 hommes.
<u>Partisans / Soutiens</u> : <ul style="list-style-type: none"> • Joseph Biden : Vice-Président • Anthony Blinken : Conseiller à la sécurité nationale de Joseph Biden. • John Brennan Conseiller du POTUS sur le contre-terrorisme. • Tom Donilon : Adjoint de James L. Jones au NSC. • Douglas Lute : Adjoint du NSC en charge des guerres en Irak & Afghanistan. • Denis McDonough : Chef de Cabinet du NSC. • Richard Holbrooke : Représentant Spécial pour l'Afghanistan & le Pakistan (AFPAK). • Rahm Emanuel : Conseiller spécial du POTUS. 	<u>Partisans / Soutiens</u> : <ul style="list-style-type: none"> • David Petraeus : Commandant du CentCom. • Stanley McChrystal : Commandant des unités combattantes, force américaines et de l'OTAN en Afghanistan. • Michael Mullen : Président du Comité de l'état-major interarmes. • Robert Gates : Secrétaire à la Défense. • Hillary Clinton : Secrétaire d'État. • Dennis Blair : Directeur national du renseignement. • John McCain & Lindsey Graham, Member of Congress (Republican Party).

³³² Ce tableau est réalisé d'après l'ouvrage de WOODWARD, B. (2010) *op. cit.*, p°15-17,223, 230, 340-341), celui de DORANI, S. (2019). *America in Afghanistan: Foreign Policy and Decision Making from Bush to Obama to Trump*. I.B. TAURIS, celui de MARSH, K. (2014). *op. cit.*, p°270 & enfin GATES, R. M. (2014). *op. cit.*, p°209. Il représente la polarisation des acteurs en 2 groupes distincts parmi lesquels les individus les plus influents. Ils sont classés de haut en bas selon leur influence et véhémence au sein de ces groupes

<ul style="list-style-type: none">• James Jones : Conseiller à la sécurité nationale.	
---	--

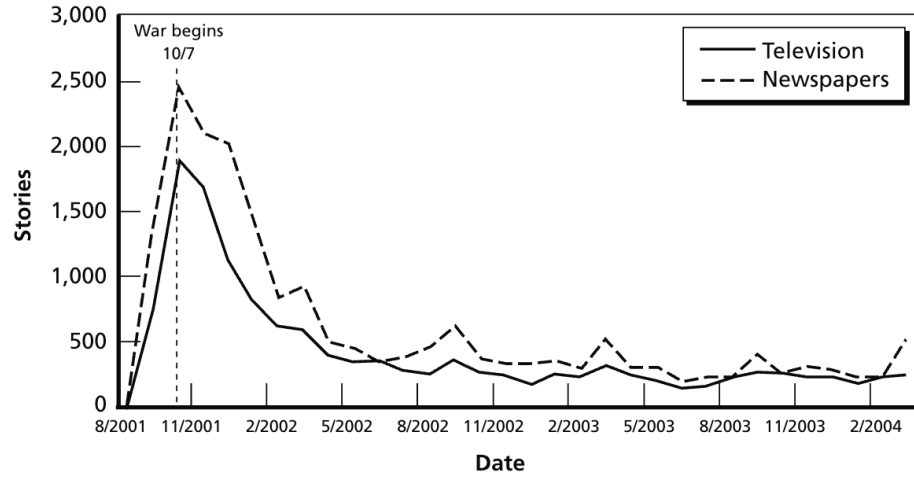
6.3. Annexe 3 : Carte des régions tribales, semi-autonomes du Pakistan³³³



³³³ HUSSAIN, Z. (2012). *op. cit.*, p°19.

6.4. Annexe 4 : La guerre en Afghanistan dans les médias américains³³⁴.

Major U.S. Newspaper and Television Reporting on Afghanistan, August 2001–March 2004



SOURCE: Search for "Afghanistan" in *The Christian Science Monitor*, *Los Angeles Times*, *The New York Times*, *The Wall Street Journal*, *The Washington Post*, ABC News, CBS News, CNN, and NBC News.

RAND MG441-4.1

³³⁴ LARSON, E. V., & SAVYCH, B. (2007). *op. cit.*, p°129

6.5. Annexe 5 : Tableau des caractéristiques de la décision³³⁵

Features of the decisions	Strategic decisions	Tactical decisions	Operational decisions
<i>Time horizon</i>	Long term	Middle term	Short term
<i>Frequency and degree of repetitiveness</i>	Single decision	Low frequency, making little repetitive	Numerous and repetitive decisions
<i>Degree of information uncertainty</i>	Very high	High	Weak
<i>Degree of reversibility</i>	Almost zero	Weak	High
<i>Decision level</i>	General	Functional and operational	Decentralized

³³⁵ VANDAMME, D. (2022, 7 février) *Foreign Policy Analysis* [Diapositive], n°35, Faculté ESPO, UCLouvain.

6.6. *Annexe 6: Obama, the Vox conversation*³³⁶

Obama on the goal of his foreign policy

(Matt Yglesias) *Over the years I've heard a number of different members of your team refer to your kind of philosophy in foreign affairs as realism is that a is that a term you would use?*

(Barack Obama) *You know traditionally a lot of American foreign policy has been divided into the realist camp and the idealist camp and so if you're an idealist like Woodrow Wilson and you're out there with the League of Nations and imagining everybody holding hands singing kumbaya and if you're a realist then you know you're supporting dictators who happen to be our friends and and I just don't think that that describes what a smart foreign policy should be. What I do think is accurate in describing my foreign policy is we don't have military solutions to every problem in the 21st century the the biggest challenge that we have right now is disorder. Ending two wars was important not because I was under any illusions that that would mean we wouldn't have any terrorist threat, it does mean though that by not having 180,000 people in Iraq and Afghanistan frees us up to be able to send a team to prevent Ebola double down on our investments and things like cyber security to look at the new threats and opportunities that are out there that's in no way a concession to this idea that America is withdrawing or you know there's not much we can do it's just a realistic assessment of how the world works.*

(Matt Yglesias) *You seem to resist that the realist label earlier but when you talk about your goals in the Middle East. You seem very concerned about disorder and you didn't mention anything like democracy or human rights and well the countries you talked about partnering with its places like Egypt where they came to power in a military coup, Saudi Arabia over public beheadings, Bahrain where during the spring you know they were beating nonviolent demonstrators for pressing that very violently. Do you have any concerns about this sort of long term sustainability of those kind of partnerships?*

(Barack Obama) *Well, but this is a perfect example of where the division between realism and idealism kind of breaks I am a firm believer that particularly in this*

³³⁶ OBAMA, B., & YGLESIAS, M (2015a, 9 février). *Watch Barack Obama: the Vox conversation* VOX.com. <https://www.vox.com/a/barack-obama-interview-vox-conversation/obama-interview-video>

modern Internet age the capacity of the old-style authoritarian government to sustain itself just is going to continue to weaken but in those conversations. I'm also going to acknowledge that for a country that say has no experience in in democracy or has no functioning civil society or where the most organized factions are religious sects that progress is going to be happening in steps as opposed to in one big leap the goal of any good foreign policy is having a vision and aspirations and ideals but also recognize the world as it is where it is and figuring out how do you attack to the point where things are better than they were before that doesn't mean perfect it just means better.

Obama on what most Americans get wrong about foreign aid

(Barack Obama) *One of the things that I'd like to do over these next couple of years is to try to erase this very sharp line between our military efforts in national security and our diplomatic and foreign assistance efforts because in this environment today we've got to think of it all as one piece. If you look at our foreign assistance as a tool in our national security portfolio as opposed to charity and you combined our defense budget overall with our diplomatic budget and our foreign assistance budget that in that mix, we should be doing. When it comes to helping Honduras and Guatemala build an effective criminal justice system, effective police, and economic development, that creates jobs.*

(Matt Yglesias) *So you're saying it would make sense to reallocate those resources?*

(Barack Obama) *Well and part of the challenge here is just public awareness you know time and time again when they do surveys and they ask people what portion of the federal budget is spent on foreign aid they'll say you know 25% that they're pretty sure that all their hard earned money that they're paying in taxes is somehow going to other folks and you know right now it's barriers between 1 and 2% depending on how you define it. If we were to make some strategic investments in countries that really could use our help, we would then not have to deploy our military as often we would be in a better position to work with other countries to stamp out violent extremism.*

Obama on the state of the world

(Barack Obama) *If we didn't have that dose of realism we wouldn't get anything done either So what I do think is accurate in describing my foreign policy is a strong belief that we don't have military solutions to every problem in the 21st century we don't*

have a peer in terms of a state that's going to attack us invade us you know the closest we have obviously is Russia with its nuclear arsenal but generally speaking they can't project the way we can around the world China can't either we spend more on our military than the next 10 countries combined the biggest challenge that we have right now is disorder failed states asymmetric threats from terrorist organizations and what I've been trying to do is to make sure that over the course of the last six years and hopefully the next two we just have more tools in our toolkit to deal with the actual problems that we have now and that we can project into the future rather than just constantly relying on the same tools that we used when we were dealing with Germany and Japan and world war 2.

7. Bibliographie

7.1. Monographies

- ABELSON, D.E. (2002a). *Do Think Tanks Matter? Assessing the Impact of Public Policy Institutes*, Édition 2, McGill-Queen's University Press.
- BADIE, B. & DEVIN, G. (2007). *Le multilatéralisme: Nouvelles formes de l'action internationale*. La Découverte.
- BADIE, B. & VIDAL, D. (2019). *Fin du leadership américain : L'état du monde 2020*. La Découverte.
- BALTHAZAR, L., DAVID, C. & VAÏSSE, J. (2008). *La politique étrangère des États-Unis*. Presses de Sciences Po.
- BENRAAD, M. (2018). *L'Irak par-delà toutes les guerres: Idées reçues sur un État en transition*. Le Cavalier Bleu.
- BRZEZIŃSKI, Z. (1997). *Le grand échiquier: L'Amérique et le reste du monde*. Bayard éditions.
- COLUCCI, L. C. (2012). *The national security doctrines of the american presidency [2 volumes]: How they shape our present and future*. Bloomsbury Publishing USA.
- CORDESMAN, A.H. (2015). *Afghanistan at transition: The lessons of the longest war*. Center for Strategic & International Studies.
- DAVID, C- P. & TOURREILLE, J. (2022). *La politique étrangère des États-Unis: Fondements, acteurs, formulation*. Presses de Sciences Po.
- DAVID, C.-P. (2015). *Au sein de la Maison-Blanche: De Truman à Obama : la formulation (imprévisible) de la politique étrangère des États-Unis*. Paris: Presses de Sciences Po.
- DAVID, C.-P. & GAGNON, F. (2018). *Théories de la politique étrangère américaine : auteurs, concepts et approches*. Édition 2. Presse de l'Université de Montréal.
- DORANI, S. (2019). *America in Afghanistan: Foreign Policy and Decision Making from Bush to Obama to Trump*. I.B. Tauris.

- DORRONSORO, G. (2021). *Le Gouvernement transnational de l'Afghanistan: Une si prévisible défaite*. Karthala.
- GARFINKEL, M.R. & SKAPERDAS S. (2012). *The Oxford Handbook of the Economics of Peace and Conflict*. Oxford Handbooks.
- GATES, R. M. (2014). *Duty: Memoirs of a Secretary at War*. Vintage.
- GERGES, F.A. (2012). *Obama and the Middle East: The End of America's Moment?* St. Martin's Press.
- JEANGÈNE VILMER, J. (2023). *Théories des relations internationales*. Paris cedex 14: Presses Universitaires de France.
- FONDATION POUR LA RECHERCHE STRATÉGIQUE (2002). *Annuaire stratégique et militaire*. Odile Jacob eBooks.
- LARSON, E. V., & SAVYCH, B. (2007). *Misfortunes of War: Press and Public Reactions to Civilian Deaths in Wartime*. RAND Corporation
- LERICHE, F. (2016). *Les États-Unis: Géographie d'une grande puissance*. Armand Colin.
- MICHAÏLOF, S. (2022). *Afghanistan : autopsie d'un désastre, 2001-2021: Quelles leçons pour le Sahel ?* Paris: Gallimard.
- NAU, H.R. (2009). *Perspectives on International Relations*. Édition 2. CQ Press.
- RENSHON, S. A. (2012). *Barack Obama and the politics of redemption*. Routledge.
- RICHOMME, O. & MICHELOT, V. (2012). *Le bilan d'Obama*. Presses de Sciences Po.
- ROUSSEAU, J. J. (2012). *Septième lettre. dans Lettres écrites de la montagne : Vol. 6*. Genève.
- VAÏSSE, J. (2012). *Barack Obama et sa politique étrangère (2008-2012)*. Odile Jacob.
- WOODWARD, B. (2010). *Les guerres d'Obama*. Simon & Schuster. New-York.
- ZARIFIAN, J. (2012). *Les États-Unis en Eurasie: De Bill Clinton à Barack Obama, le leadership américain à l'épreuve*. France: Editions L'Harmattan.

7.2. *Articles scientifiques*

- ABELSON, D. E. (2002b). Think tanks and US foreign policy: An historical perspective. *US Foreign Policy Agenda*, 7(3), p°9-12.
https://ciaotest.cc.columbia.edu/olj/fpa/fpa_nov02_abelson.pdf
- AID, M. M. (2001). The National Security Agency and the Cold War. *Intelligence & National Security*, 16(1), p°27-66.
<https://doi.org/10.1080/02684520412331306200a>
- ATWATER, D. F. (2007). Senator Barack Obama: The Rhetoric of Hope and the American Dream. *Journal of Black Studies*, 38(2), p°121-129.
<https://doi.org/10.1177/0021934707305431>
- BALDWIN, D. A. (1969). Foreign Aid, Intervention, and Influence. *World Politics*, 21(3), p°425–447. <https://doi.org/10.2307/2009640>
- BERNSTEIN, B. J. (1999). [Review of *Essence of Decision*, by G. Allison & P. Zelikow]. *Foreign Policy*, 114, p°121–126. <https://doi.org/10.2307/1149596>
- BLOMDAHL, M. (2018). Interacting Interests : Explaining President Obama´s Libyan Decision. *European Journal Of American Studies*, 13(2), p°1-15.
<https://doi.org/10.4000/ejas.13224>
- BOURGOIS, P. (2018). Retour sur le Project for the New American Century (1997-2006) et le « moment néoconservateur » post-Guerre froide. *Politique américaine*, 31, p°173-198. <https://doi.org/10.3917/polam.031.0173>
- BRZEZINSKI, Z. (2010). From Hope to Audacity: Appraising Obama's Foreign Policy. *Foreign Affairs*, 89(1), p°16–30. <http://www.jstor.org/stable/20699780>
- BURNS, R. N. (2010). Critical Issues for U.S. Foreign Policy: Iran, Afghanistan, and Pakistan. *The Fletcher Forum of World Affairs*, 34(1), p° 5–12.
<http://www.jstor.org/stable/45289487>
- BYRD, D., & MURTY, K. S. (2013). Foreign Policy Accomplishments in Obama Era. *Race, Gender & Class*, 20(3/4), 147–165.
<http://www.jstor.org/stable/43496938>

- CARATI, A. (2015). No Easy Way Out: Origins of NATO's Difficulties in Afghanistan. *Contemporary Security Policy*, 36(2), p°200–218. <https://doi-org.acces-distant.sciencespo.fr/10.1080/13523260.2015.1061753>
- CHALIER, J. (2013). Questions sur la mort de Ben Laden. *Études*, 418, p°453-460. <https://doi.org/10.3917/etu.4184.0453>
- CHAUDET, D. (2018). Afghanistan: radioscopie des mondes rebelles. *Diplomatie*, 95, p°28–32. <https://www.jstor.org/stable/26983260>
- CHESNOT, C. (2011). Les États-Unis au Moyen-Orient : la rupture Obama ? *Les Cahiers de l'Orient*, 104, 75-82. <https://doi.org/10.3917/lcdlo.104.0075>
- CHOLLET, D., & FISHMAN, B. (2015). Who Lost Libya? Obama's Intervention in Retrospect. *Foreign Affairs*, 94(3), p°154–159. <http://www.jstor.org/stable/24483675>
- CLINE, L. E. (2022). The two surges: Iraq and Afghanistan in comparison. *Small Wars & Insurgencies*, 33(7), p° 1152-1176. <https://doi.org/10.1080/09592318.2022.2113675>
- COLAUTTI, P. (2019). Compte rendu de [Théorie de la puissance, Fabrice Argounès, 2018, Paris, CNRS Éditions, 232 p.] *Études internationales*, 50(2), p°303–305. <https://doi.org/10.7202/1071180ar>
- COOPER, C. L. (1972). The CIA and Decision-Making. *Foreign Affairs*, 50(2), p°223–236. <https://doi.org/10.2307/20037902>
- COPPOLANI, A. (2009). L'arc de crise selon Obama et ses conseillers. *Politique étrangère*, p°133-145. <https://doi.org/10.3917/pe.091.0133>
- DA LAGE, O. (2003). Une guerre pour le pétrole ? Pas seulement, mais.... *Outre-Terre*, n°5, p°95-113. <https://doi.org/10.3917/oute.005.0095>
- DAVID, F. (2018). Commander la guerre depuis Washington D.C. Les évolutions organiques du « National Defense Establishment » à partir de la Seconde Guerre mondiale. *Guerres mondiales et conflits contemporains*, 271, p°9-24. <https://doi.org/10.3917/gmcc.271.0009>
- DE HOOP SCHEFFER, A. (2008). L'Irak : une Amérique en quête de sens. *Politique américaine*, 10, p°13-34. <https://doi.org/10.3917/polam.010.0013>

- DE WIJK, R., THOMPSON, J., & CHAVANNES, E. (2020). What is multilateralism? In *Adjusting the Multilateral System to Safeguard Dutch Interests. Hague Centre for Strategic Studies*, p°17–33.. <http://www.jstor.org/stable/resrep26672.5>
- DELAPLACE, G. (2017). Comment pensent les drones. *L'Homme*, 222, p°91-118. <https://doi.org/10.4000/lhomme.30152>
- DIMITROVA, A. (2011). Y a-t-il une « doctrine Obama » en matière de politique étrangère ?. *L'Europe en Formation*, 360, p°19-41. <https://doi.org/10.3917/eufor.360.0019>
- DROZ-VINCENT, P. (2021). La Libye toujours en prise avec les interventions : de l'intervention internationale de 2011 à l'escalade et la multiplicité d'interventionnismes extérieurs. *Hérodote*, 182, p°109-127. <https://doi.org/10.3917/her.182.0109>
- EICHENBERG, R. (2009). Public Opinion and Foreign Policy in the Obama Era. *Politique américaine*, 14, p°11-24. <https://doi.org/10.3917/polam.014.0011>
- ERSKINE, T. (2014). Coalitions of the Willing and Responsibilities to Protect: Informal Associations, Enhanced Capacities, and Shared Moral Burdens. *Ethics & International Affairs*, 28(1), p° 115-145. doi:10.1017/S0892679414000094
- FISHER, P. (2010). State political culture and support for Obama in the 2008 Democratic presidential primaries. *The Social Science Journal*, 47(3), p°699-709. <https://doi.org/10.1016/j.soscij.2010.02.001>
- GARFINKLE, A. (2014). Obama et le Proche-Orient. *Commentaire*, 146, p°263-278. <https://doi.org/10.3917/comm.146.0263>
- GAYER, L. (2009, juin). Guerre et sociétés en Afpak. *SciencesPo Centre de Recherches Internationales*. https://www.sciencespo.fr/ceri/sites/sciencespo.fr.ceri/files/art_lg1.pdf
- GEORG LÖFFLMANN (2015). Leading from Behind – American Exceptionalism and President Obama's Post-American Vision of Hegemony. *Geopolitics*, 20:2, p°308-331, DOI: 10.1080/14650045.2015.1017633

- GERGES, F. A. (2013). The Obama approach to the Middle East: the end of America's moment? *Royal Institute of International Affairs*, 89(2), p°299–323. <http://www.jstor.org/stable/23473538>
- GIBIER, D. M., & MILLER, S. V. (2012). Comparing the Foreign Aid Policies of Presidents Bush and Obama. *Social Science Quarterly*, 93(5), p°1202–1217. <http://www.jstor.org/stable/42864123>
- GRIFFIN, C. L. (2016). When the second becomes number one: vice-presidential power in foreign and defense policy in the twenty-first century. *Essais*, 10, p°131-145. <https://doi.org/10.4000/essais.4058>
- HANHIMÄKI, J. (2011). Les États-Unis et le multilatéralisme depuis le 11 septembre. *Politique étrangère*, p°507-519. <https://doi.org/10.3917/pe.113.0507>
- HERAS, N. A. (2016). From the bottom, up: A Strategy for U.S. Military Support to Syria's Armed Opposition. *Center for a New American Security*. <http://www.jstor.org/stable/resrep06293>
- HOLSTI, K. J. (1970). National Role Conceptions in the Study of Foreign Policy. *International Studies Quarterly*, 14(3), 233–309. <https://doi.org/10.2307/3013584>
- HUDSON, V. M., & VORE, C. S. (1995). Foreign Policy Analysis Yesterday, Today, and Tomorrow. *Mershon International Studies Review*, 39(2), p°209–238. <https://doi.org/10.2307/222751>
- HUNTINGTON, S. P. (1999). The Lonely Superpower. *Foreign Affairs*, 78(2), p°35-49. <https://doi.org/10.2307/20049207>
- HUSSAIN, Z. (2012). Pakistan's Most Dangerous Place. *The Wilson Quarterly* (1976-), 36(1), p° 16–21. <http://www.jstor.org/stable/41484421>
- IMMERMAN, R. H. (2016). Intelligence and the Iraq and Afghanistan Wars. *Political Science Quarterly*, 131(3), p°477–501. <http://www.jstor.org/stable/45219648>
- INDYK, M. S., LIEBERTHAL, K. G., & O'HANLON, M. E. (2012). Scoring Obama's Foreign Policy: A Progressive Pragmatist Tries to Bend History. *Foreign Affairs*, 91(3), p°29–43. <http://www.jstor.org/stable/23217964>

- INDYK, MARTIN S., KENNETH G. LIEBERTHAL, & MICHAEL E. O'HANLON. (2012). Scoring Obama's Foreign Policy: A Progressive Pragmatist Tries to Bend History. *Foreign Affairs* 91, no. 3 p°29–43. <http://www.jstor.org/stable/23217964>.
- IVERSEN, I. A. (2007). Interest groups and foreign policy. In Foreign Policy in God's Name: Evangelical influence on U.S. policy towards Sudan. *Norwegian Institute for Defence Studies*, p°17–22. <http://www.jstor.org/stable/resrep20327.4>
- JENNART, H., ROSIERS, J., COELMONT, J. & DORY, R. (2011). Revue Militaire Belge. *Royal Higher Institute For Defense*, n°3, <https://www.defence-institute.be/wp-content/uploads/2020/04/rmb-03.pdf>
- KHAN, Z. A. & SABIR, M. (2013). President Vs Congress in US Foreign Policy: Cooperation or Confrontation. *Journal of political studies* (Lahore, Pakistan). 20 (1), p°143–158.
- KUPERMAN, A. J. (2015). Obama's Libya Debacle: How a Well-Meaning Intervention Ended in Failure. *Foreign Affairs*, 94(2), p°66–77. <http://www.jstor.org/stable/24483483>
- LURIE, D. (2020). The Haqqani Network: The Shadow Group Supporting the Taliban's Operations. *American Security Project*. <http://www.jstor.org/stable/resrep26605>
- MAINPRIZE, R. P. (2023). A seat at the president's table? Lyndon Johnson, the CIA, and the Six Day War. *Intelligence & National Security*, 38(6), p°872-884. <https://doi.org/10.1080/02684527.2023.2208317>
- MAKINSKY, M. (2010). L'Iran un an après les présidentielles du 12 juin 2009 : une crise de régime...et plus ? *Les Cahiers de l'Orient*, 99, p°23-72. <https://doi.org/10.3917/lcdlo.099.0023>
- MARSH, K. (2014). Obama's Surge: A Bureaucratic Politics Analysis of the Decision to Order a Troop Surge in the Afghanistan War. *Foreign Policy Analysis*, 10(3), p°265–288. <http://www.jstor.org/stable/24910832>

- MCHUGH, K. (2015). A Tale of Two Surges: Comparing the Politics of the 2007 Iraq Surge and the 2009 Afghanistan Surge. *SAGE Open*, 5(4). <https://doi.org/10.1177/2158244015621957>
- MIKAÏL, B. (2009). L'« Afpak » : vers une stratégie de l'échec annoncé ? *Revue internationale et stratégique*, 76, p°175-180. <https://doi.org/10.3917/ris.076.0175>
- MINTZ, A. & WAYNE, C. (2016). The Polythink Syndrome and Elite Group Decision-Making. *Political Psychology*, 37(S1), p°5. <https://doi.org/10.1111/pops.12319>
- MOELLER, S. D. (2018). Media and foreign policy. *Great Decisions*, p°47–56. <https://www.jstor.org/stable/26593696>
- MORINI, D. (2010). A Diplomatic Surge in Afghanistan, 2011–14. *Strategic Studies Quarterly*, 4(4), p°68–100. <http://www.jstor.org/stable/26269816>
- MURRAY, D. (2013). Military action but not as we know it : Libya, Syria and the making of an Obama Doctrine. *Contemporary Politics*, 19(2), p°146-166. <https://doi.org/10.1080/13569775.2013.785827>
- NEWHOUSE, J. (2009). Diplomacy, Inc.: The Influence of Lobbies on U.S. Foreign Policy. *Foreign Affairs*, 88(3), p°73–92. <http://www.jstor.org/stable/20699564>
- OFEK, R. (2021). 2014-2016: The West's affair with Iran. In *Iran's Nuclear Program: Where Is It Going? Begin-Sadat Center for Strategic Studies*, p° 33–44. <http://www.jstor.org/stable/resrep38774.7>
- KNIGHT, B., & SCHIFF, N. (2010). Momentum and Social Learning in Presidential Primaries. *Journal of Political Economy*, 118(6), p°1110–1150. <https://doi.org/10.1086/658372>
- QUESSARD, M. (2019). Rebranding Soft Power: Assessing Obama's Smart Power Strategies. *Études anglaises*, 72, p°469-485. <https://doi.org/10.3917/etan.724.0469>
- RACINE, J. (2009). Obama, la « longue guerre » et la question afghano-pakistanaise. *Hérodote*, 132, p°23-46. <https://doi.org/10.3917/her.132.0023>

- RAYMOND VIDEN, A. (2011). Les États-Unis et le Printemps arabe. *Confluences Méditerranée*, 79, 13-26. <https://doi.org/10.3917/come.079.0013>
- RENSHON, S. A. (2011). Redemption, Fairness, and the Politics of Transformation in the Obama Presidency. *Political Psychology*, 32(6), p°1035-1057. <http://www.jstor.org/stable/41407149>
- RIGOULET-ROZE, D. (2015). Le « fantôme » de l'Irangate dans les négociations sur le nucléaire iranien. *Politique américaine*, 26, p° 49-68. <https://doi.org/10.3917/polam.026.0049>
- ROHDE, D. (2012). The Obama doctrine. *Foreign Policy*, 192, p°64–69. <http://www.jstor.org/stable/23237856>
- RUGGIE, J. G. (1992). Multilateralism: The Anatomy of an Institution. *International Organization*, 46(3), p° 561–598. <http://www.jstor.org/stable/2706989>
- SCHOLVINS. (2011). The Failure of Nation-Building In Iraq. *World Affairs: The Journal of International Issues*, 15(3), p°48–70. <https://www.jstor.org/stable/48504828>
- SIMONSEN, S. (2016). The Intervention in Libya in a Legal Perspective. *Oxford University Press eBooks*, p° 245-266. <https://doi.org/10.1093/acprof:oso/9780198767480.003.0014>
- SINGER, J. D. (1960). International Conflict: Three Levels of Analysis [Review of Man, the State, and War: A Theoretical Analysis, by K. N. Waltz]. *World Politics*, 12(3), 4, p°53–461. <https://doi.org/10.2307/2009401>
- SKIDMORE, D. (2012). The Obama Presidency and US Foreign Policy: Where's the Multilateralism? *International Studies Perspectives*, 13(1), p°43-64. <http://www.jstor.org/stable/44218678>
- STRUYE DE SWIELANDE, T. (2016). Obama ou le retour de la Realpolitik. *Politique étrangère*, p° 141-151. <https://doi.org/10.3917/pe.164.0141>
- STUART, D., & MARCELLA, G. (2008). Constructing the iron cage: the 1947 national security act. In *affairs of state: the interagency and national security. Strategic Studies Institute, US Army War College*, p°53–96. <http://www.jstor.org/stable/resrep11925.5>

- TÉNÈZE, N. (2016). La politique étrangère d'Obama : réinitialiser le leadership américain par le Smart Power. *Revue Défense Nationale*, 793, p°56-62. <https://doi.org/10.3917/rdna.793.0056>
- TOTMAN, S., & HARDY, M. (2016). The presidential persona paradox of Barack Obama: man of peace or war president ? *Persona Studies*, 2(2), p°80-89. <https://doi.org/10.21153/ps2016vol2no2art614>
- WANIS-ST. JOHN, A. (1998). The national security council: Tool of presidential crisis management. *Journal of Public and International Affairs*, 9(1), p°102-127.
- WESSER, S. (2015) La relation américano-saoudienne à l'épreuve du rapprochement entre Washington et Téhéran. *Politique américaine*, 26. <https://eurasiapropective.net/wp-content/uploads/2016/06/politique-americaine-26-wesser-etats-unis-arabie-saoudite-iran-201512.pdf>
- ZARIFIAN, J. (2015). Le dossier du nucléaire iranien et la question du rapprochement États-Unis – Iran. *Politique américaine*, 26, p°31-47. <https://doi.org/10.3917/polam.026.0031>

7.2.1. Working Papers

- ABOUAOUNE, E. & GALLAGHER, M. (2020, 28 avril). *Using Smart Power to Counter Iran in Iraq*. USIP - United States Institute of Peace. <https://www.usip.org/publications/2020/04/using-smart-power-counter-iran-iraq>
- ARMITAGE, R. L., BERGER, S. R., MARKEY, D. S. (2010). *U.S. strategy for Pakistan and Afghanistan: independent task force report*. CFR - Council on Foreign Relations. <https://www.cfr.org/report/us-strategy-pakistan-and-afghanistan>
- ARMITAGE, R. L. & NYE, J. S. (2007). *CSIS Commission on Smart Power – A smarter, more secure America*. CSIS - Centre for Strategic & International Studies, <https://carnegieendowment.org/files/csissmartpowerreport.pdf>
- AYOTTE, K. A., DUNFORD JR, J. F., & LINDBORG, N. (2021). *Afghanistan Study Group Final Report*. USIP - United States Institute of Peace.

https://www.usip.org/sites/default/files/2021-02/afghanistan_study_group_final_report_a_pathway_for_peace_in_afghanistan.pdf

BAHOUT, J. (2010) *Obama en Syrie : la stratégie de l'évitement*. Esprit Presse.
<https://esprit.presse.fr/article/bahout-joseph/obama-en-syrie-la-strategie-de-l-evitement-39010?folder=3>

BANDOW, D. (2020, 10 janvier). *The Obama Administration Wrecked Libya for a Generation*. CATO Institute. <https://www.cato.org/commentary/obama-administration-wrecked-libya-generation>

BLANCHARD, C. M. (2023). *Syria conflict Overview: 2011-2021*. CRS - Congressional Research Service, IF11080(VERSION 6).
<https://crsreports.congress.gov/product/pdf/IF/IF11080>

CHATTERJEE, D. (2010). *Obama's Afghanistan policy: A Review of Literature*. IPCS - Institute of Peace and Conflict Studies.
<http://www.jstor.org/stable/resrep09346>

COUSSERAN, J.-C., DAGUZAN ,J.-F, LEVALLOIS, A. & TANNOUS, M.-N. (2016). La «Syrie utile»: éléments pour des solutions de sorties de crise. *Fondation Stratégique Pour la Recherche*, Observatoire du monde arabo musulman et du Sahel.

DORRONSORO, G. (2009). *The Taliban's Winning Strategy in Afghanistan*. Carnegie Endowment for International Peace.
https://carnegieendowment.org/files/taliban_winning_strategy.pdf

DORRONSORO, G. (2010, septembre). *Waiting for the taliban in Afghanistan*. Carnegie Endowment for International Peace.
https://carnegieendowment.org/files/waiting_for_taliban2.pdf

DUPONT, T., & ESSER, T. (2011). *Libye : opération odyssey dawn*. Dans royal higher institue for Defense. Revue Militaire Belge.
http://www.rhid.be/website/images/livres/rmb/03/RMB_3_thierry%20dupont%20thierry%20esser.pdf

- GERTLER, J. (2011). *Operation Odyssey Dawn (Libya) Background and Issues for Congress* (No 7-5700). CRS - Congressional Research Service. <https://sgp.fas.org/crs/natsec/R41725.pdf>
- GREENE, A. (2022, 13 juillet). *Vice-président des États-Unis : de l'ombre à la lumière* ? Institut Montaigne. <https://www.institutmontaigne.org/expressions/vice-president-des-etats-unis-de-lombre-la-lumiere>
- KANDEL, M. (2011). L'abdication du Congrès après le 11 septembre : crise constitutionnelle ou politique ? *Open Editions Journals*, E-REA, 9.1. <https://doi.org/10.4000/erea.2030>
- KANDEL, M., & QUESSARD-SALVAING, M. (2014). *Les strategies du smart power americain : Redéfinir le leadership dans un monde post-americain*. Études de l'IRSEM, Vol. 32. <https://www.irsem.fr/data/files/irsem/documents/document/file/896/Etude%20032%20Smart%20Power%20Etats-Unis%20web.pdf>
- KOSAR K. (2020), *Congress and Foreign Affairs: Reasserting the Power of the First Branch*. R Street Institute, <http://www.jstor.org/stable/resrep25818.5>
- LAUB, Z. (2017, 1 mai). The Iraq War. CFR - Council on Foreign Relations. <https://www.cfr.org/timeline/iraq-war>
- LITTLE, P. M. (2016). *Think tanks and influence on US foreign policy: The people and the ideas*. US Army School for Advanced Military Studies Fort Leavenworth United States. <https://apps.dtic.mil/dtic/tr/fulltext/u2/1039265.pdf>
- MASTERS, J. (2021, 4 mai). *The U.S. Vice President and Foreign Policy*. CFR - Council on Foreign Relations. <https://cfr.org/backgrounder/us-vice-president-and-foreign-policy>
- MOYAR, M. (2016, 31 octobre). *Leaving behind "Leading from Behind"*. Hoover Institution. <https://www.hoover.org/research/leaving-behind-leading-behind>
- NADEEM, R. (2023, 14 mars). *20 Years After Iraq War Began, a Look Back at U.S. Public Opinion*. Pew Research Center - U.S. Politics & Policy.

<https://www.pewresearch.org/politics/2023/03/14/a-look-back-at-how-fear-and-false-beliefs-bolstered-u-s-public-support-for-war-in-iraq/>

NICKELS, B. (2013, 10 octobre). *Pitfalls for Libya's General Purpose Force*. Carnegie Endowment for International Peace. <https://carnegieendowment.org/sada/53273>

PRICE, G. (2021, 10 septembre). *Why Afghan nation-building was always destined to fail*. Chatham House. <https://www.chathamhouse.org/2021/09/why-afghan-nation-building-was-always-destined-fail>

SHORTRIDGE, A. (2021, 7 octobre). *The U.S. War in Afghanistan Twenty years on: Public opinion then and now*. CFR - Council on Foreign Relations. <https://www.cfr.org/blog/us-war-afghanistan-twenty-years-public-opinion-then-and-now>

TANKEL, S. (2013, 6 novembre). *Killing Hakimullah Mehsud*. Carnegie Endowment for International Peace. <https://carnegieendowment.org/2013/11/06/killing-hakimullah-mehsud-pub-53524>

WARDEN, J. K. (2013, 11 juin). Was Obama's 2009 Afghanistan Surge Based on Sound Strategy? *Military Strategy Magazine*. <https://www.militarystrategymagazine.com/article/was-obamas-2009-afghanistan-surge-based-on-sound-strategy/>

7.3. Documents officiels

BAKER III, J. A. & HAMILTON, L. H. (2006). *The Iraq study Group report: The Way Forward - A New Approach*. Vintage. [Government].

NATO. (2012, 21 mai). *Chicago Summit Declaration on Afghanistan Issued by the Heads of State and Government of Afghanistan and Nations contributing to the NATO-led International Security Assistance Force (ISAF)*. NATO. https://www.nato.int/cps/en/natolive/official_texts_87595.htm

NATO. (2022, 15 septembre). *Inteqal : transfert de responsabilité aux Afghans (2011-2014)*. NATO. https://www.nato.int/cps/fr/natohq/topics_87183.htm?selectedLocale=en

- OBAMA, B. (2009, 1 décembre). *Remarks by the President in Address to the Nation on the Way Forward*. whitehouse.gov. <https://obamawhitehouse.archives.gov/the-press-office/remarks-president-address-nation-way-forward-afghanistan-and-pakistan>
- OBAMA, B. (2013, 11 septembre). *Remarks by the President in address to the nation on Syria*. whitehouse.gov. <https://obamawhitehouse.archives.gov/the-press-office/2013/09/10/remarks-president-address-nation-syria>
- OBAMA, B. (2016, 9 janvier). *Remarks of President Barack Obama: Address to Joint Session of Congress*. whitehouse.gov. <https://obamawhitehouse.archives.gov/the-press-office/remarks-president-barack-obama-address-joint-session-congress>
- OBAMA, B. & AL-MALIKI, N. (2009, 20 octobre). *Remarks by President Obama and Prime Minister Maliki of Iraq After Meeting*. whitehouse.gov. <https://obamawhitehouse.archives.gov/the-press-office/remarks-president-obama-and-prime-minister-maliki-iraq-after-meeting>
- OBAMA, B. & AL-MALIKI, N. (2013, 29 avril). *Remarks by President Obama and Prime Minister al-Maliki of Iraq in a Joint Press Conference*. whitehouse.gov. <https://obamawhitehouse.archives.gov/the-press-office/2011/12/12/remarks-president-obama-and-prime-minister-al-maliki-iraq-joint-press-co>
- PRESS U.N. (2023, 6 mars). *Armes chimiques en Syrie : le Conseil de sécurité frustré par le manque de coopération de l'autorité syrienne avec l'OIAC | Couverture des réunions & communiqués de presse*. <https://press.un.org/fr/2023/cs15220.doc.htm>
- STATE. GOVE (2020) *Agreement for Bringing Peace to Afghanistan between the Islamic Emirate of Afghanistan which is not recognized by the United States as a state and is known as the Taliban and the United States of America*. [Government]. <https://www.state.gov/wp-content/uploads/2020/02/Agreement-For-Bringing-Peace-to-Afghanistan-02.29.20.pdf>
- THE WHITE HOUSE (2008, 20 décembre) *Fact Sheet: The Strategic Framework Agreement and the Security Agreement with Iraq*. <https://georgewbush-whitehouse.archives.gov/news/releases/2008/12/20081204-6.html>

- THE WHITE HOUSE (2008, 20 décembre). *President Bush and Iraq Prime Minister Maliki Sign the Strategic Framework Agreement and Security Agreement*.
<https://georgewbush-whitehouse.archives.gov/news/releases/2008/12/20081214-2.html>
- THE WHITE HOUSE. (2010, mai) *National Security Strategy*.
https://www.whitehouse.gov/sites/default/files/rss_viewer/national_security_strategy.pdf
- TRUMP, D. (2020, 13 juin). *Remarks by President Trump at the 2020 United States Military Academy at West Point graduation ceremony – the White House*. The White House. <https://trumpwhitehouse.archives.gov/briefings-statements/remarks-president-trump-2020-united-states-military-academy-west-point-graduation-ceremony/>
- U. S. EMBASSY ULAANBAATAR. (2017, 23 février). *Taking stock of the era of engagement: President Obama, the UN General Assembly, and our increasingly multilateral world - U.S. Embassy in Mongolia*. U.S. Embassy in Mongolia. <https://mn.usembassy.gov/taking-stock-era-engagement-president-obama-un-general-assembly-increasingly-multilateral-world/>
- UNITED NATIONS SECURITY COUNCIL (2010, 9 juin). *Résolution 1929*.
<https://documents.un.org/doc/undoc/gen/n10/396/80/pdf/n1039680.pdf?token=doRTL4tIXIIIwqXDzV&fe=true>
- UNITED NATIONS SECURITY COUNCIL (2012, 14 avril). *Résolution 2042*.
<https://documents.un.org/doc/undoc/gen/n12/295/29/pdf/n1229529.pdf?token=TJg9R9yIDInY0iwNuk&fe=true>
- UNITED NATIONS SECURITY COUNCIL (2012, 21 avril). *Résolution 2043*.
<https://www.securitycouncilreport.org/atf/cf/%7B65BFCF9B-6D27-4E9C-8CD3-CF6E4FF96FF9%7D/Syria%20SRES%202043.pdf>

7.4. Articles de presse

- AFP (2013, 10 septembre). Syrie : Obama demande au Sénat américain de faire une pause. *RTBF*. <https://www.rtbf.be/article/syrie-obama-demande-au-senat-americain-de-faire-une-pause-8086626>

- AFP (2013, 28 septembre). Syrie : le Conseil de sécurité adopte une résolution sur les armes chimiques. *Le Monde.fr*. https://www.lemonde.fr/proche-orient/article/2013/09/27/syrie-les-inspecteurs-achevent-leur-mission-l-onu-peaufine-sa-resolution_3486079_3218.html
- ALLEN, M. (2014, 6 janvier). ‘Don’t do stupid sh--’ (stuff). *POLITICO*. <https://www.politico.com/story/2014/06/dont-do-stupid-shit-president-obama-white-house-107293>
- BORGER, J. (2018, 14 avril). Barack Obama warns Iran that US is still prepared to take military action. *The Guardian*. <https://www.theguardian.com/world/2013/sep/15/barack-obama-warns-iran-us-military-action>
- BOURDILLON, Y. (2011, 21 mars). Les États arabes soutiennent avec une certaine gêne l’intervention des forces occidentales. *Les Echos*. <https://www.lesechos.fr/2011/03/les-etats-arabes-soutiennent-avec-une-certaine-gene-lintervention-des-forces-occidentales-389729>
- CHABAS, C. & BOZARSLAN H. (2011, 13 mai) Pourquoi la révolte syrienne se démarque-t-elle des autres révolutions du monde arabe ? *Le Monde.fr*. https://www.lemonde.fr/proche-orient/article/2011/05/13/pourquoi-la-revolte-syrienne-se-demarque-t-elle-des-autres-revolutions-du-monde-arabe_1521674_3218.html
- DAVIES, N. (2017, 26 novembre). Afghanistan war logs : Task Force 373 – special forces hunting top Taliban. *The Guardian*. <https://www.theguardian.com/world/2010/jul/25/task-force-373-secret-afghanistan-taliban>
- GASS, N. (2016, 2 juin). Obama warns of isolationism as « false comfort ». *POLITICO*. <https://www.politico.com/story/2016/06/obama-no-isolationism-223828>
- GILSINAN, K. (2019, 31 juillet). The Promise Presidential Candidates Never Make Good On. *The Atlantic*. <https://www.theatlantic.com/politics/archive/2019/07/most-democrats-want-leave-afghanistan-can-they/595186/>

- HADDAD, M. (2021, 10 septembre). Infographic: US military presence around the world. *Al Jazeera*. <https://www.aljazeera.com/news/2021/9/10/infographic-us-military-presence-around-the-world-interactive>
- HASTINGS, M. (2010, 22 juin). The runaway general: the profile that brought down McChrystal. *Rolling Stone*. <https://www.rollingstone.com/politics/politics-news/the-runaway-general-the-profile-that-brought-down-mcchrystal-192609/>
- HOSENBALL, M. (2012, 2 août). Obama authorizes secret support for Syrian rebels. *Reuters*. <https://www.reuters.com/article/idUSBRE8701OK/>
- KRAUTHAMMER, C. (2023, 21 mai). The Obama doctrine: leading from behind. *Washington Post*. https://www.washingtonpost.com/opinions/the-obama-doctrine-leading-from-behind/2011/04/28/AFBCy18E_story.html
- LANDLER, M. (2013, 27 novembre). Iran, Le pari réussi d'Obama. *Courrier International*. <https://www.courrierinternational.com/article/2013/11/26/le-pari-reussi-d-obama>
- LANDLER, M. (2017, 1 janvier). The Afghan war and the evolution of Obama. *The New York Times*. <https://www.nytimes.com/2017/01/01/world/asia/obama-afghanistan-war.html>
- LE MONDE (2011, 20 octobre). Guerre en Libye : la chronologie des événements. *Le Monde.fr*. https://www.lemonde.fr/afrique/article/2011/08/17/la-guerre-en-libye-chronologie-des-evenements_1559992_3212.html
- LESNES, C. (2003, 21 janvier). Irak : la France menace d'utiliser son veto contre une guerre américaine. *Le Monde.fr*. <https://www.lemonde.fr/archives/article/2003/01/21/irak-la-france-menace-d-utiliser-son-veto-contre-une-guerre->
- LIZZA, R. (2011, 26 avril). Leading from behind. *The New Yorker*. <https://www.newyorker.com/news/news-desk/leading-from-behind>
- MACASKILL, E. (2021, 21 janvier). US Election: Biden shows why Obama chose him as a running mate. *The Guardian*. <https://www.theguardian.com/world/2008/aug/28/uselections2008.joebiden1>

- OBAMA, B. (2008, 14 juillet). Opinion | Barack Obama - Op-Ed - My Plan for Iraq. *The New York Times*.
<https://www.nytimes.com/2008/07/14/opinion/14obama.html>
- PARIS, G. (2021, 8 mars). Le jour où Barack Obama avait effacé sa « ligne rouge » sur la Syrie. *Le Monde.fr*.
https://www.lemonde.fr/international/article/2017/04/07/le-jour-ou-barack-obama-avait-efface-sa-ligne-rouge-sur-la-syrie_5107363_3210.html
- PERRIN, J. (2013, 16 décembre). Iran : les secrets du tournant d'Oman. *Libération*.
https://www.liberation.fr/planete/2013/12/16/iran-les-secrets-du-tournant-d-oman_967006/
- THE NEW YORK TIMES. (2010, 3 mai). The way out. Opinions. *The New York Times*. <https://www.nytimes.com/2010/05/04/opinion/04tue1.html>
- TRAYNOR, I. (2010, 22 novembre). NATO maps out Afghanistan withdrawal by 2014 at Lisbon summit. *The Guardian*.
<https://www.theguardian.com/world/2010/nov/20/nato-afghanistan-2014-withdrawal-lisbon>
- WHITESIDES, J. (2007, 9 août) Obama says he opposed Iraq war from start. *Reuters*.
<https://www.reuters.com/article/idUSN09231533/#>
- ZAKARIA, F. (2012, 30 janvier). The strategist. *TIME.com*.
<https://content.time.com/time/magazine/article/0,9171,2104842-4,00.html>
- ZEIDAN, A. (2023, 8 décembre). Withdrawal of United States troops from Afghanistan. *Encyclopedia Britannica*.
<https://www.britannica.com/event/withdrawal-of-United-States-troops-from-Afghanistan>

7.5. Sites Internet

- CAMBRIDGE DICTIONARY (s.d.) *Meaning of multilateralism in English*.
<https://dictionary.cambridge.org/dictionary/english/multilateralism>
- NATO (2022, 31 août). *NATO and Afghanistan*. NATO.
https://www.nato.int/cps/en/natohq/topics_8189.htm

- OBAMA, B. (2009, 7 décembre). *President Obama Outlined a Strategy for Afghanistan and Pakistan to Deny al Qaeda Safe Haven and Reverse Taliban Momentum*. Democratic Policy Committee. https://www.dpc.senate.gov/dpcdoc.cfm?doc_name=fs-111-1-155
- PERSPECTIVE MONDE (2006, 7 novembre). *Tenue des élections de mi-mandat aux États-Unis*. USherbrooke.ca. <https://perspective.usherbrooke.ca/bilan/servlet/BMEve/541>
- THE WHITE HOUSE (2003, 29 avril) G.W. Bush: *Operation Enduring Freedom One Year of Accomplishments*. <https://georgewbush-whitehouse.archives.gov/infocus/defense/enduringfreedom.html>
- THE WHITE HOUSE (2008, 20 décembre). The Strategic Framework Agreement and the Security Agreement with Iraq. <https://georgewbush-whitehouse.archives.gov/news/releases/2008/12/20081204-6.html>
- THE WHITE HOUSE. (2022, 23 décembre). Barack Obama: The White House. <https://www.whitehouse.gov/about-the-white-house/presidents/barack-obama/>
- U.S. SPACE COMMAND. (s. d.). *Mission*. <https://www.spacecom.mil/About/Mission/>
- UNITED STATES DEPARTMENT OF STATE (2020, 1 décembre). *Duties of the Secretary of State*. U.S. Dept. of State. <https://www.state.gov/duties-of-the-secretary-of-state/>
- WASHINGTON, D.C: OFFICE OF THE HISTORIAN, BUREAU OF PUBLIC AFFAIRS (1999) *History of the National Security Council, 1947-1997*. U.S. Dept. of State. <https://clintonwhitehouse3.archives.gov/WH/EOP/NSC/html/NSChistory.html#history>

7.6. Autres

- C-SPAN. (2007, 2 octobre). *Obama Foreign Policy speech* [Vidéo]. C-SPAN.org. <https://www.c-span.org/video/?201316-1/obama-foreign-policy-speech>

- C-SPAN. (2009, 4 juin). *President Obama speech to Muslim world in Cairo* [Vidéo]. YouTube. https://www.youtube.com/watch?v=B_889oBKkNU
- COUTURIER, B. (2017, 25 janvier). *Donald Trump, dans les pas d'Andrew Jackson*. [Podcast]. France Culture. <https://www.radiofrance.fr/franceculture/podcasts/le-tour-du-monde-des-idees/donald-trump-dans-les-pas-d-andrew-jackson-3851564>
- DROUELLE, F., VAN WYMEERSCH, G., BARREYRE, C., GOUX, J., PEREZ, M., MAISONOBE, S., LAIGLE, F., VERZAUX, A., BULOT, J., BOUR, V., & CARAT, A. (2015, 2 novembre). *2009, le mouvement vert en Iran. Le printemps déchu*. [Podcast]. France Inter. <https://www.radiofrance.fr/franceinter/podcasts/affaires-sensibles/2009-le-mouvement-vert-en-iran-le-printemps-dechu-7599536>
- FRANCE 24. (2021, 13 septembre). *Documentaire en INTÉGRALITÉ : 11-Septembre : 20 ans de chaos*. [Vidéo]. YouTube. <https://www.youtube.com/watch?v=Gv8ilWPWSrg>
- INA (2003, 5 février). *Intervention de Dominique de Villepin devant le Conseil de sécurité de l'ONU* | INA [Vidéo]. ina.fr. <https://www.ina.fr/ina-eclairage-actu/video/2208630001005/intervention-de-dominique-de-villepin-devant-le-conseil-de-securite-de-l>
- JUBLIN, A. & BACZKO, A. (2020, 24 avril). *Le succès des talibans en Afghanistan au prisme de la justice*. [Podcast]. SoundCloud. <https://soundcloud.com/le-collimateur/retro-collimateur-le-succes-des-talibans-en-afghanistan-au-prisme-de-la-justice>
- OBAMA, B., & YGLESIAS, M (2015a, 9 février). *Watch Barack Obama : the Vox conversation* VOX.com. [Vidéo]. <https://www.vox.com/a/barack-obama-interview-vox-conversation/obama-interview-video>
- OBAMA, B., & YGLESIAS, M. (2015d, 9 février). *Obama on what most Americans get wrong about foreign aid* [Vidéo]. VOX.com. https://www.youtube.com/watch?v=nzL_avUIIEE

- OBAMA, B., & YGLESIAS, M. (2015b, 9 février). *Obama on the goal of his foreign policy* [Vidéo]. VOX.com. <https://www.youtube.com/watch?v=Icq60Uxd3As&t=9s>
- OBAMA, B., & YGLESIAS, M. (2015c, 9 février). *Obama on the state of the world* [Vidéo]. VOX.com. <https://www.youtube.com/watch?v=td7Dcsco-WY&t=2s>
- OBAMA, B. (2010, 9 juin). President Obama on Iran Sanctions [Vidéo]. YouTube. <https://www.youtube.com/watch?v=9IY-InlqnKc>
- OBAMA, B. (2011, 29 mars). President Obama's Speech on Libya [Vidéo]. YouTube. <https://www.youtube.com/watch?v=cVW6jBbD5Q8>
- PBS NEWSHOUR. (2021, 19 août). Watch: President George W. Bush's address to the nation after September 11, 2001 attacks [Vidéo]. YouTube. <https://www.youtube.com/watch?v=WA8-KEnfWbQ>
- THE WHITE HOUSE. (2021, 31 août). *President Biden delivers remarks on ending the war in Afghanistan* [Vidéo]. YouTube. <https://www.youtube.com/watch?v=GJRpSm4DdPk>
- VANDAMME, D. (2022, 7 février) *Foreign Policy Analysis* [Diapositive], n°35, Faculté ESPO, UCLouvain.
- VOICE OF AMERICA. (2009, 15 janvier). *Hilary Clinton advocates «Smart power»* [Vidéo]. YouTube. <https://www.youtube.com/watch?v=PNQQyKBml04>

Résumé:

Le 7 décembre 2009, soit 321 jours après sa prise de fonction, le Président Obama annonce sa stratégie pour la région de l'AFPAK. Un délai particulièrement important compte tenu de l'urgence de la situation sur le terrain. Conscient des attentes élevées, le Président optera pour une approche atypique entre engagement et désengagement. Ce mémoire s'intéresse à la stratégie déployée par Obama, il cherche à vérifier si celle-ci s'intègre dans une doctrine générale ou si le cas afghan relève de l'exception. Pour ce faire, plusieurs points de tensions sont analysés afin d'identifier les différences et les similarités entre les approches proposées. L'objectif étant de confirmer l'existence d'une doctrine propre au premier mandat du Président d'Obama, de vérifier si elle est d'application en Afghanistan, si oui, dans quelles mesures.

Mots clés:

Obama – Politique étrangère – *Leading from behind* – Afghanistan – États-Unis

